

مركزنا من راجل

Le Monde



CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 16658 - 7,50 F - 1,13 EURO

MARDI 18 AOÛT 1998

FONDATEUR : HUBERT BÉVERMÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Terreur en Ulster : la piste de dissidents de l'IRA

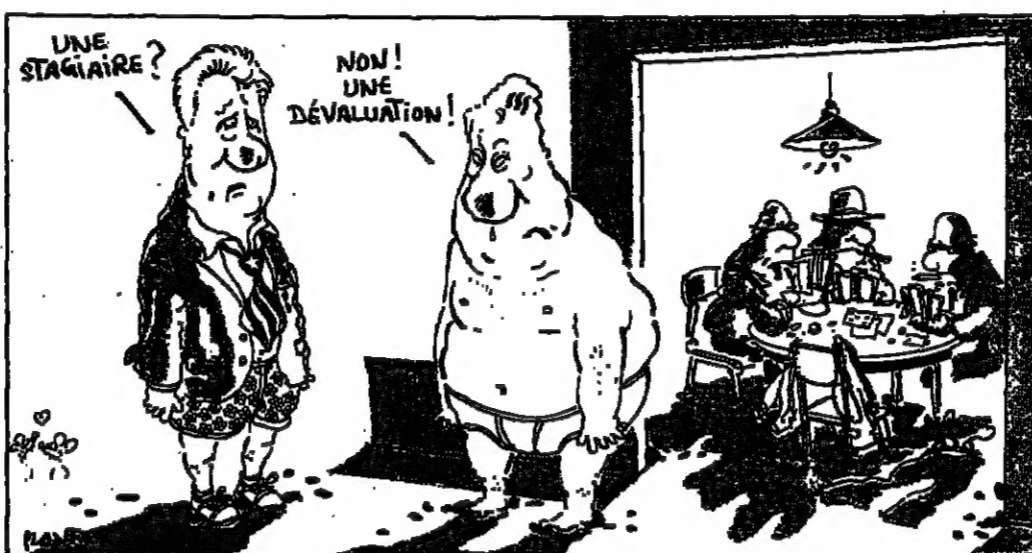
LES FORCES DE SÉCURITÉ de Grande-Bretagne et de République d'Irlande étaient mobilisées, lundi 17 août, pour traquer un groupe dissident du mouvement républicain, l'« IRA véritable », largement soupçonné d'être l'auteur de l'attentat à la voiture piégée, samedi, à Omagh, en Ulster. Quatorze femmes et neuf enfants figurent parmi les vingt-huit morts ; certains des deux cent vingt blessés étaient jugés dans un état désespéré. Interrompant ses vacances dans le sud-ouest de la France, le premier ministre britannique, Tony Blair, a assuré, dimanche soir à Belfast, qu'il ne fallait pas permettre aux terroristes de saboter le processus de paix en Irlande du Nord. Il avait à ses côtés son collègue de Dublin, Bertie Ahern, qui, dénonçant l'« IRA véritable », a promis sa pleine coopération.

Lire page 2 et notre éditorial page 11

La tourmente financière gagne la Russie

● Dévalué de fait, lundi, le rouble fluctue entre 6 et 9,5 roubles pour un dollar ● La crise pourrait entraîner la faillite du système bancaire ● Le remboursement de la dette extérieure suspendu pour 90 jours ● Les Bourses de Francfort, Paris, Londres et Amsterdam ouvrent en baisse

FACE À UNE CRISE financière sans précédent, la Banque centrale et le gouvernement russes ont procédé, lundi 17 août, à une dévaluation de fait du rouble qui évolue désormais à l'intérieur d'une fourchette comprise entre 6 et 9,5 roubles pour un dollar, soit une baisse potentielle de 50 % environ. En novembre 1997, le gouvernement russe s'était engagé à maintenir le cours moyen du rouble aux environs de 6,2 roubles pour un dollar pour l'ensemble de la période 1998-2000, avec une fluctuation n'excédant pas 15 %. Les autorités russes ont aussi suspendu pour 90 jours le remboursement de la dette extérieure. Quelques heures avant ces annonces, une mission du Fonds monétaire international était arrivée d'urgence à Moscou dans la nuit, tandis que le président Boris Eltsine, qui s'est entretenu par téléphone avec le président Clinton, interrompant ses vacances pour rentrer rapidement au Kremlin. Selon la radio Echo de Moscou, d'importantes remaniements ministériels sont attendus dans la journée de



lundi. Une réunion de la Douma est convoquée pour vendredi. La Bourse de Moscou a ouvert lundi en recul de 3,43 %. Les places occidentales étaient également en baisse sensible, Francfort perdant jusqu'à 3 % et Paris commençant

la journée sur une baisse de 1,76 %. Ce nouvel épisode de la crise financière, qui a débuté en Asie il y a plus d'un an, pourrait menacer directement l'Europe, les monnaies est-européennes d'abord, la santé des banques alle-

mandes ensuite. Il pourrait avoir aussi des conséquences sur les « marchés émergents », en Amérique latine notamment.

Lire pages 20 et 13 et nos autres informations p. 12

Bill Clinton témoigne

■ Le président des États-Unis interrogé en vidéo à la Maison Blanche sur ses relations avec Monica Lewinsky

■ Le grand jury, redoutable chambre d'accusation populaire

■ « Le Monde » raconte la longue traque du juge Starr

■ L'Amérique profonde largement indifférente

Lire pages 4 et 5

L'honneur de Dragan Petrovic, déserteur de la sale guerre du Kosovo

PODGORICA (Monténégro) de notre envoyé spécial

Le 27 juillet, à Faube, Dragan Petrovic a dit adieu à sa vie de conscrit de l'armée yougoslave. Il a sauté le mur de l'enceinte militaire de Pec, dans le sud-ouest du Kosovo, s'en est allé les mains dans les poches, est monté dans un autobus et est retourné chez lui, au Monténégro. « Je n'en pouvais plus », soupire-t-il. Le soldat Petrovic est jeune. Il n'a que vingt et un ans ; mais il a déjà vu beaucoup de choses. Trop de choses. Son sommeil est aujourd'hui peuplé de cauchemars. Il les chasse en occupant ses nuits à tondre le gazon du jardin familial, à cirer les chaussures de ses sœurs ou à laver la voiture de son père. Sa mère est inquiète mais soulagée. Elle préfère le savoir en train de fouiller dans la remise à outils à 4 heures du matin que l'imaginer sur une ligne de front. « Quand il est arrivé, il était tellement sale que ses sœurs ont mis deux heures pour l'éliminer la crasse. Un-bas, en trois mois, il ne s'est lavé entièrement qu'une fois, dans un puits », raconte M^{me} Petrovic.

Dragan a été envoyé au Kosovo en mai alors qu'il effectuait son service militaire à Kraljevo, en Serbie. « Ceux de mon unité qui sont partis lib-bas étaient pour la plupart des non-Serbes, des Hongrois de Vojvodine, des Romis [gitans] et des Monténégrins. Les Serbes restaient planqués. » Dragan conduisit une ambulance, puis un transporteur de troupes qui tracte un canon. Les villages albanais brûlent les uns après les autres et l'air devient vite irrespirable pour le jeune Petrovic. Il raconte : « On encerclait les villages, les unités spéciales entraient, tiraient, chassaient les femmes et les enfants, mettaient le feu et ressortaient avec des frigidaires et des téléviseurs. Ils appelaient ça « faire le marché ». Les officiers étaient des dégénérés et des ivrognes qui n'avaient pas de dignité. Celui qui était capable de mettre une balle dans la tête d'un prisonnier avait droit à trente-cinq jours de permission. Ils nous disaient : « Toi, tu restes cinq mois à faire, tues-en cinq et tu as fini ton service. » Personne n'a pu tirer, sauf un Hongrois, mais il est devenu à moitié fou. »

La brigade de Dragan se déplace beaucoup. L'UCK, l'Armée de libération du Kosovo, tend des embuscades. Les officiers envoient en première ligne les jeunes recrues terrorisées. « Un ordre était aussitôt suivi d'un contre-ordre, les grades n'étaient jamais d'accord sauf lorsqu'ils s'en allaient piller les maisons. » Les nerfs des soldats sont tendus à l'extrême, on leur prescrit chaque soir des calmants. Dragan les crache. Il comprend que cette guerre n'est pas la sienne et qu'il lui faut fuir avant qu'elle ne le devienne. Le soldat Petrovic est un déserteur qui ne se cache pas. Le nouveau gouvernement monténégrin, qui a condamné la répression armée menée par Belgrade au Kosovo, a promis de protéger physiquement et juridiquement chacun de ses citoyens ayant fait acte de désobéissance. Aujourd'hui, Dragan Petrovic vague librement dans la journée et lutte contre ses terreurs nocturnes en se livrant à des travaux ménagers.

Christian Lecomte

M^{me} Voynet contre le tout-automobile

DANS UN ENTRETIEN au Monde, Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, estime qu'« il n'y aura pas de reconquête de la qualité de l'air sans une redéfinition de la place de l'automobile ». « Homo automobilis doit redonner sa place à Homo sapiens », explique la ministre, qui envisage une baisse des seuils d'alerte et des mesures de limitation de la circulation « dès le niveau 2 ». La pastille verte, qui permettra à 7,7 millions de véhicules peu polluants - un tiers du parc automobile - de circuler en cas de pics de niveau 3, est entrée en vigueur lundi 17 août.

Lire page 8



Leur France

Six écrivains étrangers racontent cette semaine ce pays où ils ont choisi de vivre et d'écrire. Premier témoignage : la Canadienne Nancy Huston. p. 10 et notre grand jeu concours p. 20

M. Kabila cherche des alliés

Devant la progression des rebelles, M. Kabila tente d'obtenir le soutien de l'Angola. p. 3

La préfectorale modernisée

Le ministre de l'intérieur veut diversifier et ouvrir la carrière des préfets. p. 6

Presses d'Europe

Une étude sur la presse des six principaux pays européens met en évidence les faiblesses françaises. p. 13

Créer dans la nuit

De 1940 à 1943, le marchand d'art Daniel-Henry Kahnweiler vécut en Limousin. « Le paradis à l'ombre des fours crématoires », dira-t-il en évoquant la fraternité qui l'entourait. Une exposition à Eymoutiers. p. 17

Allemagne, 3 DM ; Autriche-Guyane, 9 F ; Belgique, 25 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 200 PTA ; France, 1 F ; Grèce, 200 DR ; Irlande, 140 F ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 40 FL ; Pays-Bas, 10 D ; Norvège, 14 NOK ; Portugal, 200 PTE ; Royaume-Uni, 4 P ; Singapour, 250 F ; Suède, 10 SKR ; Suisse, 2,10 F ; Tunisie, 12 Din ; USA, 1,13 \$; USA (terrestre), 2,99 \$

M 0147-818-750 F

ICD INSTITUT INTERNATIONAL DE COMMERCE ET DISTRIBUTION

MARKETING • VENTE • DISTRIBUTION • INTERNATIONAL

TITRE HOMOLOGUÉ PAR L'ÉTAT NIVEAU II (MAITRISE)

Un premier cycle, 2 approches

- Le cycle MC (Marketing Commercial) Deux années d'études allant des acquis théoriques et applications terrain.
- Deuxième année internationale. Admission : Bac (Test Team + entretiens)
- Le cycle BTS Action Commerciale, Commerce International, Communication des Entreprises. Diplôme d'Etat. Admission : Bac ou niveau Bac

Un deuxième cycle

2 ans d'études, 6 mois de stage professionnel, 5 spécialisations Achat-Distribution, Vente-Négociation, Affaires Internationales, Marketing-Produit, Communication d'Entreprise. Admission : Bac+2 et Bac+3 (Test Team 2 + entretiens)

ICD Paris : 12, rue Alexandre Parodi - 75010 Paris
ICD Toulouse : 186, route de Grenade - 31700 Blagnac
ICD Nantes : 11, rue des Saumonnières - 44000 Nantes

ÉTABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE SUPÉRIEUR

01 40 03 15 52

GRUPE IGS

Y a-t-il un projet Schröder ?

C'EST UNE petite carte que le Parti social-démocrate (SPD) allemand a tiré à 2 millions d'exemplaires. Au recto, les neuf promesses que le SPD s'engage à tenir, exprimées en termes très généraux : lutter contre le chômage, créer 100 000 emplois-jeunes, relancer la politique des femmes, combattre la criminalité, renforcer la justice sociale... Au verso, l'essentiel : une photo du candidat à la chancellerie, Gerhard Schröder. Radieux, il y proclame : « Je vous donne neuf bonnes raisons de voter SPD. La dixième s'appelle Kohl. » L'usure du chancelier, après seize années de règne, c'est le meilleur argument de campagne de M. Schröder, cinquante-quatre ans, donné gagnant par les sondages à six semaines des élections. Lassés du colosse Kohl, les Allemands préfèrent la « belle gueule » de Schröder, ses yeux bleus et sa voix charmante et veulent croire qu'il réduira le chômage qui frappe plus de 4 millions de personnes dans le pays. L'arrivée de M. Schröder, c'est avant tout un changement de ton. Après les sacrifices demandés depuis des années par Helmut Kohl, M. Schröder veut une Allemagne fière, qui va de l'avant. « Nous voulons que l'Allemagne continue à l'avenir de produire les meilleurs autos du monde », a fait inscrire dans le programme du SPD le mi-

Espoir d'or sur 100 mètres

LA SPRINTÉUSE française Christine Arron est la favorite du 100 m féminin des championnats d'Europe d'athlétisme qui débutent mardi 18 août à Budapest. Mais le fait de détenir le meilleur temps européen de la saison est « un avantage qui n'existe pas », explique celle qui, dès l'école, gagnait « toutes les courses, même contre les garçons ».

Lire page 15

International	2	Entreprises	12
France	6	Communication	13
Abonnements	6	Tableau de bord	13
Carrez	7	Aujourd'hui	15
Annuaire classés	7	Météo-jeu	16
Société	8	Culture	17
Régions	9	Caïde culturel	18
Horizons	10	Radio-Télévision	19

PLONATIQUE
ABONNEZ-VOUS
Leur France
Samedi
Français ou
France et
regard sur

مركزاً من لاهل

TERREUR Réunis dimanche soir 16 août à Belfast, les premiers ministres de Grande-Bretagne et de République d'Irlande, Tony Blair et Bertie Ahern, ont annoncé un

renforcement de leur coopération pour retrouver les auteurs de l'attentat à la voiture piégée de samedi en Ulster. 28 PERSONNES ont été tuées dans la petite ville d'Omagh,

et la plupart d'entre elles ont pu être identifiées. Certains des 220 blessés étaient toujours dans un état jugé très grave. A DUBLIN, LONDRES ET BELFAST,

les soupçons se portent sur un groupe dissident de l'IRA, l'IRA véritable. Le chef de file politique de l'IRA, Gerry Adams, patron du Sinn Féin, a vivement dénoncé l'at-

tantat. M. BLAIR a assuré que le terrorisme n'emportera pas et que le processus de paix entre les deux communautés d'Ulster - catholiques et protestants - devait se poursuivre.

M. Blair jure que le terrorisme ne « sabotera pas » le processus de paix en Ulster

L'attentat d'Omagh, samedi en Irlande du Nord, a tué 28 personnes qui n'ont pu être toutes identifiées. Le premier ministre, Tony Blair, et son homologue de Dublin, Bertie Ahern, annoncent une opération commune pour retrouver les terroristes, qui pourraient appartenir à l'IRA véritable

LONDRES de notre correspondant « Les sourires perdus » (Daily Mirror), « L'explosion diabolique » (Daily Mail), « Le massacre des innocents » (Times), « Les victimes du massacre » (Daily Telegraph). Comme l'indiquaient les titres de la presse londonienne, lundi 17 août, l'explosion à la voiture piégée dans le centre commercial d'Omagh, en Irlande du Nord, a profondément bouleversé la Grande-Bretagne. Résumant le sentiment général après le plus grave attentat qu'ait connu l'Ulster en plus de trente ans de conflit, le Guardian écrit : « Au cours des prochains jours, le processus de paix va devoir survivre à un véritable ouragan... Ils sont morts parce que le nouvel arrangement constitutionnel promet beaucoup. »



de l'Armée républicaine irlandaise, dont la branche politique, le Sinn Féin, a signé l'accord. L'horreur d'Omagh conjuguée à l'absence de progrès sur ce dossier très sensible déstabilise M. Trimble, encensé il y a quatre mois malgré le score serré du « oui » parmi ses propres partisans. L'attentat ne peut que faire l'affaire de « ultras » protestants du révérend Ian Paisley, dont le Parti unioniste démocratique (UDP) a toujours justifié son opposition à l'accord de Stormont par l'absence d'une clause de désarmement de l'IRA. Si celle-ci a décrété un cessez-le-feu, elle a conservé ses arsenaux, auxquels pourraient avoir accès certains des groupes dissidents de l'organisation républicaine.

« Personne ne peut commettre un attentat à la bombe en Irlande du Nord sans détruire le savoir-faire de l'IRA et sans être de connivence avec ses membres », revêtit le bouilliant pasteur en selle, lui qui bon nombre d'observateurs donnaient fin à son échec lors de la consultation référendaire. De l'avis général, la bombe pourrait compliquer la mise en place non seulement de l'Assemblée nord-irlandaise semi-autonome issue des élections de mai, mais aussi des deux autres nouvelles institutions prévues par l'accord du Vendredi Saint : le Conseil ministériel Nord-Sud, donnant un droit de regard à la République d'Irlande dans les affaires de l'Ulster, et le Conseil des Îles, réunissant les différents par-

ties du Royaume-Uni et de l'Irlande. Casse-tête sécuritaire, ensuite. Punir les auteurs, certes. Mais qui, où et comment ? Renforcer les mesures de prévention permettant de démanteler ces organisations paramilitaires républicaines dissidentes incontrôlables tout en reformant la Royal Constabulary, la police ulstérienne, protestante dans sa majorité... La coopération accrue entre les

time Brendan O'Duffy, professeur de politique irlandaise à l'université de Londres. Premier facteur d'optimisme : l'acte terroriste d'Omagh, qui a frappé aveuglément catholiques et protestants, ne peut que rapprocher le premier ministre protestant d'Ulster de son adjoint catholique afin de permettre le succès de la nouvelle assemblée régionale qui doit entrer en fonctions le mois prochain. Ensuite, pour la première fois, le président du Sinn Féin, Gerry Adams, a condamné « sans réserve » un attentat du camp républicain alors qu'il s'était, dans le passé, contenté de regretter la perte de vies humaines. C'est un geste officiel par M. Adams des dissidents de l'IRA constitue un signal positif. Cette réaction a été jugée sincère de la part d'un homme considéré comme un ancien responsable de l'IRA-provisoire, qui a réussi à sortir son organisation de l'isolement en amorçant le dialogue avec John Hume, le dirigeant du parti catholique modéré SDLE. Enfin, les extrémistes loyalistes, qui avaient annoncé le 8 août la fin de leurs actions violentes, semblent avoir décidé de maintenir le cessez-le-feu observé depuis 1995. C'est ce qui ressort de la réunion, au lendemain de l'incendie du Conseil suprême des groupes armés protestants, qui aurait décidé, pour l'instant du moins, de ne pas reprendre les assassinats sectaires de catholiques en représailles des agissements de l'IRA.

Les grandes étapes de la paix

Le 10 avril, jour de Vendredi saint, est signé sous la triple pression du premier ministre britannique, Tony Blair, de son collègue irlandais Bertie Ahern, et de Bill Clinton, l'accord dit de Stormont (du nom d'un château abritant l'Assemblée locale à Belfast). Il instaure un gouvernement de la province, réunissant catholiques et protestants, une assemblée locale et des organes de gestion commune avec Dublin pour certaines questions. Il pose le principe qu'il ne saurait y avoir de changement quant au statut de l'Ulster sans qu'une majorité de la population y consente. La République abroge une clause de sa Constitution sur la réunification de l'Ile.

Le deux chefs de gouvernement ont juré de tout faire pour retrouver les auteurs de l'attentat. A court terme, le carnage pose une double menace pour les gouvernements britannique et irlandais, copartisans de l'accord de Stormont, conclu le 10 avril et très largement entériné par l'électorat lors des référendums organisés le 22 mai de part et d'autre de la frontière irlandaise.

Menace politique d'abord. « La bombe n'aurait pas été utilisée si le Sinn Féin-IRA (l'aile politique de l'IRA) avait rendu ses explosifs et ses armes », le premier ministre du gouvernement local d'Ulster, le protestant modéré David Trimble, d'embolie, a ainsi lié l'attentat à la question de la neutralisation prévue sous les deux ans de l'arsenal

Marc Roche

A 15 h 10, au centre commercial, l'explosion puis la dévastation

MÊME si elles se refusent encore à en révéler l'identité, les polices britannique et irlandaise connaissent son nom et ce qui fut sans doute l'une de ses dernières adresses. Il est aujourd'hui activement recherché par

d'Omagh, en Irlande du Nord, à quelque 80 km à l'ouest de Belfast. Le dernier bilan de la tuerie faisait état de 28 morts - dont plusieurs enfants - et 220 blessés. « L'artificier » a dénoncé les accords de paix de Stormont, d'avril dernier, il rejette le cessez-le-feu décrété par l'IRA et a provoqué une scission dans le mouvement républicain pour créer le groupuscule dit « IRA-véritable ». Pour le chef de la police d'Ulster, Rommie Flanagan, comme pour le premier ministre irlandais, Bertie Ahern, pas de doute : l'IRA-véritable est à l'origine de l'attentat. « L'artificier » serait un homme d'affaires d'Ulster, mais rélogé en République, dans le comté de Lough. Le 1^{er} août, l'IRA-véritable a revendiqué un attentat perpétré le même jour dans la ville nord-irlandaise de Banbridge, qui a fait 35 blessés. Comme à Omagh, une voiture piégée avec 225 kilos d'explosifs avait été placée dans une zone commerciale et la déflagration avait été précédée d'un appel anonyme. Elle a fait 35 blessés et des dégâts énormes.

Le coup de téléphone anonyme à un media local aurait été volontairement trompeur - pour faire le plus de morts possibles. Il aurait annoncé l'explosion d'une bombe dans les 40 minutes alentour le palais de justice, que la police a donc fait évacuer vers un centre commercial à quelque 300 mètres plus loin.

La puissance du souffle et les projections de métal ont semé la mort sur des dizaines de mètres. La plupart des cadavres étaient défigurés et, lundi matin, seuls vingt-six avaient été identifiés : quatorze femmes, trois fillettes, quatre garçons (dont deux écoliers espagnols en stage de langue en Ulster) et cinq hommes. Nombre de blessés sont atrocement mutilés. Une vidéo amateur tournée juste après l'explosion, puis diffusée par la télévision, montre des centaines de personnes, certaines couvertes de sang, titubant, hébétées, silencieuses dans la rue ravagée par l'explosion. Ca et là d'immenses flaquas de sang, plus une vitre, des pans de murs noircis, une chaussée jonchée de corps démembrés, de blessés gémissants et de gravats encore fumants.

RÉCIT « Nous avons passé une partie de notre vie à enterrer nos morts. Je doute que ce soit la dernière fois »

Seulement à Omagh, paisible petite ville de 20 000 habitants où catholiques et protestants cohabitaient en relative bonne entente, le coup de téléphone anonyme à un media local aurait été volontairement trompeur - pour faire le plus de morts possibles. Il aurait annoncé l'explosion d'une bombe dans les 40 minutes alentour le palais de justice, que la police a donc fait évacuer vers un centre commercial à quelque 300 mètres plus loin.

« Des corps déchiquetés » Et la voiture piégée - une Vauxhall Cavalier marron volée en République d'Irlande - a sauté juste le long du centre commercial, libérant 250 kilos d'explosifs sur la foule des passants, et notamment sur ceux que la police avait déplacés. Certaines informations de presse ont laissé entendre que le message anonyme aurait pu être mal compris. La police, elle, accuse les auteurs de bombe d'avoir tout fait pour provoquer un carnage, attirant le maximum de personnes dans un piège mortel.

« Je n'ai vu qu'un enfant de deux ans, le corps totalement noir, de la fumée s'échappait de lui ; il y avait une main sur la route, il y avait un homme allongé, la jambe arrachée », a-t-il poursuivi. « Je ne comprends pas comment des êtres humains peuvent

Les principaux attentats L'attentat à la voiture piégée à Omagh est l'un des plus meurtriers commis en Irlande du Nord en trente ans de troubles. 4 décembre 1971 : une bombe des extrémistes protestants de l'UVF (Ulster Volunteer Force) au McGurk's Bar à Belfast fait 15 morts. 21 juillet 1972 est le « Bloody Friday » (vendredi sanglant) : 22 bombes de l'IRA explosent à Belfast, 9 morts. Novembre 1974 : 21 personnes sont tuées par deux bombes de l'IRA à Birmingham. 2 octobre 1975 : une série d'attaques de l'UVF fait 12 morts. 17 février 1978 : 12 morts dans l'incendie d'un hôtel, près de Belfast, détruit par les bombes de l'IRA. 27 août 1979 : 18 soldats tués à Warrenpoint par une bombe de l'IRA, qui frappe pour la première fois la famille royale en la personne de Lord Mountbatten, aîné-peut-être de la reine Victoria, tué par une bombe. L'explosion tue

Trois groupes dissidents de l'Armée républicaine irlandaise continuent à poursuivre en Ulster la « lutte armée » pour l'unification de l'Irlande, prenant le relais de l'IRA, qui a officiellement décrété un cessez-le-feu depuis le 20 juillet 1997. - L'IRA véritable est la plus récente, la mieux armée, selon la police, et la plus active ces derniers mois. Elle avait fait la démonstration de sa capacité de nuisance en revendiquant un attentat à la voiture piégée à Banbridge (sud-ouest de Belfast) le 1^{er} août dernier. La bombe, de quelque 225 kilos, avait fait 35 blessés et de gros dégâts. « L'IRA véritable » s'était manifestée par un attentat pour la première fois le 10 mai en signant une attaque au mortier, se présentant sous le nom de « O'Glaigh na h-Éireann », le nom gaélique de l'Armée républicaine irlandaise. Le groupe opérait en fait anonymement depuis octobre 1997 dans la mouvance du Comité des 32 (une référence aux 32 comtés d'Irlande),

Trois dissidences du mouvement républicain

une scission du Sinn Féin (l'aile politique de l'IRA) dirigée par Bernadette Sands, la sœur du gréviste de la faim Bobby Sands, décédé en 1981. L'IDÉAL ABANDONNÉ L'IRA véritable a dénoncé comme une « trahison totale de la cause de l'autodétermination de l'Irlande » la décision du Sinn Féin de siéger à l'Assemblée autonome d'Irlande du Nord. Le groupe compterait un peu plus de 50 membres, des déçus du cessez-le-feu de l'IRA. Il aurait reconstruit une hiérarchie militaire et serait dirigé par un ancien artificier de l'IRA. Il posséderait la maîtrise des explosifs les plus sophistiqués et des capacités logistiques inégalées à l'extérieur du territoire irlandais, comme l'avait laissé craindre l'arrestation de quatre personnes soupçonnées de préparer une campagne de grande ampleur à Londres.

mois. Depuis sa création, l'INLA, qui compterait une cinquantaine de membres actifs, a toujours été bien armée. Le 21 juillet 1997, au lendemain du cessez-le-feu décrété par l'IRA, l'INLA avait condamné cet abandon de « l'idéal d'une Irlande unie ». Mais elle n'a pas revendiqué d'actions depuis plusieurs mois. Elle serait actuellement en négociations avec le gouvernement britannique en vue d'un cessez-le-feu qui ouvrirait la voie à la libération anticipée de ses prisonniers, selon des sources gouvernementales. - Le CIRA (IRA de la continuité) s'est signalé par une douzaine d'attentats ou de tentatives d'attentats, dont l'explosion de deux bombes de forte puissance en septembre dernier contre un commissariat de police à Marketzill, et en janvier à Enniskillen (ouest), qui avaient fait de gros dégâts. Mais depuis février, le groupe, qui compterait quelques dizaines d'activistes, ne s'est plus manifesté. - (AFP)

M. Kabila... Pour en savoir plus...

Les nouvelles de l'actualité internationale, des reportages, des analyses et des interviews.

مركزنا من لاهل

M. Kabila tente d'obtenir l'appui de l'Angola pour enrayer la progression des rebelles

Les insurgés se dotent d'une nouvelle direction politique

Les rebelles congolais ne seraient plus qu'à 250 kilomètres de Kinshasa. De violents affrontements auraient eu lieu, dimanche 16 août, à Sogololo, sur la route qui relie le port de Matadi à la capitale, où les évacuations d'étrangers se poursuivent difficilement. Afin de trouver des soutiens internationaux, M. Kabila s'est rendu à Luanda, où il a rencontré ses homologues angolais et namibiens.

Les contours politiques de la rébellion restent toujours aussi difficiles à définir. Deux semaines après son déclenchement, le mouvement s'est doté d'un nom - le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) - et d'une espèce de contre-gouvernement de sept membres, baptisé comité directeur.

La présidence du mouvement a été confiée à un professeur d'histoire, M. Wamba dia Wamba, et le département des relations extérieures à Bizima Karaba, l'ancien ministre des affaires étrangères de M. Kabila, dont la défection avait marqué le début de la rébellion. Le porte-parole du RCD, Etienne Ngangura, a affirmé que le mouvement voulait « rassembler tous les Congolais, toutes les forces politiques qui luttent contre la dictature. Le principe majeur du RCD est l'ouverture à toutes les forces vives du pays et une direction collégiale pour éviter que n'émerge une autre dictature ».

LES TROUPES fidèles au président congolais Laurent-Désiré Kabila se seraient regroupées entre le port de Matadi et Kinshasa et se battraient aux niveaux de Sogololo, à 250 kilomètres au sud-ouest de la capitale. La rébellion a reconnu, dimanche 16 août, qu'elle se heurtait à des « poches de résistance ». Mais le commandant Dieudonné Kabengele, qui commande les insurgés qui occupent le barrage hydroélectrique d'Inga, a affirmé que ses hommes devraient « être à Kinshasa d'ici une semaine ».

Pour la première fois, un journaliste a pu constater que la centrale d'Inga était effectivement sous le contrôle des rebelles. Les installations fournissent de l'électricité non seulement à Kinshasa, mais aussi aux mines de cuivre et de cobalt du Katanga. Le courant à destination de la capitale a été rétabli parce qu'il n'est pas question de pénaliser la population de Kinshasa [...], c'est aussi sa guerre », a déclaré un autre officier rebelle. En revanche, l'électrode reliant Matadi à Kinshasa aurait été fermée.

A l'est du Congo, les insurgés ont affirmé avoir progressé en direction de Kisangani, prenant le contrôle de Tingi-Tingi - site d'un immense camp de réfugiés rwandais lors de la précédente guerre civile - à 150 kilomètres à

l'est de la ville, et vers le Katanga en s'emparant de Fizi, dans la province du Maniema.

Face à la dégradation de la situation militaire, Laurent-Désiré Kabila a multiplié les déplacements au cours du week-end. Il s'est d'abord rendu à Lubumbashi, capitale du Katanga, où il a tenu un conseil des ministres partiel, qui n'a réuni que quatre de ses proches. Le reste du gouvernement est resté à Kinshasa officiellement « pour ne pas donner l'impression que nous avons tous fui Kinshasa », a expliqué le ministre de la santé.

« SITUATION CRITIQUE » Avant de regagner la capitale, dans la soirée de dimanche, M. Kabila s'est rendu à Luanda, où il a rencontré les chefs d'Etat angolais et namibiens, José Eduardo Dos Santos et Sam Nujoma. Mais le président congolais n'a pas obtenu le soutien formel des deux présidents. Un communiqué publié à l'issue de la réunion évoquait simplement « la situation critique en RDC » et annonçait la tenue, lundi à Harare, d'une réunion des ministres de la défense de la République démocratique du Congo, de l'Angola, de Namibie et du Zimbabwe.

Par ailleurs, la rébellion a affirmé que M. Kabila avait reçu un

important chargement d'armes en provenance de ce dernier pays. Selon le commandant Ondekane, qui dirige l'insurrection dans l'Est, un avion Ilyouchine venant de Harare s'est posé à Lubumbashi. Les rebelles affirment également que Kinshasa négocie actuellement avec Cuba afin d'obtenir la livraison de chasseurs Mig.

« ATTAQUES CONTRE LA PRESSE » A son retour dans la capitale congolaise, M. Kabila s'est à nouveau livré à de violentes attaques contre les pays occidentaux, s'en prenant particulièrement à la presse. « Elle n'a jamais été en faveur du président Kabila, tout simplement parce que je ne représente pas les intérêts qui sont les leurs ».

Dans la journée, des officiels et les médias d'Etat s'en étaient également pris aux étrangers qui quittent le Congo. « Je ne vois pas pourquoi ils partiraient en masse vers des pays où règne la canicule, alors qu'il y a du soleil et du chaud, alors qu'il y a du soleil et du chaud, alors qu'il y a du soleil et du chaud... »

Le plus remarquable de la composition de cette nouvelle instance est l'absence du professeur Arthur Zahidi N'Goma, l'opposant au maréchal Mobutu qui avait été officiellement porté à la tête du mouvement le 5 août et dont l'on est sans nouvelles depuis. - (AFP, AP, Reuters.)

« CHASSE AUX TUTISIS » « Ce sentiment est très fort et les gens ne le cachent pas. Les slogans antifrancophones dans la rue, la radio, la télé, tout l'entretient », explique Albert, un Français originaire de l'ex-Zaïre qui était en mission de travail à Kinshasa. « La situation est calme dans la ville. Mais on ne se sentait pas tranquilles et on débarquait de Kinshasa, les militaires étaient vraiment très hostiles. Là, on a eu des moments de frayeur », raconte Colette, qui déballe la ration de survie distribuée par les militaires français, les mains encore tremblantes.

Regroupés au centre culturel français de Brazzaville, avant d'être transportés en bus vers l'aéroport, les Français évacués de Kinshasa affirmaient avoir été également choqués par la chasse aux Tutisis et aux Rwandais qui règne dans la capitale de la RDC. « Le simple fait d'être Rwandais ou d'être l'ami d'un Rwandais suffit pour être persécuté », affirme Corinne, une Française qui a laissé derrière elle son mari, directeur d'une usine de cosmétiques à Kinshasa. « La violence et la précarité font malheureusement partie du quotidien dans ce pays, c'est comme ça ».

Frédéric Chambon

Les Français fuient Kinshasa devant l'hostilité manifeste de la population et des autorités congolaises

BRAZZAVILLE

Il est onze heures, ce dimanche 16 août, sur l'aéroport de Maya-Maya à Brazzaville. Après avoir traversé le fleuve Congo la veille, les

REPORTAGE

« Le sentiment antifrancophone est très fort ; les slogans, la radio, la télé, tout l'entretient »

derniers ressortissants étrangers évacués de Kinshasa s'engouffrent dans les avions militaires français stationnés en bout de piste. Direction Libreville, à deux heures de vol.

Au milieu de la nuit, 169 personnes avaient déjà embarqué dans un Airbus d'Air France, spécialement affrété pour les ramener directement sur Paris. En tout, ils sont environ 260 à avoir été rapatriés, fuyant la République démocratique du Congo. Des Français, mais aussi d'autres Européens, des Africains, des Asiatiques sont représentés parmi ces passagers d'un genre particulier qui plébiscitent sur le tarmac les bras encombrés d'enfants et de bagages.

Aux alentours de la nuit, des soldats du 3^e RPIMA, venus de Libreville, veillent au bon déroulement de l'opération. Bérets rouges sur la tête et fusils automatiques Famas en bandoulière, ils sont 300 à avoir pris position à Brazzaville, la capitale congolaise située juste en face de Kinshasa, sur l'autre rive du fleuve Congo. Officiellement, leur mission se limite pour l'instant à assurer la logistique et la sécurité du rapatriement côté Congo-Brazzaville.

« L'accord des autorités pour organiser l'opération côté Kinshasa n'a déjà pas été facile à obtenir. Il n'était pas question d'avoir la moindre présence militaire française là-bas », affirme Hervé Bollo, l'ambassadeur de France à Brazzaville, affairé à coordonner l'opération, un talkie-walkie à la main.

Le nombre important de militaires mobilisés et leur équipement (il comprend des blindés légers de transport) laissent penser que si le besoin s'en faisait sentir, les soldats français seraient prêts à intervenir à Kinshasa pour porter secours à leurs compatriotes et aux autres étrangers encore présents là-bas si la situation sécuritaire se dégradait brusquement dans la capitale de la RDC.

« DES MOMENTS DE FRAYEUR »

London semble également envisager cette hypothèse : une cinquantaine de militaires britanniques sont arrivés dimanche matin à Maya-Maya. Ce groupe, appartenant aux commandos de la Royal Navy, n'a pas participé à l'opération de rapatriement des Français menée durant ce week-end. Débarqués avec leurs bardas et une quantité importante d'eau potable, ils s'approprièrent, dimanche matin, à s'installer en position d'attente près de l'aéroport.

La situation très confuse sur le plan militaire et le sentiment antifrancophone qui ne fait qu'augmenter à Kinshasa (alimenté notamment par la sympathie supposée de la France

à l'égard de la rébellion contre M. Kabila) contribuent sans doute à exclure toute hypothèse. Les Français évacués samedi et dimanche - sur la base du volontariat - expliquent d'ailleurs souvent leur choix de quitter le pays par l'hostilité de la population à l'égard de la France.

CHASSE AUX TUTISIS

« Ce sentiment est très fort et les gens ne le cachent pas. Les slogans antifrancophones dans la rue, la radio, la télé, tout l'entretient », explique Albert, un Français originaire de l'ex-Zaïre qui était en mission de travail à Kinshasa. « La situation est calme dans la ville. Mais on ne se sentait pas tranquilles et on débarquait de Kinshasa, les militaires étaient vraiment très hostiles. Là, on a eu des moments de frayeur », raconte Colette, qui déballe la ration de survie distribuée par les militaires français, les mains encore tremblantes.

Regroupés au centre culturel français de Brazzaville, avant d'être transportés en bus vers l'aéroport, les Français évacués de Kinshasa affirmaient avoir été également choqués par la chasse aux Tutisis et aux Rwandais qui règne dans la capitale de la RDC. « Le simple fait d'être Rwandais ou d'être l'ami d'un Rwandais suffit pour être persécuté », affirme Corinne, une Française qui a laissé derrière elle son mari, directeur d'une usine de cosmétiques à Kinshasa. « La violence et la précarité font malheureusement partie du quotidien dans ce pays, c'est comme ça ».

Frédéric Chambon

Autour de Khartoum, des milliers de familles survivent dans un dénuement extrême

Chassés par la guerre et la sécheresse, trois millions de réfugiés s'entassent dans des camps près de la capitale soudanaise

KHARTOUM de notre envoyée spéciale Le camp d'El Salam est situé à 25 kilomètres à l'ouest de Khartoum, en plein désert. C'est l'un des quatre

REPORTAGE

Déracinées, ces populations dépendent entièrement de l'aide humanitaire

Camps officiels de réfugiés qui entourent la capitale. D'une superficie de 35 kilomètres carrés, El Salam accueille seize mille familles de six membres en moyenne, selon le gouvernement, soit près de cent mille personnes, dont des milliers d'enfants. Puyant, depuis le début des années 90, les régions troubles du Sud, ces populations vivent dans un état d'extrême précarité, les

plus chanceuses ayant pu, au fil des ans, se construire un abri de terre cuite.

Les derniers arrivants s'entassent comme ils peuvent dans des cabanes de bambou recouvertes d'ordures de toute sorte. Les premières vagues ont eu lieu en 1992, à la suite de la prise par le gouvernement de plusieurs villes du Sud, et en raison de la sécheresse qui sévissait alors dans ces régions. Depuis, les déplacés sont arrivés régulièrement, laissant tout derrière eux, sans moyens de subsistance.

MALNUTRITION

Les combats du Bahr el-Chazal, en début d'année, ont provoqué une nouvelle vague de réfugiés. Chrétiens ou animistes pour la plupart, ils préfèrent migrer vers un Nord hostile et musulman, tant la situation est dramatique au Sud. Près de trois millions de personnes, soit la moitié de

la population du Soudan du Sud, sont venues s'agglomérer autour de Khartoum.

Pendant quatre ans, aucune aide alimentaire n'est venue soulager leurs souffrances, la communauté internationale ayant décrété un embargo à l'égard du Soudan. Ce dénuement total a provoqué des situations de malnutrition graves, et, comme dans le Sud, les maladies pullulent. Les déplacés ont peu d'espoir, en dépit du retour de quelques organisations non gouvernementales qui doivent des soins aux plus fragiles. La nourriture de base manque.

Près de 95 % de ces populations de déplacés vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Tout manque : l'eau potable, les médicaments, l'hygiène élémentaire, sans parler de l'éducation des enfants qui, dès leur plus jeune âge, sont envoyés « en ville » pour y trouver de petits travaux de fortune

afin de nourrir la famille. A El Salam, ceux qui sont arrivés les premiers travaillent dans le bâtiment - sauf pendant la saison des pluies -, ou comme manutentionnaires sur le grand marché, à 3 kilomètres de là. Ils s'y rendent accrochés par grappes à des autobus-camions bondés qui font la liaison avec le camp. Mais la plupart, surtout les nouveaux venus, ne parviennent pas à surmonter le changement d'environnement total qu'ils subissent.

CEINTURE EXPLOSIVE

Majoritairement issus des tribus du Nil - Dinkas, Nuers et Shilouks - ainsi que des tribus des monts Nuba, ils étaient bergers nomades, fermiers ou pêcheurs. Coupés de leurs racines et de leurs mécanismes traditionnels de survie, plongés dans un environnement urbain et désertique, ils dépendent presque exclusivement de l'aide humanitaire, qui a repris au

Attentats anti-américains : un suspect arrêté à Islamabad

WASHINGTON. Après les attentats de Nairobi et de Dar es-Salaam, les Etats-Unis ont lancé, dimanche 16 août, à l'adresse de leurs ressortissants vivant à l'étranger, ou en déplacement, un appel les mettant en garde contre le terrorisme. Dans une mise en garde consacrée au Pakistan - où le personnel non essentiel de l'ambassade a été réduit - le département d'Etat invite les citoyens américains à « envisager sérieusement leur départ ». Islamabad a confirmé dimanche l'arrestation à Karachi, le 7 août, c'est-à-dire le jour des deux attentats anti-américains, d'un suspect, Mo-hamad Sadiq Howaida, de nationalité kényane, qui serait lié au millionnaire islamiste Oussama Ben Laden, tenu pour le principal commanditaire possible des deux attentats, d'après l'hebdomadaire américain Newsweek. Les enquêteurs américains à Nairobi, indique d'autre part l'hebdomadaire, ont mis la main sur un vilettequin en acier qui serait celui du camion piégé, et qui porte le numéro de série ou numéro d'identification du véhicule. - (AFP)

Chine : le champ pétrolier de Daqing partiellement fermé par les inondations

PÉKIN. Les sauveteurs s'activaient, lundi 17 août, à édifier une digue de secours pour protéger le grand champ pétrolier de Daqing, dans le nord-est de la Chine, alors que les inondations gagnent du terrain. Les ruptures de digues ont contraint les autorités du champ à fermer plus de 500 puits sur les 19 000 en activité. Plus de 1 200 puits sont inondés. Les inondations menacent désormais également la ville de Daqing elle-même, qui compte 2,4 millions d'habitants. La situation continuait par ailleurs à s'aggraver dans le moyen bassin du Yang-tseu, en amont de Wuhan. Un nouveau pic de crue a fait monter le fleuve à la cote record de 45,22 mètres à Shashi, en bordure de la zone de débordement de Jiang-jiang. - (AFP)

Le gouvernement togolais repousse une attaque terroriste

LOMÉ. Des éléments armés venus du Ghana ont attaqué, dimanche 16 août, deux postes militaires togolais, dont l'un situé dans la capitale, à la frontière entre les deux pays. Des tirs d'armes automatiques ont été entendus pendant deux heures, avant que les autorités n'annoncent l'arrestation de « terroristes ». Selon le gouvernement, il n'y a eu aucune victime « ni militaire, ni civile ». Contrairement à ce qui s'était produit par le passé, lors d'événements similaires, le Ghana a collaboré avec le Togo pour mettre fin à ces incidents.

Du Ghana, où il réside, Gilchrist Olympio, le principal opposant au président togolais Gnassingbé Eyadéma, a dénoncé une « manigance » du pouvoir. M. Olympio était en tête du premier tour de l'élection présidentielle de juin, avant que le ministère de l'Intérieur ne prenne en main les opérations de dépeuplement et proclame la victoire de M. Eyadéma. Au cours des incidents de dimanche, les domiciles de trois responsables de la formation de l'opposant ont été incendiés. - (AFP)

DÉPÊCHES

■ CHINE : des séparatistes musulmans du Xinjiang, dans le nord-ouest de la Chine, ont mené, lundi 10 août, trois actions violentes, dans la ville de Kashgar, près de la frontière du Kazakhstan, qui ont coûté la vie à au moins huit policiers chinois, a affirmé, samedi, une organisation d'opposition basée à Hongkong. - (AFP)
■ BIRMANIE : Aung San Sun Kyi, chef de l'opposition birmane, était toujours immobilisée, lundi 17 août, pour la sixième journée consécutive à hauteur du pont où elle avait déjà été bloquée par la junte militaire en juillet, à 25 kilomètres de la capitale. C'est la quatrième fois en un mois que M^{me} Sun Kyi tente de rendre visite à ses partisans en province. - (AFP)

CORRESPONDANCE

Une lettre du prince Jeffri Bolkiah, frère du sultan de Brunei

A la suite de la parution, dans nos éditions du 9-10 août, de l'article intitulé « Le Shellama de Brunei connaît ses premiers déboires », nous avons reçu du prince Muda Haji Jeffri Bolkiah, frère du sultan Muda Hassanal Bolkiah, une lettre dont nous publions l'extrait suivant : Je ne suis pas « en fuite » mais me déplace librement en Asie, en Europe et aux Etats-Unis afin de gérer les nombreux intérêts de ma famille. Ces intérêts ne se sont pas effondrés sous les dettes. A l'intérieur de Brunei, Amedeo était un groupe riche et rentable jusqu'à ce

que ses actifs soient confisqués par des forces conservatrices au sein du gouvernement. A l'extérieur de Brunei, là où existent des systèmes légaux respectés et stables, les intérêts de ma famille en Asie, en Europe et aux Etats-Unis sont en parfaite santé. La réalité des événements de Brunei est celle d'une lutte de pouvoir entre différentes tendances allant d'une attitude ouverte, moderne et pro-occidentale, que je représente, à la faction de ceux qui veulent un régime religieux conservateur.

Osez une grande Ecole Parisienne !

ESG

Ecole Reconnue par l'Etat
Diplôme visé par le ministère de l'Education Nationale

Des carrières au plus haut niveau en :

Marketing
Finances
Commerce International
Expertise Comptable

Filières pour les étudiants en :

Droit
Gestion
Lettres
Sciences

Ecole Supérieure de Gestion
25, rue Saint-Ambroise - 75004 PARIS
Tel: 01.53.36.41.00
Fax: 01.43.55.73.74
Internet: http://www.esg.fr

Babette Stern

هكذا من رايك

M. Clinton s'explique devant un grand jury sur sa relation avec M^{lle} Lewinsky

Le chef de l'exécutif américain fait face à l'un des moments les plus difficiles de son mandat. Il devait répondre, lundi 17 août, grâce à un circuit vidéo depuis la Maison Blanche, aux questions d'une chambre populaire de mise en accusation

Le président américain Bill Clinton devait s'expliquer à son tour, sous serment, lundi 17 août, devant les vingt-trois membres, sélectionnés au hasard, d'un grand jury (chambre de mise en accusation populaire)

sur l'exacte teneur de ses relations avec Monica Lewinsky, l'ancienne jeune stagiaire de la Maison Blanche, avec qui il est accusé d'avoir entretenu des « rapports sexuels ». C'est le premier président des

Etats-Unis jamais interrogé comme suspect dans une enquête criminelle, avec le risque qu'un faux pas mène à une procédure de destitution par le Congrès. La comparution devait commencer vers 13 heures locales

(20 heures en France) et se dérouler selon des modalités minutieusement négociées entre la présidence et le procureur indépendant Kenneth Starr, le chef de la Maison Blanche répondant par l'intermédiaire

d'un circuit vidéo fermé. Son avocat personnel, David Kendall, a déclaré à la chaîne de télévision CNN que « la vérité est la vérité, un point c'est tout. Et c'est ainsi que le président témoignera ».

Sal
pic
for

bl
pr
lis
cy
et
l'i
19

d'
St
ni
r
p
a
r
o
k
v
o
C
u
g
b
r
E
F

NEW YORK
de notre correspondant
Au cours d'un one-man-show il y a dix jours, l'un des comédiens les plus populaires des Etats-Unis, Jerry Seinfeld, se vit réclamer par un spectateur « une blague sur Clinton ». « Tout le monde ment sur ses activités sexuelles, rétorqua Jerry Seinfeld en déclinant, s'il n'y avait pas de mensonge, il n'y aurait pas de sexe ».

Clinton a bien eu une aventure avec la jeune stagiaire de la Maison Blanche, mais que cela n'affecte pas la manière dont il dirige le pays - manière dont, dans les mêmes proportions (60 % à 68 %), ils sont satisfaits. Le fait qu'il ait menti sous serment à ce propos, en déclarant dans le cadre de son interrogatoire sur l'affaire Paula Jones qu'il n'avait pas eu de relations sexuelles avec Monica Lewinsky, ou même

avec l'ex-stagiaire et présente ses excuses, 67 % des Américains sont opposés à ce que le Congrès entame une procédure de destitution; mais il leur importe qu'il dise, cette fois, la vérité: s'il mentait une nouvelle fois, alors la procédure paraîtrait justifiée à 60 % d'entre eux.
De la foison de sondages réalisés ces dernières semaines, une conclusion ressort clairement: les

Américains voudraient ne plus entendre parler de cette affaire. Le retour de la fièvre médiatique depuis trois semaines n'a suscité ni regain d'intérêt dans l'opinion - pas même lors de l'épisode de « la tache sur la petite robe bleue » - ni hausse de l'Audimat. En fait, les Américains aimeraient même ne jamais avoir entendu parler de Monica Lewinsky: 60 % auraient

préféré en savoir moins sur ses relations avec le président, et 63 % pensent que le pays se serait beaucoup mieux porté si l'enquête n'avait jamais été ouverte.
D'où vient alors cette impression, très répandue dans la presse européenne - dont l'appétit sur les détails scabreux de l'affaire Lewinsky n'a rien à envier à celui de la presse américaine, à l'exception de la presse française -, que les Etats-Unis sont en train de s'enfoncer dans un océan de fondamentalisme? Du fait que l'on s'attache beaucoup plus à la démarche du procureur indépendant Kenneth Starr et à sa couverture médiatique qu'à la retenue de la classe politique ou au regard réprobateur de l'électorat, auprès duquel le procureur reste profondément impopulaire.

La fascination des médias pour le feuilleton politico-sexuel lancé par M. Starr est telle qu'ils en ignorent les avertissements lancés, de temps à autre, par tels politiciens (les sénateurs républicains Orrin Hatch et démocrate Patrick Leahy ensemble, fin juillet, par exemple), tel juriste ou tel intellectuel sur les risques d'emballement de la machine et leurs éventuelles conséquences pour les institutions.
Ces voix se sont pourtant multipliées depuis deux semaines: ancien membre du Congrès qui a participé à l'élaboration de la loi sur le procureur indépendant après Watergate, Elizabeth Holtzman s'inquiète de « cette Hyde à trois têtes, ce monstre incontrôlable » qu'est devenue cette fonction. Pour sa part, Jeffrey Rosen, professeur de droit, chroniqueur judiciaire au New Yorker, s'alarme de « la criminalisation, indiscriminée du men-

Le précédent de la reine Caroline

Le drame juridico-politico-sexuel qui se déroule à Washington a connu un précédent au XIX^e siècle, que rappelle l'hebdomadaire américain le New Yorker: celui de la procédure de destitution de la reine Caroline d'Angleterre en 1820. Après avoir épousé le futur roi George IV et lui avoir donné un héritier, la princesse Caroline de Brunswick s'en fut pour une tournée de cinq ans et demi à travers le continent et le Moyen-Orient, au cours de laquelle il parvint aux oreilles de son époux qu'elle menait une vie dissolue. Lorsqu'elle regagna l'Angleterre à la mort du roi George III, le nouveau roi demanda au Parlement de la destituer pour adultère. Pendant les auditions qui se tinrent à la Chambre des Lords, une armée de valets et de femmes de chambre furent amenés pour débâcher le litige sale de la reine, à tel point que ses avocats crièrent à la conspiration.
Les Lords votèrent la destitution, mais furent contraints d'annuler leur décision par les manifestants massés dehors. Le soutien du peuple pour Caroline, écrit son biographe Roger Fulford, ne s'expliquait pas tant par la foi en son innocence que par « le dégoût de l'autorité ». - (Corresp.)

encouragé la jeune femme à mentir, ne paraît être un motif de démission qu'à 17 % d'entre eux, ou de destitution à 13 %; les autres souhaitent soit qu'il reconnaisse sa faute et s'excuse, soit qu'on abandonne l'enquête et qu'on n'en parle plus.
Si Bill Clinton reconnaît, lundi 17 août, avoir eu des relations intimes, quelles qu'elles soient,

Américains voudraient ne plus entendre parler de cette affaire. Le retour de la fièvre médiatique depuis trois semaines n'a suscité ni regain d'intérêt dans l'opinion - pas même lors de l'épisode de « la tache sur la petite robe bleue » - ni hausse de l'Audimat. En fait, les Américains aimeraient même ne jamais avoir entendu parler de Monica Lewinsky: 60 % auraient

Les Américains aimeraient ne jamais avoir entendu parler de Monica Lewinsky: 63 % pensent que le pays se serait beaucoup mieux porté si l'enquête n'avait jamais été ouverte

guement interrogés sur NBC et CNBC: pour eux, toute comparaison entre le Watergate et Monica Lewinsky est décalée, comme peut l'être celle entre, comme pièces à conviction, « une robe tachée et des documents signés du président (Nixon) autorisant la FBI et la CIA à pénétrer » dans des locaux politiques.
« Dans vingt ans, dit Carl Bern-

stein, les gens regarderont cet épisode (Lewinsky) comme une sorte de folie nationale. C'est une affaire réellement lamentable pour tout le monde, pour le président, pour sa famille, pour le pays, pour le journalisme. » Préférant ne pas penser, « tellement c'est pathétique », à ce que pourraient être des auditions au Congrès sur la vie privée du président, Bob Woodward en vient à supplier que « quelqu'un soumette un plan de paix » aux deux belligérants, Kenneth Starr et Bill Clinton.
Dimanche, dans le compte à rebours savamment orchestré par les chaînes de télévision à la veille de la déposition du président, une certaine inquiétude était, pour la première fois, perceptible chez des commentateurs d'ordinaire très prompts à attiser le feu: et si, cette fois-ci, semblaient-ils subitement se demander, tels des enfants dont la farce tourne mal, on avait laissé les choses aller trop loin?

Ex-conseiller de Bill Clinton devenu « consultant » d'ABC, George Stephanopoulos, par exemple, qui fut en janvier le premier à parler d'impeachment (destitution) comme conséquence possible de la conduite présidentielle, souhaitait dimanche de tout son cœur que le président trouvât devant le grand jury la formule magique qui permettrait de mettre un terme, une fois pour toutes, à ce mauvais rêve. L'un des responsables de la rédaction du Washington Post, Fred Barbash, implorait, lui, Kenneth Starr d'annuler tout bonnement la séance du grand jury de lundi. « Pas pour épargner nous », précisait-il. Trop tard...
Sylvie Kauffmann

De Whitewater à Monica Lewinsky: le récit de la longue traque

WASHINGTON
de notre correspondant
Monica Lewinsky n'est pas née en Arkansas, mais en Californie. A remonter pourtant aux sources d'un scandale devenu suffisamment grave pour poser la question de l'éventuelle interruption du second mandat du 42^e président des Etats-Unis, on est tenté de conclure que l'« affaire Lewinsky » trouve une partie de ses racines dans ce petit Etat déserté du Sud dont Bill Clinton fut le gouverneur. Le lien entre le scandale Whitewater et l'aventure sexuelle (qui reste « présumée ») entre le chef de l'exécutif et l'ancienne stagiaire de la Maison Blanche est loin d'être évident - a fortiori justifié - mais c'est pourtant la piste qu'a choisie de suivre le « procureur indépendant » Kenneth Starr, avec le succès que l'on sait.

Les Clinton affirmeront plus tard avoir perdu 69 000 dollars dans l'aventure. Entre-temps, la Madison Guaranty, une caisse d'épargne dirigée par Jim McDougal, est mise en faillite frauduleuse, en dépit d'une aide publique de 60 millions de dollars. La société Whitewater ayant apparemment obtenu des prêts de la Madison, Hillary Clinton étant l'avocate de Jim McDougal, la justice se demande si les Clinton n'ont pas bénéficié illégalement de l'argent du contribuable, et si le gouverneur n'en a pas profité pour financer ses activités politiques.
M. Starr n'a jamais pu apporter de réponse convaincante à ces questions. Mais, au travers d'un laborieux cheminement, il parviendra à faire perdurer Whitewater, convainquant ses pairs - et la presse - que les nouvelles affaires élaboussant le chef de la Maison Blanche ne sont que des scandales gigognes illustrant un même comportement.
De Whitewater au « Travelgate » (le licenciement abusif des responsables du service des voyages de la Maison Blanche, au profit de proches du couple présidentiel) puis au « Filegate » (l'obtention illicite par le service de sécurité de la Maison Blanche de neuf cents dossiers, files, confidentiels du FBI sur des personnalités républicaines), on relève, soutient le procureur, un soubord de dissimulation des agissements coupables, de faire pression sur des témoins, bref de faire obstruction à la justice. Or cette propension au mensonge, arguée-t-il, se retrouve dans les errances extra-conjugales prêtées à Bill Clinton, de Jennifer Flowers à Paula Jones (cette jeune femme de l'Arkansas qui accusait M. Clinton de harcèlement sexuel), puis à Monica Lewinsky.

cette explication pour tolérer une extension du champ d'investigation du procureur.
Comment M. Starr, qui ne démont pas de sa théorie de la « récidive sexuelle », passe-t-il ensuite de l'affaire Paula Jones à Monica Lewinsky? Élémentaire: Linda Tripp, une employée (républicaine, bien sûr) de la Maison Blanche, entendue lors des auditions organisées dans le cadre de

l'affaire de l'« Aslagate » (les financements électoraux douteux reçus par le Parti démocrate), ne peut que s'incliner, en dépit du démenti offensé du chef de la Maison Blanche. Elle accorde au procureur ce qu'il demande: l'autorité nécessaire pour élargir son enquête aux abords immédiats du bureau ovaie, et interroger les proches collaborateurs du chef de la première puissance mondiale sur sa vie privée.

« C'est l'époque où il se défend d'avoir fumé de la marijuana: il en a simplement fait l'« expérience » et, de toute façon, il n'a pas « inhalé ». Il n'a pas cherché à éviter d'aller se battre au Vietnam, mais il y est allé: « Je suppose que j'ai juste eu de la chance... » Ainsi, avec le futur président, la vérité semble toujours en demi-teinte. On pourrait avancer qu'il « tutoie » le mensonge. Mais la réalité est plus complexe: Bill Clinton ment sincèrement, presque instinctivement, pour préserver son bonheur et celui des autres.
S'il nie certaines réalités du moment, c'est pour mieux cloisonner sa vie. Cette force lui permet d'avancer, d'utiliser sa formidable énergie pour affronter l'adversité. C'est une forme de charisme: les Américains savent qu'il ment, mais ils ne lui en tiennent pas rigueur, d'autant que l'économie va. Dans

toutes les « affaires » ou presque qui ont défrayé la chronique de la Maison Blanche depuis six ans, on retrouve cette propension quasi réflexe à être « économe avec la vérité ».
Dans l'affaire des dossiers du FBI à laquelle s'intéresse Kenneth Starr, le président avance l'explication d'une « bourde bureaucratique complètement de bonne foi ». Depuis deux ans, le procureur indépendant et le Congrès exigent les relevés d'honoraires de Hillary Clinton lorsque celle-ci, avocate au cabinet Rose, à Little Rock (Arkansas), s'occupait du dossier de la Madison Guaranty. En 1996, ceux-ci sont découverts, dans des conditions rocambolesques, dans une pièce de la Maison Blanche. Le procureur prend la mouche, et convoque la first lady devant un grand jury de Washington: « Comme tout le monde, j'aimerais comprendre... », dit-elle.
Pourquoi, d'autre part, le 23 juillet 1993, dans les heures qui ont suivi le suicide de Vincent Foster, ami des Clinton et conseiller juridique adjoint de la Maison Blanche (il gérait les dossiers personnels du président et de son épouse), cette précipitation à faire disparaître des documents? Une commission d'enquête sénatoriale conclura que « les preuves suggèrent fortement que M^{me} Clinton, dès la nouvelle de la mort de M. Foster, a dépêché ses lieutenants pour limiter tout embarras potentiel ou dégat politique ».

Watergate, un faux précédent

Le seul vrai parallèle entre l'affaire Watergate qui força pour la première fois un président américain, Richard Nixon, à démissionner en 1974, et le scandale Lewinsky, est le recours au « privilège de l'exécutif » invoqué par les deux présidents et refusé dans les deux cas par la Cour suprême. Bill Clinton l'a invoqué pour garder secrète la teneur de discussions avec certains collaborateurs. Richard Nixon avait, lui, au nom du même principe, refusé de remettre des enregistrements réclamés par la justice. La gravité des faits incriminés est cependant différente. Dans l'affaire Lewinsky, Kenneth Starr a enquêté sur de possibles parures, obstruction de la justice et subornation de témoin de la part de M. Clinton dans le cas d'une relation sexuelle avec une stagiaire. L'affaire du Watergate portait sur un cambriolage du siège du Parti démocrate, le versement de fonds pour acheter le silence des conspirateurs, l'utilisation de la CIA pour tenter de bloquer l'enquête et un abus de pouvoir d'un président en exercice. - (AFP)

Au fond, rien ne serait peut-être arrivé de fâcheux pour Bill Clinton si le prédécesseur de M. Starr, le républicain Robert Fiske, avait été plus pugnace. Lorsque, en juin 1994, le juge Fiske remet ses premières conclusions sur l'« affaire Whitewater » - du nom de la société immobilière créée en 1979 par les époux Clinton, avec leurs amis Jim et Susan McDougal -, celles-ci sont plutôt favorables à Bill Clinton, au grand dam du Parti républicain. Les caciques du Grand Old Party en conclurent qu'il est urgent de confier un dossier susceptible de devenir une machine de guerre contre le président démocrate à un magistrat plus opiniâtre.
Réputé jusqu'au-boutiste et d'un conservatisme impeccable, Kenneth Starr, nommé le 5 août 1994, ne dérogea pas. Il s'attela avec passion à sa tâche. Son « tableau de chasse » est révélateur: il obtiendra une douzaine de condamnations, dont celles des ex-époux McDougal, de Webster Hubbell, l'ami d'enfance de Bill Clinton, et du successeur de ce dernier au poste de gouverneur de l'Arkansas, Jim Guy Tucker. Mais incomplet: rien ne pourra être retenu contre Bill et Hillary Clinton. En 1978, ceux-ci étaient devenus copropriétaires du lotissement Whitewater, un futur projet immobilier de quatre-vingts hectares.

Comment le procureur indépendant parviendra-t-il à convaincre l'attorney general (ministre de la justice), Janet Reno, que l'enquête Whitewater suppose de s'intéresser, en parallèle, à la vie sexuelle de Bill Clinton? L'explication est extravagante: l'ancien gouverneur, soupçonné de malversations financières (Whitewater), connu pour être un homme à femmes, a peut-être fait des « confidences sur l'oreiller ». La justice accepte sans barguigner

l'affaire Paula Jones, est devenue la confidente de « Monica », qui lui a tout raconté de son aventure présomptue de dix-huit mois avec le président. Fine mouche, M^{me} Tripp a plégué sa jeune amie, enregistrant vingt heures de confidences téléphoniques. Cette confession tient en dix-sept bandes magnétiques, gracieusement confiées à Kenneth Starr.
Celui-ci exulte. Il se tourne vers M^{me} Reno, laquelle, déjà sur la sellette pour son refus de nommer un procureur indépendant dans

M. Starr suit son fil d'Aziane: les mensonges présidentiels.
Or, dans ce domaine, le passé de Bill Clinton n'est pas sans tache. Un retour en Arkansas s'impose: les numéros sur la vie sexuelle agitée de Bill Clinton datent de l'époque où, jeune professeur de droit, il décide d'entrer en politique. Devenu gouverneur en 1979, il n'est jamais bien loin d'un arripage féminin. Lorsque, en 1992, il se lance dans la course à la Maison Blanche, les républicains vont élargir la brèche: cela donnera la fameuse confession

Starr suit son fil d'Aziane: les mensonges présidentiels.
Or, dans ce domaine, le passé de Bill Clinton n'est pas sans tache. Un retour en Arkansas s'impose: les numéros sur la vie sexuelle agitée de Bill Clinton datent de l'époque où, jeune professeur de droit, il décide d'entrer en politique. Devenu gouverneur en 1979, il n'est jamais bien loin d'un arripage féminin. Lorsque, en 1992, il se lance dans la course à la Maison Blanche, les républicains vont élargir la brèche: cela donnera la fameuse confession



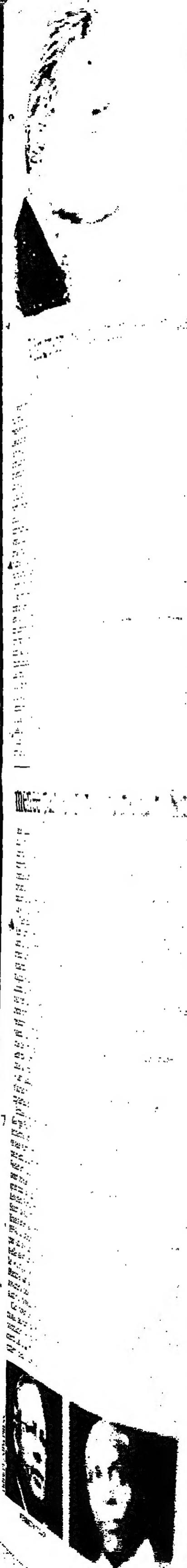
BILL ET HILLARY CLINTON



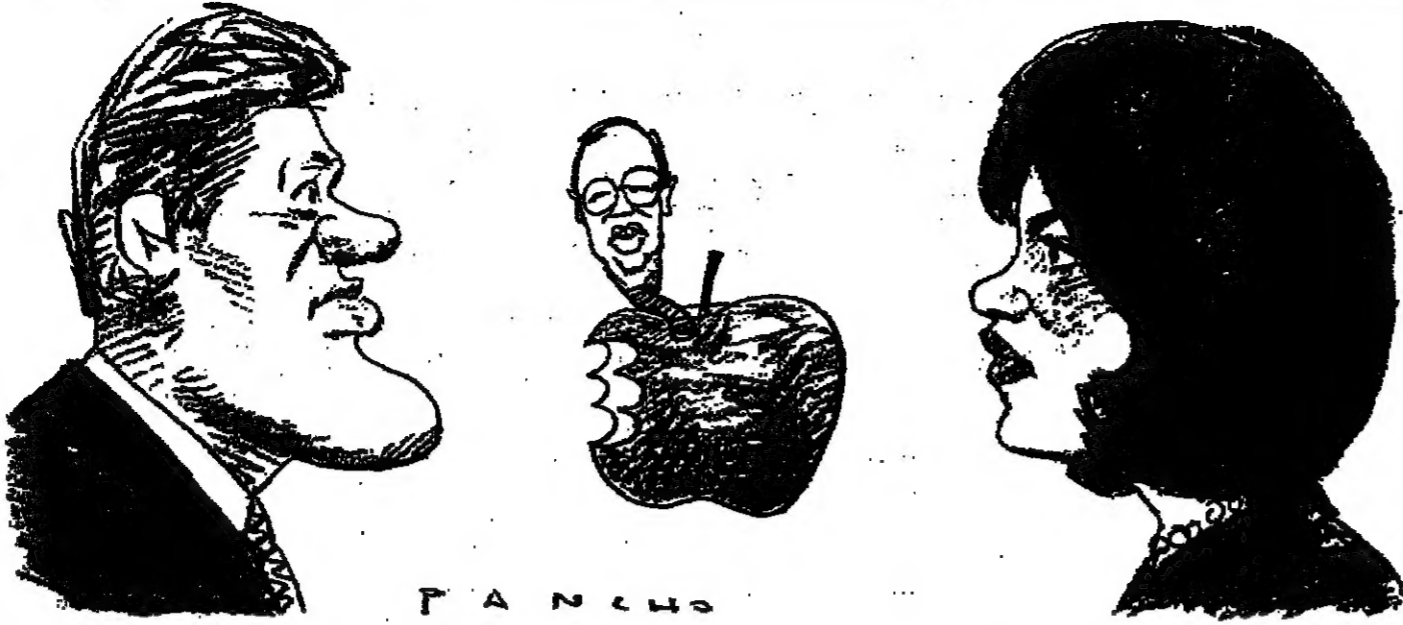
MONICA LEWINSKY



LINDA TRIPP



مركز من راحيل



Vingt-trois hommes et femmes pour interroger le président

WASHINGTON
de notre correspondant

Vingt-trois hommes et femmes choisis au hasard, selon les listes électorales ou les registres fiscaux, d'origine sociale et de races différentes, de pus étrangers en somme, à qui le président des États-Unis va peut-être devoir expliquer (s'il choisit d'admettre avoir eu une aventure sexuelle avec Monica Lewinsky) ce qu'il entend exactement par « relations sexuelles ». Pas seulement s'il a eu des rapports intimes avec la jeune femme, mais lesquels, précisément, combien de temps, combien de fois, où... Bien sûr, l'avocat personnel de Bill Clinton, David Kendall, sera là pour rappeler, s'il en est besoin, que l'on s'adresse au chef de la Maison Blanche, mais il ne pourra intervenir trop souvent, sauf à desservir son client.

On imagine sans peine l'humiliation. Le grand jury, de l'avis des spécialistes, est une épreuve qui peut se révéler redoutable pour un témoin. Tous les détails de cette audition ont fini d'être réglés au cours du week-end dans des négociations entre le procureur indépendant Kenneth Starr et la présidence. Les choses devaient se dérouler ainsi: M. Starr et ses adjoints interrogent M. Clinton à la Maison Blanche, et cette séance est retransmise en direct, par liaison vidéo, dans la salle du tribunal fédéral de Washington, où siège le grand jury. Contrairement à ce qui s'était produit en avril 1996, lorsque M. Clinton avait témoigné dans le cadre du procès

Whitewater, les jurés ne devaient pas pouvoir interroger directement le président, mais leurs questions lui seraient relayées.

L'ensemble devait être filmé, afin que les jurés absents puissent revoir l'interrogatoire. Ces débats doivent demeurer strictement secrets, afin de protéger la réputation des témoins. Mais chacun sait que la presse obtiendra des extraits de la transcription, et que ce n'est là qu'une question d'heures ou de jours.

Le grand jury est une chambre d'accusation populaire, mais sa fonction n'est pas celle d'un tribunal. Son rôle est de « déterminer s'il y a matière suffisante pour qu'un crime a été commis et si une inculpation doit être prononcée. Cet « organisme d'instruction » se prononce sur une « probabilité », contrairement à un tribunal régulier qui, dans un procès criminel, juge que le crime a été commis « au-delà d'un doute raisonnable ».

UNE EXCEPTION À LA RÈGLE

Le grand jury est, en quelque sorte, une juridiction « unilatérale »: la défense ne présente pas son cas, le témoin n'est pas assisté de ses avocats, qui attendent dans une pièce voisine. C'est le sort qu'a connu Monica Lewinsky. Si M. Clinton bénéficie des conseils de M. Kendall, c'est une simple exception, « présidentielle », à la règle.

Normalement, l'étape suivant les auditions d'un grand jury est l'ouverture d'un procès devant une juridiction régulière. Parce qu'il

s'agit du chef de la Maison Blanche - et si le procureur indépendant en décide ainsi -, la procédure serait celle d'une inculpation par la Chambre des représentants, jouant alors le rôle de chambre de mise en accusation.

C'est celle de l'impeachment, l'« empêchement », réservée au président, au vice-président, et aux fonctionnaires civils, et elle est mise en œuvre pour « trahison, concussion, ou autres crimes ou délits majeurs » (article 2, section 4, de la Constitution américaine). La dernière fois que la procédure d'impeachment a été utilisée, c'est en 1974, à l'occasion du scandale du Watergate: dix-neuf membres de l'administration Nixon avaient été inculpés, l'ancien président y échappant en démissionnant. La Chambre se prononce à la majorité simple, mais c'est en fait le Sénat qui, se transformant en haute cour, rend son verdict, à la majorité des deux tiers.

Il s'agit, bien sûr, dans le cas de l'affaire Lewinsky, d'un scénario très théorique. Mais le fonctionnement même d'un grand jury incite à ne pas l'écarter: l'expérience de ces dernières années montre que, dans la plupart des cas, le grand jury ne fait que renforcer la thèse du procureur indépendant. Le procureur, d'une certaine manière, « teste » son argumentation devant les jurés. Ceux-ci, sélectionnés (certains peuvent être recusés) pour une période initiale de dix-huit mois, reçoivent une indemnité financière.

L. Z.

Les forces serbes reprennent Junik, bastion de l'UCK

JUNIK. Les forces serbes ont infligé un nouveau revers à l'Armée de libération du Kosovo (UCK) en reprenant, dimanche 16 août, le contrôle de Junik (ouest), un des principaux bastions des séparatistes albanais qu'elles assiégeaient depuis trois semaines. La situation à Junik avait suscité la semaine dernière une vive réaction de la présidence autrichienne de l'Union européenne. Le ministre autrichien des affaires étrangères, Wolfgang Schuessel, avait « condamné les attaques massives » des forces de Belgrade contre Junik, un des plus grands bourgs de la province, qui comptait quelque 8 000 habitants avant le début du conflit fin février. Dimanche, il était désert, ont constaté des journalistes invités par les autorités serbes à visiter le secteur. - (AFP)

Première grande manifestation en Azerbaïdjan depuis cinq ans

BAKOU. Cinq partis d'opposition azerbaïdjanais ont réussi à faire descendre dans la rue des milliers de personnes, samedi 15 août, pour protester contre « le caractère antidémocratique » de l'élection présidentielle prévue le 11 octobre. Cette première manifestation de quelque ampleur depuis l'arrivée au pouvoir de Gueïdar Aliev en 1993 a réuni 5 000 personnes « dont 500 policiers en civil chargés de prévenir tout incident », ont déclaré les autorités. Selon l'opposition, 50 000 personnes se sont réunies au « motodrom », à 12 kilomètres du centre de Bakou, qui fut interdit aux manifestants. Les autorités ont reconnu avoir interpellé 106 personnes appelant à manifester, l'opposition affirmant de son côté que 300 militants ont été interpellés dans tout le pays. Les opposants veulent être représentés dans les commissions électorales-avant d'annoncer leur participation à l'élection. M. Aliev affirme qu'ils ne veulent pas participer par peur de perdre. - (Corresp.)

Vingt-quatre mineurs ukrainiens meurent lors d'un coup de grisou

KIEV. L'un des coups de grisou les plus meurtriers de l'année en Ukraine a tué 24 mineurs dimanche 16 août dans la région de Lougansk, à l'est. L'explosion s'est produite dans la nuit de samedi à dimanche dans un des puits de la mine de Soutogane, près du centre industriel de Lougansk, où travaillaient 28 mineurs, à une profondeur d'environ 600 mètres. Ces derniers mois, les accidents mortels se sont multipliés dans les mines ukrainiennes, où les équipements vétustes ne sont plus remplacés par manque d'argent et où le moral des mineurs, payés avec des mois de retard, est au plus bas. Début avril, l'un des accidents les plus graves de l'histoire du pays avait fait 63 morts et 71 blessés dans une mine de Donetsk (Est). L'enquête avait alors révélé qu'une étincelle, due au dysfonctionnement du moteur d'un tapis roulant convoyant le charbon, avait provoqué la tragédie. L'industrie houillère de l'Ukraine, qui compte 225 mines et 630 000 mineurs, traverse une crise aiguë depuis l'effondrement de l'URSS en 1991. Près de 250 mineurs ont péri depuis le début de l'année au fond des puits, faisant de cette profession une des plus dangereuses du pays, selon le ministère ukrainien de l'industrie charbonnière. - (Reuters.)

DÉPÊCHES

RUSSIE: la vente et l'achat de terres ont été légalisés au Tatarstan et sont même ouvertes aux étrangers, selon le Code foncier régional entré en vigueur samedi 15 août. Le Tatarstan, une république du centre de la Russie, riche en pétrole, jouit d'une large autonomie au sein de la fédération russe. La vente de terres n'y est globalement pas autorisée de peur qu'elle entraîne une massive spéculation foncière. La première région de Russie à avoir légalisé (en novembre 1997) et expérimenté (en mars 1998) la vente de terres au niveau régional a été celle de Saratov (Volga). - (AFP)

ESPAGNE: les autorités de l'île espagnole de Majorque vont imposer aux vacanciers étrangers une taxe pour la protection écologique, a indiqué le ministre de l'environnement des îles Baléares, Miguel Ramis, au journal allemand *Bild*, paru lundi 17 août. Fixée à 12 marks (environ 40 francs), elle sera exigée de chaque touriste arrivant à Majorque par avion. Des quelque 420 000 tonnes de déchets produits chaque année à Majorque, 90 000 sont imputables aux 8 millions de touristes, dont 3,5 millions d'Allemands. Majorque compte par ailleurs 35 000 résidents permanents allemands, soit environ 5 % de la population. - (AFP)

avec M^{lle} Lewinsky

16 août

Le président des États-Unis a été interrogé par un grand jury fédéral de Washington...

de la longue traque

une succession d'échecs et de succès politico-judiciaires, il va poursuivre son but. Car Linda Tripp lui apporte sur un plateau, outre la confession de Monica Lewinsky, ses propres notes relatant avec une précision de sténographe la liaison de « Monica » avec le président.

C'est grâce à cet épiphénomène que Ken Starr va remonter la piste, plaçant la jeune femme, puis de nombreux témoins, devant des faits indiscutables. Fin juillet, l'ancienne stagiaire de la Maison Blanche accepte un marché qu'elle ne peut plus refuser: la liberté, en échange d'une confession complète sur ses relations sexuelles avec le président. Mais, avant d'en arriver là, que de rebondissement! Près de sept mois après le début du scandale, la « trahison » de Linda Tripp - sans laquelle le « Monicagate » n'aurait pas existé - reste encore mystérieuse.

Entrée à la Maison Blanche sous George Bush, cette républicaine, ancienne épouse d'officier, y est restée suffisamment longtemps pour être la dernière à voir Vincent Foster en vie... Il n'en faut pas plus pour qu'elle soit appelée à témoigner dans le cadre du scandale Whitewater. Rencontre avec Kenneth Starr, donc. Elle s'en souviendra. Transférée au Pentagone en août 1994, sa crédibilité mise en doute par un avocat présidentiel, décide-t-elle alors de se venger, en étant le « linge sale » de la Maison Blanche sur la place publique? Elle assurera que ses motivations ne sont pas politiques. Voire...

Car, pour ce qui est de ses relations, aucun doute: certains personnages se sifflent indiscutablement dans la mouance des Clinton haters (ceux qui haïssent Clinton).

menée par le procureur Starr

Ainsi de Gary Aldrich, auteur d'un pamphlet au vitriol contre le chef de la Maison Blanche, mais surtout de Lucienne Goldberg, cet agent littéraire de New York proche des milieux ultra-conservateurs. C'est elle qui conseillera à Linda Tripp d'enregistrer toutes ses conversations avec Monica Lewinsky. Pour se protéger? Pour écrire un livre sur la vie intime du président? De tout un peu, probablement.

celui-ci de s'être livré à des privautés dans le bureau ovale, alors qu'elle venait lui demander du travail! Vrai, faux? On ne le saura sans doute jamais.

Mais revenons à l'enregistrement de la confession de Monica Lewinsky. Le procureur va pousser son avantage: il convainc Linda Tripp de se prêter à une souricière, avec le soutien logistique du FBI: rendez-vous est pris avec Monica Lewinsky dans un hôtel de la banlieue de Washington, après que la confidente ait été équipée d'un micro et d'un magnétophone cachés: « Monica » poursuit son récit intime, cette fois en prise directe avec la justice...

Tout marche si bien que le procureur envisagera de se livrer au même stratagème - contestable, mais pas illicite - avec Betty Currie, la secrétaire personnelle de Bill Clinton, voire avec des conseillers présidentiels. Le piège, en tout cas, commence à se refermer sur Monica. Longtemps, la Maison Blanche va assister, impuissante, aux laborieuses négociations entre les avocats de la jeune femme et le bureau du procureur à propos de l'immunité judiciaire conditionnelle offerte à Monica Lewinsky. Le président dément, son épouse dénonce un « complot de droite », le scandale continue...

La présidence met en place une cellule de crise, puis elle se mure dans le silence, confiante dans la popularité intacte de M. Clinton. Kenneth Starr, poursuivant méthodiquement son enquête, convoque devant le grand jury de Washington tous ceux qui, par leurs fonctions ou leurs liens avec Bill Clinton, peuvent reconstruire le puzzle de « la relation » avec Monica Lewinsky.

Vernon Jordan, l'homme d'influence et ami de vingt ans du président, qui s'est beaucoup démené pour trouver du travail à la jeune femme lorsqu'il a été jugé prudent d'éloigner celle-ci de la Maison Blanche, témoigne donc, pour affirmer qu'il n'a aucunement fait pression pour inciter Monica à mentir. Car c'est cela qui intéresse M. Starr: si M. Clinton a incité celle-ci à faire un faux témoignage et qu'il a lui-même menti sous ser-

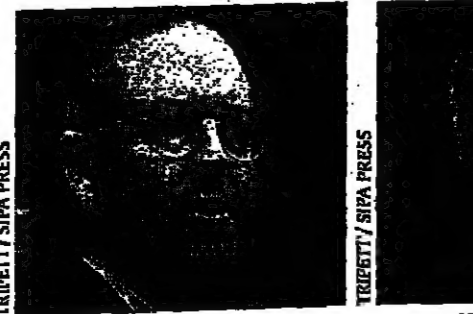
ment, c'est grave. Cela s'appelle « perjure, intimidation et subornation de témoins » et surtout « obstruction à la justice », de quoi, en effet, engager une procédure de mise en accusation du chef de l'exécutif devant la Chambre des représentants.

Vernon Jordan, Betty Currie, puis... Bayani Nehiv, maître d'hôtel du président (témoin d'un éventuel « aparté intime »), sans compter de nombreux conseillers, enfin, après une longue bataille juridique, les hommes chargés de la protection rapprochée du président se succèdent devant le grand jury. L'enquête sera fertile en rebondissement judiciaires, tour à tour favorables à M. Starr et au chef de la Maison Blanche. Celui-ci accueillera avec incrédulité et délice la décision du juge fédéral Susan Wright - le 1^{er} avril - de classer l'affaire Paula Jones.

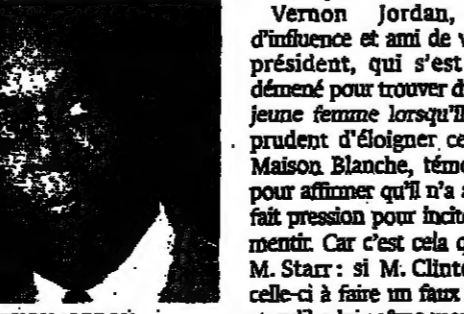
Le procureur, de son côté, va remporter une série de victoires, obtenant notamment de la justice qu'elle dénie aux conseillers et gardes du corps présidentiels le moindre « privilège de l'exécutif » leur permettant de refuser de témoigner. Ces revers, la certitude que le procureur est sur le point d'adresser une citation à comparaître au président, vont convaincre ce dernier de coopérer avec M. Starr et de répondre aux questions du grand jury.

Le temps passant, l'affaire Whitewater est devenue une énigme peu intelligible. Tout au long des développements de l'affaire Lewinsky, en revanche, la Maison Blanche ne cessera de craindre un amalgame avec celle du Watergate, qui força Richard Nixon à démissionner, en août 1974, vingt et un mois après sa réélection triomphale pour un second mandat. Bill Clinton a été réélu il y a vingt et un mois. Aucune raison, bien sûr, d'être superstitieux. Mais ce 17 août, en répétant ou en changeant sa version de l'affaire Lewinsky devant M. Starr et les membres du grand jury, le chef de la Maison Blanche joue peut-être un quitte ou double avec son destin.

Laurent Zecchini



KENNETH STARR



VERNON JORDAN

Une nouvelle méthode de Naguib Malifouz

Un cahier spécial de 40 pages avec le journal de dates samedi 22 août

هكذا من لاصحاب

FRANCE

LE MONDE / MARDI 18 AOÛT 1998

FONCTION PUBLIQUE Le ministre de l'intérieur veut parvenir à un véritable décloisonnement entre les grands corps de l'Etat. Pour mettre fin aux rivalités entre les

représentants du gouvernement dans les collectivités territoriales de la République - les préfets - et les directeurs départementaux et régionaux des administrations spécialisées, il

souhaite confier des postes de préfet ou de sous-préfet à des ingénieurs de l'équipement ou de l'agriculture. LES COMPÉTENCES des préfets eux-mêmes devraient aussi être amé-

liorées, tout spécialement en matière de gestion du personnel et de finances publiques. Jean-Pierre Chevènement souhaite qu'ils puissent les acquérir en se voyant confier plus de

postes dans les autres ministères. LES PRÉFETS devraient être dorénavant consultés sur le choix de leurs principaux collaborateurs. Leur fin de carrière sera aménagée.

Jean-Pierre Chevènement veut moderniser la gestion du corps préfectoral

Pour renforcer l'autorité des représentants de l'Etat dans les collectivités territoriales, le ministre de l'intérieur souhaite ouvrir cette fonction à d'autres hauts fonctionnaires. Pour faciliter ces échanges, les préfets en poste vont percevoir des primes

C'EST à un véritable décloisonnement de l'ensemble des corps très verrouillés de la haute fonction publique que le ministre de l'intérieur veut parvenir, s'il mène à bien la modernisation de celui des préfets, qu'il appelle de ses vœux, et dont il vient de présenter les grandes lignes à ses membres. Jean-Pierre Chevènement veut l'ouvrir à des hauts fonctionnaires venus d'autres horizons, moyennant des contreparties équivalentes. Il entend ainsi mettre fin aux rivalités corporatistes qui nuisent à la cohérence de l'action de l'Etat dans les départements et les régions.

Ce ministre à la fibre républicaine veut donner au corps préfectoral, dont il exerce la tutelle, un caractère plus interministériel, afin de limiter les dysfonctionnements qui affectent les relations entre les représentants de l'Etat en province et les ingénieurs qui, sous leurs ordres, dirigent les services extérieurs des ministères (équipement ou agriculture). Ces membres de corps techniques prestigieux (ponts, mines, génie rural) n'ont jamais totalement admis l'autorité du préfet, sous laquelle ils ont placés les lois de décentralisation. Comme ils continuent d'être notés et promus par leur ministère de tutelle, ils ont tendance à privilégier le lien qui les unit à leur maison mère. Ce phénomène vient de s'accroître avec la mise en place, dans plusieurs administrations, de nouvelles techniques de communication qui « court-circuitent » le préfet. Les messages électroniques, qui relient directement administration parisienne et service provincial, permettent en effet de ne plus respecter la règle du « sous couvert » qui prévalait à l'âge du pa-

pier: toute correspondance devait transiter par le préfet. Certains ingénieurs ont aussi tendance à s'ériger en véritables préfets bis et à s'entendre directement avec les élus locaux, ce qui est théoriquement interdit. Seule, en effet, la fonction préfectorale garantit la cohérence des politiques publiques sur un territoire donné. Généraliste par nature, le préfet est plus apte qu'un technicien, par définition spécialisé, à mesurer la globalité d'un dossier, à analyser l'ensemble des conséquences des décisions à prendre. Officiellement représentant de l'Etat, il est aussi, en fait, celui du gouvernement chargé de mettre en œuvre et de défendre localement sa politique.

Les enquêtes que viennent d'effectuer les groupes de travail sur la réforme de l'Etat installés en avril par le ministre chargé de ce dossier, Emile Zuccarelli, montrent que les chefs de services départementaux ne contestent pas tant l'autorité du préfet que la détermination exclusive de cette fonction par le corps préfectoral. Or les nomina-

tions de préfets au tour extérieur n'ont, pour l'instant, bénéficié qu'à un seul « X-Pont », Bruno Fontana, aujourd'hui en poste dans la région Poitou-Charentes. Si les ingénieurs veulent accéder au corps préfectoral, ils doivent passer par une petite porte, celle du détachement dans une sous-préfecture dite de « seconde catégorie » (Caiais, Montmorillon, Die...), ainsi classée parce qu'elle compte en général moins de 100 000 habitants.

EXPERIENCES PLUS DIVERSIFIÉES Le ministre de l'intérieur a donc décidé de leur ouvrir l'accès aux sous-préfectures haut de gamme, dites de « première catégorie » (Le Havre, Brest, Dunkerque...). Il s'agit de postes qui, en raison de leur dimension politique des élus qu'ils font côtoyer, sont habituellement confiés à des sous-préfets disposant de dix ans d'expérience. Les ingénieurs qui les auront tenus avec succès pourront prétendre à la fonction de préfet vers 2003, date à laquelle plus d'une vingtaine de préfets partiront à la retraite, li-

bérant ainsi des places. Le ministre de l'intérieur se dit qu'en ouvrant le corps préfectoral aux ingénieurs il assoie la légitimité de la fonction. En effet, ceux qui aspirent à une nouvelle carrière éviteront de déplaire aux représentants de l'Etat qui pourraient donner un avis sur eux, place Beauvau. Les autres s'abstiendront de nuire aux préfets, par esprit de corps.

Pour que cette réforme réussisse, toutefois, il faut qu'elle soit attractive sur le plan financier. Or le corps préfectoral ne dispose pas de primes, alors que les directeurs de services techniques départementaux peuvent doubler leur traitement grâce aux indemnités : un directeur de l'équipement peut ainsi toucher 56 000 francs net par mois, dont 28 000 de primes. Le ministre de l'intérieur a obtenu que Bercy fasse un effort dans sa direction : le projet de loi de finances pour 1999 prévoit que les préfets et sous-préfets en postes territoriaux toucheront des primes égales à 45 % de celles perçues par leurs homologues servant à l'administration centrale. Cela donnerait 5 600 francs par mois pour les sous-préfets les mieux classés. Toutefois, à cette somme s'ajoutent les avantages en nature dont bénéficie le corps préfectoral (logement de fonction, personnel de maison, téléphone, eau, électricité).

Le ministre de l'intérieur se préoccupe aussi de l'excellence du corps préfectoral, et souhaite que ses membres disposent d'une expérience professionnelle plus diversifiée. Ils devront plus souvent travailler à Paris : il faut en effet connaître la façon dont les décisions sont prises en administration centrale pour être un bon préfet, et

avoir fait du terrain pour ne pas régir de circulaires inapplicables. M. Chevènement souhaite aussi que plus de préfets occupent des postes de responsable d'établissement public, de directeur des services de collectivité locale ou de trésorier-payeur général (lire ci-contre). Il compte ainsi étendre la sphère d'influence préfectorale, moyennant des contreparties équivalentes.

A la recherche de spécialistes

Bien que les préfets soient par définition des généralistes, le ministre de l'intérieur souhaite qu'ils disposent de connaissances plus pointues en matière de ressources humaines et d'affaires budgétaires. La gestion du personnel n'est pas le fort des préfets, dont les relations avec leurs services sont, même place Beauvau, parfois comparées à celles « de seigneurs et de manants ». Le ministre aimerait donc qu'ils occupent des postes de direction du personnel dans des ministères ou des établissements publics, et deviennent des professionnels de la négociation sociale. A leur retour, ils seraient capables de mettre en œuvre la déconcentration totale de la gestion des agents de l'Etat. Le ministre souhaite aussi qu'un nombre plus important de préfets occupent des postes de trésorier-payeur général, afin qu'ils améliorent leur connaissance des mécanismes budgétaires nationaux et européens. Ils seraient ensuite affectés dans des zones économiquement sensibles.

D'ores et déjà, une centaine de préfets travaillent ailleurs que dans les services territoriaux (lire ci-dessus). Mais ils tiennent souvent ces nominations pour des sanctions et craignent de ne jamais réintégrer le sérail. Le ministre admet qu'il faut mieux confier les mouvements qui les concernent : il envisage donc d'instituer une obligation de mobilité, de trois ans, avec retour obligatoire dans le corps. Il s'interroge aussi sur la meilleure façon de ne plus gérer les fins de carrière au coup par coup. Il songe à occuper les préfets hors cadre en leur confiant des postes d'inspecteurs généraux territoriaux.

M. Chevènement, qui a été ministre de la défense, constate que la gestion du personnel du ministère de l'intérieur est moins rigoureuse que celle des armées. Bien que les préfets soient révocables chaque mercredi en conseil des ministres, il entend promouvoir une véritable gestion prévisionnelle de leurs emplois. La question des ressources humaines est aussi une préoccupation centrale du nouveau directeur général de l'administration de la place Beauvau, Christian Frémont, qui, pendant les dix années où il a été directeur des stages à l'ENA, s'est penché sur l'avenir professionnel de nombreux jeunes hauts fonctionnaires. Pour prouver aux préfets qu'on entend les « manager » différemment, M. Frémont leur a annoncé qu'il solliciterait désormais leur avis sur la nomination de leurs proches collaborateurs, afin qu'ils n'aient plus le désagrément d'être informés, par un coup de téléphone, une fois que la décision est prise.

Rafaëlle Rivalls

Une cote qui remonte à l'ENA

Le corps préfectoral n'est pas celui que choisissent les élèves les mieux classés, à l'issue de leur scolarité à l'école nationale d'administration : ils lui préfèrent le Conseil d'Etat, l'Inspection des finances, la Cour des comptes, le Quai d'Orsay et le ministère des finances. Pendant les années qui ont suivi la décentralisation, le corps préfectoral n'a figuré que dans les deuxième et troisième tiers du classement de promotions qui comptent environ cent élèves.

Depuis cinq ans, sa cote a remonté : si le premier de la promotion « Gambetta » (1991-1993) a choisi le corps préfectoral, il était encore 45^e, les premiers des promotions « Saint-Exupéry » (1992-1994) et « Marc-Bloch » (1995-1997) étaient 28^e. Les derniers à choisir la préfectorale sont, eux aussi, mieux classés que par le passé : 78^e pour la promotion Valmy (1996-1998). Il y a aujourd'hui plus de demandes pour entrer dans ce corps que de places offertes.

La moitié des préfets ne sont pas en poste dans des régions ou des départements

LE CORPS préfectoral compte 228 membres, mais seuls 112 occupent des postes de représentant de l'Etat dans les collectivités territoriales de la République, les sous-préfets formant un corps particulier. Les 116 autres sont affectés ailleurs. Trente travaillent dans les administrations centrales parisiennes. Onze sont au ministère de l'intérieur, et cinq y occupent des postes de direction : direction générale de la police nationale (Didier Cuhiaux), direction générale de l'administration (Christian Frémont), direction de la surveillance du territoire (Jean-Jacques Pascal), direction de l'administration territoriale et des affaires politiques (Dominique Dubois), direction de la défense et de la sécurité civile (Jean Dussourd).

Trois préfets servent à la défense, dont l'un à la direction générale de la sécurité extérieure (Jacques Dewatre) et l'autre à la

direction générale de la gendarmerie nationale (Bernard Prevost). Les seize autres sont en poste au Quai d'Orsay, à la fonction publique, à l'outre-mer, à l'emploi, à l'agriculture, à l'équipement, à l'aménagement du territoire ou dans des organismes directement rattachés au premier ministre, tels que la direction des journaux officiels, l'observatoire interministériel sur les sectes, le comité interministériel de la sécurité nucléaire, le secrétariat général de la défense nationale, le secrétariat général du comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne (SGCE) ou le secrétariat général de la mer. Une dizaine de préfets travaillent dans des établissements publics (FENA, institut d'études politiques, université, institut des hautes études de défense nationale, Office des migrations internationales, agence régionale d'hospitalisation...). Cinq sont dé-

tachés dans des sociétés d'économie mixte (société d'autoroutes, Sonacotra...) et six dans des entreprises publiques (SNCF, RATP, EDF, France-Télévision). Huit préfets sont en poste dans des cabinets (dont deux à l'Élysée, un au Conseil économique et social et un auprès de Valéry Giscard d'Estaing, ancien président de la République). Six se trouvent provisoirement (pour quatre ans seulement) à la Cour des comptes, à l'Inspection générale des finances et à celle de l'administration. Dix occupent des postes de trésorier-payeur général. Un seul préfet est ambassadeur : François Gouard représente la France en Equateur. Sept préfets travaillent pour le compte de collectivités locales (communauté urbaine de Lille, Ville de Paris, départements des Hauts-de-Seine, des Yvelines, du Calvados et de l'Hérault). Cinq détiennent des mandats

importants sont obligatoirement en position de détachement : trois sont députés, tous socialistes (Jean Glavany, Béatrice Marre, Michel Vanzelle), un est président de conseil régional (Michel Delebarre dans le Nord-Pas-de-Calais), un de conseil général (Philippe Martin dans le Gers). Dix-neuf se trouvent sans aucune affectation, hors cadre ou en pré-retraite. Huit ont choisi de rejoindre le secteur privé, en « disponibilité », c'est-à-dire en conservant la possibilité de réintégrer le service de l'Etat. Paul Bernard, ancien préfet de la région Rhône-Alpes, préside une société d'autoroutes. Christian Blanc, ancien président d'Air France, est conseiller pour la compagnie libanaise Middle East Airlines. Jean-Paul Davin, ancien conseiller technique d'Edouard Balladur, et coordinateur des comités de soutien à sa cam-

pagne présidentielle, dirige les relations extérieures d'Elf. Jacques Fournet, ancien préfet de la région Champagne-Ardenne, ancien directeur de la surveillance du territoire, dirige une société pharmaceutique. Roland Hodel, ancien préfet du Cher, où il a été candidat aux législatives, est président de la société du circuit de formule 1 Nevers-Magny-Cours. Jacques Lambert, qui avait déjà géré la sécurité des JO d'Albertville, est directeur du comité d'organisation de la Coupe du monde de football. Yvon Olivier, préfet des Alpes-Maritimes de 1988 à 1992, est président directeur général d'Europe Assistance. Michel Roussin, ancien ministre de la coopération du gouvernement Balladur, est président de la société SAE International (filiale du groupe de BTP Eiffage).

R. R.

Partez en vacances avec Le Monde. FAITES SUIVRE OU SUSPENDRE VOTRE ABONNEMENT PENDANT VOS VACANCES. Vous êtes abonné(e) : Nom, Prénom, Adresse, Code postal, Ville. Vous n'êtes pas abonné(e) : Nom, Prénom, Adresse, Code postal, Ville. RÉCEVEZ LE MONDE SUR LE LIEU DE VOS VACANCES. Retournez nous au moins 12 jours à l'avance ce bulletin accompagné de votre règlement.

Les collaborateurs de l'ancienne majorité n'ont pas été écartés. LE GOUVERNEMENT de Lionel Jospin ne s'est livré à aucune chasse aux sorcières à l'encontre des préfets marqués politiquement à droite. Cohabitation oblige : le ministre de l'intérieur, le 15 juillet, confie le poste de préfet de la Haute-Savoie à Pierre Breuil, ancien directeur du cabinet de Bernard Pons, ministre de l'équipement d'Alain Juppé. Le président de la République, Jacques Chirac, avait personnellement réclamé le reclassement de cet ancien préfet, qui fut aussi sous-directeur à la Ville de Paris lorsque lui-même en était maire, et qui se trouvait dépourvu d'affectation depuis les élections législatives de mai-juin 1997. Le 13 mai, c'est un autre ancien collaborateur de M. Chirac, Paul Masseron, qui avait été promu : cet ancien secrétaire général du Conseil de Paris, qui fut aussi, sous la première cohabitation, directeur général des services du conseil général de la Corrèze, puis, ce qui est tout à fait exceptionnel, préfet de ce départe-

nistériels du précédent gouvernement n'ont pas été maltraités. Nicolas Desforges, ancien chef du cabinet d'Alain Juppé, a été nommé préfet du Cantal le 29 octobre 1997. En même temps, André Vian, qui fut le directeur adjoint du cabinet du ministre de l'intérieur Jean-Louis Debré, a été nommé préfet de Puyonne. Le 27 août 1997, Jean-Paul Boulé, ancien directeur adjoint du cabinet de Jacques Chirac à la Mairie de Paris, et ancien collaborateur de Marc Censi, président du conseil régional de Midi-Pyrénées, avait été nommé directeur des journaux officiels, poste peu convoité, mais précédemment confié à un ancien directeur des renseignements généraux, Jean-Jacques Pascal. Même Jean-Charles Marchiani, proche de Charles Pasqua et préfet contesté du Var, a été reclassé comme secrétaire général de la zone de défense de Paris.

R. R.

LE REPUBLICAIN... PARTI DE LA DÉMOCRATIE... PARTI DU GOUVERNEMENT

LE REPUBLICAIN... PARTI DE LA DÉMOCRATIE... PARTI DU GOUVERNEMENT

LE REPUBLICAIN... PARTI DE LA DÉMOCRATIE... PARTI DU GOUVERNEMENT

مركز من الامم

Le RPR et Démocratie libérale dénoncent le geste du gouvernement pour les sans-papiers

Les associations de soutien aux clandestins approuvent les assouplissements

Après la révélation, dans *Le Monde* daté 16-17 août, de l'assouplissement de certains critères pris en compte par le gouvernement pour la régularisation des sans-papiers déboutés, l'opposition dénonce l'approche du ministre de l'Intérieur. Le RPR et Démocratie libérale y voient une démarche conduisant à la régularisation de tous les déboutés. Leurs soutiens saluent ce premier geste des pouvoirs publics.

Emmanuel Terray, qui avait participé à la grève de la faim du troisième collectif des sans-papiers au temple des Batignolles à Paris. « Cette décision est une bonne chose mais elle pose le problème de tous les dossiers déjà repoussés avant l'assouplissement, nous a déclaré M. Terray. La conséquence logique voudrait que le ministre accepte la réouverture de l'ensemble des dossiers déjà déboutés. » De la même manière, Monique Chemillier-Gendreau, membre du collège des médiateurs des sans-papiers de Saint-Bernard, estime, dans *L'Humanité* du 17 août, qu'« il y a des progrès dans les résultats mais [que] la méthode reste mauvaise ». Pour M^{me} Chemillier-Gendreau, il ne fait aucun doute que « tant qu'il y aura un nombre de sans-papiers déboutés de leur demande de régularisation, la lutte se poursuivra ».

Dans les rangs de l'opposition,

Thierry Mariani, député du Vaucluse et délégué national du RPR à l'immigration, estime que le gouvernement « vient de trouver une nouvelle fois une échappatoire pour fuir ses engagements : expulser tous ceux qui ne remplissent pas les conditions pour résider en France ». M. Mariani, pour qui le gouvernement, n'a pas « d'autre volonté que d'arriver progressivement à la régularisation de tous les sans-papiers », est rejoint par Claude Goasguen. Le vice-président de Démocratie libérale déclare ainsi, dans un entretien au *Figaro* du 17 août, que le gouvernement affirmait « tenir un langage de rigueur et de fermeté tout en régularisant par petit bout ».

« Commission par commission, critères après critères, on s'achemine vers une régularisation globale », assure M. Goasguen.

Cécile Prieur

Thierry Mariani, député du Vaucluse et délégué national du RPR à l'immigration, estime que le gouvernement « vient de trouver une nouvelle fois une échappatoire pour fuir ses engagements : expulser tous ceux qui ne remplissent pas les conditions pour résider en France ». M. Mariani, pour qui le gouvernement, n'a pas « d'autre volonté que d'arriver progressivement à la régularisation de tous les sans-papiers », est rejoint par Claude Goasguen. Le vice-président de Démocratie libérale déclare ainsi, dans un entretien au *Figaro* du 17 août, que le gouvernement affirmait « tenir un langage de rigueur et de fermeté tout en régularisant par petit bout ».

« Commission par commission, critères après critères, on s'achemine vers une régularisation globale », assure M. Goasguen.

Cécile Prieur

La CFTC porte un jugement positif sur le bilan social du gouvernement

LE PRÉSIDENT de la CFTC, Alain Deleu, approuve, dans un entretien aux *Echos* du lundi 17 août, l'accord signé par sa fédération dans la métallurgie, le 28 juillet, qui « acte la durée légale des 35 heures et qui baisse la durée effective maximale du travail d'une certaine d'heures par an ». « Il est faux de dire que le texte n'aura pas d'effets sur l'emploi », estime le président de la centrale chrétienne, qui « n'est pas sûr qu'un accord plus normatif aurait été davantage créateur d'emplois durables ». Sur le plan social, M. Deleu juge « le bilan (du gouvernement) très actif, notamment sur les 35 heures », mais il « attend encore des décisions sur le licenciement » et « la protection sociale ».

De son côté, Louis Vianet juge, dans *La Tribune* du lundi 17 août, que « l'amélioration des chiffres du chômage est le résultat d'une forte progression des emplois précaires » et que la situation économique actuelle « peut à tout moment connaître un renversement rapide ». Le secrétaire général de la CGT estime, en outre, que « les mesures fiscales annoncées pour 1999 ne sont qu'un balbutiement au regard de ce qu'il faudrait faire ».

DÉPÊCHES

TEMPS DE TRAVAIL : Force ouvrière a critiqué, vendredi 14 août, deux décisions gouvernementales concernant l'éducation nationale et la Sécurité sociale, qui, selon elle, s'inscrivent « dans la logique du partage du travail et des revenus qui a pour effet de faire supporter aux seuls salariés (sur leurs salaires et leurs impôts) les créations éventuelles d'emplois ». La centrale syndicale rappelle que « toute réduction de la durée du travail doit se faire avec maintien des salaires, sans gel, ni modulation ».

DRÔTES DE L'HOMME : la Mission interministérielle pour les droits de l'homme s'est dotée d'un logo représentant une œuvre de Matisse. Elle lance, au mois d'août, sa campagne nationale d'affichage pour le cinquantième de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Les héritiers du peintre Henri Matisse ont cédé, à titre gracieux, les droits d'utilisation du tableau *Trois têtes à l'amitié*. Le programme des célébrations sera dévoilé le 17 septembre par Robert Badinter, ancien président du Conseil constitutionnel, à qui a été confié le comité d'organisation.

corps préfectoral

... dans les autres ministères...

partements

CARNET

AU CARNET DU «MONDE»

Naissances

Karine PETROVIC, Stephen ALAMOWITZ, leur fils Antoine ALAMOWITZ, ont la joie d'annoncer la naissance de Alexandre, le 5 août 1998, à Paris.

Emmanuelle CASTELLI et Marc FLETCHER partagent avec Claire, la joie d'annoncer la naissance de Laura, le 29 juillet 1998, à Paris, 46, rue Monge, 75003 Paris.

Françoise et Germain VIATTE, Isabelle et Hilda FABER, Léonard, ont la joie d'annoncer la naissance de Colombe, Arles, 10 août 1998.

Sexy et Michael ont donné la vie à Tom, le 12 août 1998.

Emillienne Ngo Njeng, Ber Kleinberg, ses arrière-grands-parents, Cibele Job, Clara et Sacha Kleinberg, ses grands-parents, lui souhaitent plein de bonheur pour cent vingt ans.

Christiane et Jacques MANESSE ont la joie d'annoncer les naissances de

Zoé, sœur de Jolie, Isabelle et Alexandre, le 6 mai 1998.

Clara, chez Véronique et Cyrille, le 1^{er} juillet 1998.

Romain, frère de Daniel et Catherine, chez Irina et Christophe, le 5 août 1998.

M^{me} Fernand Desnot, son épouse, M. et M^{me} Pierre Desnot, leurs enfants et petits-enfants.

M. André Mandoux, ses enfants et petits-enfants, M. Guy Galien, ses frères, beaux-frères, belle-sœur, neveux et nièces.

Les familles Royer, Champy, Deshayes, Frossard, Desnoy et Giffou, ont la douleur de faire part du décès de M. Fernand DESNOT, maître adjoint honoraire d'Amièges-sur-Seine, officier de l'ordre national du Mérite, chevalier du Mérite commercial et industriel, chevalier du Mérite social, survenu le 13 août 1998, à l'âge de soixante-deux-huit ans.

« Surtout d'un long tunnel, il s'est envolé paisiblement vers la Lumière. »

Un hommage lui sera rendu à la messe d'Amièges-sur-Seine, le mercredi 19 août, à 13 h 30.

La cérémonie religieuse sera célébrée à 14 h 30, en l'église Sainte-Geneviève, rue de l'Église, à Amièges-sur-Seine.

L'inhumation aura lieu au cimetière ancien, 6, rue du Ménil, à Amièges-sur-Seine, dans le caveau de famille.

Un service religieux sera célébré à sa mémoire courant septembre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

27, grande rue Charles-de-Gaulle, 92600 Amièges-sur-Seine.

— Ville d'Amièges-sur-Seine.

Franz Thütinger, député et maire d'Amièges-sur-Seine, municipalité et le conseil municipal d'Amièges-sur-Seine, ont le regret et la tristesse de faire part du décès de Fernand DESNOT, maître adjoint honoraire d'Amièges-sur-Seine, officier de l'ordre national du Mérite, survenu le 13 août 1998, à l'âge de soixante-deux-huit ans.

Un hommage public lui sera rendu le mercredi 19 août, en l'hôtel de ville d'Amièges-sur-Seine, à 13 h 30.

L'office religieux sera célébré le même jour, à 14 h 30, en l'église Sainte-Geneviève d'Amièges-sur-Seine, suivi de l'inhumation au cimetière ancien d'Amièges-sur-Seine dans le caveau de famille.

— M^{me} Ariette Samii, Léonine, Patrick et Jehanne Guioness-Samii, Chekouch, Bouda, Nouchine et Nicou Elmad-Samii, Kaveh, Caroline et Elahab Samii-Valley, Kian, Christine et Chrisme Samii-Caruzzo, ont la tristesse d'annoncer le décès de Khorsro SAMII, survenu le jeudi 13 août 1998, à l'âge de soixante-quatre ans, à Thonon-les-Bains (Haute-Savoie).

1 bis, avenue des Tillands, 74300 Thonon-les-Bains.

M. Pierre Cibé, son épouse,

Marie-Claire et Serge Meranda, Dominique et Olivier Puyplat, ses enfants,

Manuelle, Yann, Olivier, Vincent, Hervé, ses petits-enfants,

Kevin, Jules-Erik, Marine, Rozane, Nicolas, ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de M^{me} Pierre CIBÉ, née Colette Elisabeth LAMBERT de BEAULIEU, chevalier de l'ordre national du Mérite, survenu le 14 août 1998.

La cérémonie religieuse a été célébrée le lundi 17 août, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly-sur-Seine, 90, avenue du Roule.

L'inhumation aura lieu au cimetière ancien de Neuilly-sur-Seine, 3, rue Victor-Noir.

« L'Albatros », 7, boulevard Albert-J^r, 98000 M.C. Monaco.

Anniversaires de décès

Jacqueline HAUSER, 18 février 1921-18 août 1998. Nous tous souvenons.

Aimé, Anne-Marie, Elise, Laurence, Bertrand.

La flamme

— En célébration de l'anniversaire de sa libération, la ville de Toulouse, sous l'égide du député et maire, Dominique Baudis, présentera la Flamme - symbole de Dachau contre les extrémismes, peinte par Colette Azoulay (président du comité, Marc Boisserie), le mercredi 19 août 1998, sur la façade du Capitole.

CARNET DU MONDE

Fax : 01-42-17-21-36

Le monde des livres sur internet

Retrouvez chaque semaine le supplément littéraire du Monde

... également des dossiers spéciaux et la possibilité d'accéder à notre librairie électronique

www.lemonde.fr

... sur Minitel 3615 LEMONDE (2,23 F/min)

A la recherche d'une information sur une entreprise ?

Consultez votre Minitel

3615 LEMONDE

ESPACE INFORMATIONS

- La Bourse en direct (BOU)
 - Gestion personnalisée de votre portefeuille
 - Cours actualisés tous marchés
 - dont les cours des entreprises privatisées (PRIV)
 - Valeur des sicav
 - Dépêches économiques et financières 24 h/24 (Reuters et AFP)
 - Communiqués des entreprises cotées en Bourse (FIL)

NOUVEAU

- Les bilans des entreprises (ENT)
 - Informations légales et financières sur plus de 3 millions d'entreprises avec LES BILANS

SOUTENANCES DE THÈSE

67 F HT la ligne

Tarif Étudiants 98

IMMOBILIER

VENTES

Fonds de commerce

GRASSE

vend hôtel 1+2

32 chbres, park., terrasse

VUE EXCEPTIONNELLE

Tél : 03-88-44-95-95

Région parisienne

vend société d'équipement industriel

Tél : 06-07-87-45-00

ENTREPRISE

Mercosur, Uruguay

vd entreprise satom lumé

bon bénéfice peu de taxes

Px : 8 KF 77005984264299

et 005984264300

APPARTEMENTS

PARIS 1^{er}

Rue J.-J. Rousseau

Imm. caractère 72 m², trav.

870 000 F 01-34-60-39-08

PARIS 5^e

Et, duplex, ex. ter. et jard.

véranda pos., 5 fenêtres

sur jac., calme et reposant

Imm. de charme, petite

copropriété, 2 P., cuis. éq.

cave, park. pos. px : 2,175 M€

Tél : (0) 01-45-35-77-08

(P) 06-07-27-29-60

(B) M. Chassagn

Tél : 01-53-77-11-00

PARIS 8^e

MADÉLEINE 3/4 P., 98 m²

4^e, asc., dble expo, clair

2 150 000 F - 01-44-84-04-40

PARIS 11^e

SEFINEG VEND

BEAU 2 PIECES

SUR JARDIN

PREFAT

51 m², 700 000 F

- 53 av. Parmentier -

vis. du canal au vendredi

de 11 à 13 h et de 14 à 19 h

01-48-06-22-96

PARIS 12^e

DAUMESNIL

proximité bois

superbe 2 P., 50 m²

vue sud, réaff

750 000 F

34, C. Claude-Decean

SEFINEG

01-43-43-89-68

MAISONS

Région parisienne

15 min. de Roissy

campagne et bois

MAISON

DE MAÎTRE (1810)

8/9 pièces,

parc et verges, 1,8 ha

PAYSAGE

EXCEPTIONNEL

Part. : 2,7 MF

01-45-54-83-44

15^e Pte Vanves, petite maison

66 m², terrasse, jard., cave.

1 450 000 F - 01-45-46-26-25

LOCATIONS

OFFRES VIDÉES

- NATION, beau 2 P., 42 m²

7^e, asc., 3 500 F + ch.

- P^{re} MADELEINE, 2/3 P., 82 m²

part. état 8.105 + ch.

- P^{re} P. DE MONTYON, 4 P.

87 m², 7 300 + ch.

- 10^e JASMIN, 5 P., 112 m²

PARKING 11 000 + ch.

VALMONT 01-44-94-04-40

Lyon 6^e

Studio face lycée du Parc

1 800 F + 900 F

charges/mois

Tél. : 04-78-52-07-62

OFFRES MEUBLÉES

Studio neuf meublé clair.

M^{me} Carrière-Duchonnet

5, rue des Lyonnais

kitchen. équip., mezzanine,

carapè, s.d. baines avec wc

e. positive, cave, déje.

Interpr. : 3 400 F + charges.

T. : 01-48-54-72-83 à 16 h.

- P^{re} MADELEINE, beau 2 P.,

87 m², meublé, 7 400 F + ch.

2/3 P., 80 m², 9 600 + ch.

- TRINITE, duplex 2 P.

Belle Vis 7 700 net

- 7^e Etoile, 3 P., 82 m²

5^e, asc., 8 500 + ch.

VALMONT 01-44-94-04-40

AGENCE NDA

LOCATION VELOS

CYCLO STAR

8, rue Fernand-Lafargue

Soulo-sur-Mer

LOCATION - VENTE -

REPARATION

VELOS - SCOOTERS -

MOTOS 125

vous propose 4 nouveaux

points de location :

- LA POINTE DE GRAVE

restaurant La Côte d'Argent

- LE VERDON-SUR-MER

La plage de la Chambre

- L'AMELIE

centre-ville

- MONTALIVET

Av. Bremondié

Tél. : 05-66-09-71-38

EMPLOI

OFFRES

L'AGENCE FRANCE-PRESSE

recrute pour son bureau

de Franconi

JOURNALISTE

ECONOMIQUE

avec 2 ans d'expérience

professionnelle minimum

Parfaite connaissance

et maîtrise de l'allemand

et de l'anglais exigées.

La poste est à pourvoir

immédiatement.

Les candidatures avec

C.V., détails et photo

sont à adresser à :

A.F.-P.

M. LE DIRECTEUR

pour l'Allemagne

bureau de BONN,

Idenaurstraße 265

D - 53113 BONN

Fax : 00-49-228-917-25-59

هكذا من راحل

SOCIÉTÉ

LE MONDE / MARDI 18 AOÛT 1998

ENVIRONNEMENT Dans un entretien au Monde, Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, explique qu'« il n'y aura pas de re-

conquête de la qualité de l'air sans changement de comportement, sans une redéfinition de la place de l'automobile ». ● SELON LA MINISTRE, la journée « En ville, sans ma voi-

ture? », organisée le 22 septembre dans une dizaine d'agglomérations, constituera un test « précieux pour l'avenir ». ● M^{me} VOYNET envisage, si nécessaire, de « mettre en place

des mesures de limitation de la circulation dès le niveau 2 » et le Conseil national de l'air étudie actuellement la possibilité d'une baisse des seuils d'alerte des diffé-

rents polluants atmosphériques. ● LA PASTILLE VERTE, qui permettra aux véhicules les moins polluants de rouler les jours de pics de niveau 3, est entrée en vigueur lundi 17 août.

Pour M^{me} Voynet, « Homo automobilis doit redonner sa place à Homo sapiens »

Dans un entretien accordé au « Monde », la ministre estime qu'« il n'y aura pas de reconquête de la qualité de l'air sans changement de comportement ». La pastille verte, qui permettra aux véhicules les moins polluants de circuler les jours de pics de niveau 3, est entrée en vigueur lundi

« Pourquoi n'êtes-vous jamais présente en France quand les pics de pollution se font sentir ? Un ministre ne doit-il pas monter systématiquement au front ?

« Que l'on ne compte pas sur moi pour privilégier le commentaire à chaud et limiter mon rôle à la gestion des « pics » de pollution. Le ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement doit surtout prévenir ces « pics », en promouvant des modes de déplacement moins polluants. Il sensibilise aussi l'opinion publique et, seulement dans le cas où cela ne suffit pas, il doit gérer les situations d'urgence. A cet effet, je suis évidemment en liaison permanente avec mes services.

« Depuis un an, un travail important a été accompli pour rattraper le retard énorme qu'avait pris la France. Des réseaux de capteurs ont été installés dans les grandes agglomérations, des dispositifs homogènes de gestion des « pics » se mettent en place. Quand la situation le justifie, la circulation automobile est limitée, pour protéger la santé publique, ce qui a été fait le 1^{er} octobre dernier. La pastille verte,



DOMINIQUE VOYNET

alors nous serons sans doute amenés à être plus directs et à mettre en place des mesures de limitation de la circulation dès le niveau 2. Cependant, il faut savoir que la circulation alternée n'est pas toujours la solution la plus efficace pour faire baisser rapidement la pollution, notamment en ce qui concerne l'ozone.

« J'ai décidé de lancer une réflexion avec le Conseil national de l'air sur une éventuelle évolution de l'ensemble du dispositif, en tenant compte notamment des résultats des dernières études médicales.

Nouvelles alertes de niveau 2 pendant le week-end du 15 août

Plusieurs villes ont connu une nouvelle alerte à la pollution par l'ozone, dimanche 16 août. Le niveau 2 de la procédure d'alerte a été atteint dans le nord-est des Bouches-du-Rhône, notamment à Berre-l'Étang (221 microgrammes par mètre cube d'air) et Roignac (192 microgrammes par m³). Le phénomène s'est également reproduit à Lyon et dans sa région. Du 8 au 12 août, l'agglomération lyonnaise avait connu des pics de pollution de niveau 2 pendant cinq jours consécutifs. Samedi 15, le niveau 2 d'alerte avait été dépassé à Toulouse et Bordeaux.

En Allemagne, les valeurs d'ozone ont de nouveau franchi localement le seuil d'alerte sous l'effet de la chaleur dans le Bade-Wurtemberg, la Hesse et la Rhénanie-Palatinat, samedi 15 août. Avec la Sarre, ces trois Länder avaient interdit pour vingt-quatre heures, mercredi 12, la circulation des véhicules non munis d'un pot catalytique, comme le permet depuis 1995 une réglementation appliquée à partir de 240 microgrammes par mètre cube d'air.

qui entre en vigueur lundi, permettra d'améliorer ce dispositif.

« Le principe de la circulation alternée semble bien accepté par les Français. Pourquoi ne pas le systématiser dès que le niveau 2 est atteint ?

« Lorsque je suis arrivée au ministère, j'ai tout de suite constaté que la loi sur l'air était confuse et peu opérationnelle. J'avais deux options : mettre en chantier une nouvelle loi, et prendre au minimum un an de retard ; ou bien, et c'est ce que j'ai choisi, mettre en œuvre le texte existant, en évaluer les résultats et, si nécessaire, l'adapter. Au niveau 2, on alerte la population pour que chacun se mobilise alors qu'au niveau 3 on prend des mesures de restriction des activités polluantes. En accord avec le Conseil national de l'air, nous avons décidé d'abaisser les seuils du niveau 2 pour le dioxyde de soufre et pour le dioxyde d'azote. Les habitants alertés plus tôt se mobiliseront plus tôt pour prévenir la dégradation de la qualité de l'air, en évitant autant que faire se peut l'usage de leur voiture.

« Mais si les gens ne sont pas suffisamment responsables pour renoncer d'eux-mêmes à l'usage de la voiture quand ils le peuvent,

tions de circulation peuvent débiter dès que le seuil de 240 microgrammes/m³ d'ozone est atteint simultanément pour trois stations distantes d'au moins 50 km. En France, le seuil est plus élevé, mais les restrictions de circulation prévues sont également plus importantes. Il faut harmoniser ces dispositifs.

« Est-il raisonnablement imaginable qu'un jour les agglomérations ne soient plus soumises à des phénomènes récurrents de pollution ? A quelles conditions ?

« Je crois que c'est possible, mais cela prendra du temps. Voyez le cas des villes suisses ou allemandes, ou de certaines grandes villes françaises comme Strasbourg, qui a pris plusieurs années d'avance sur d'autres villes : il faut des efforts immenses pour grignoter petit à petit l'espace pris par l'automobile.

« Notre principal allié est l'opinion publique, qui est en train d'évoluer fortement, plus rapidement sans doute que la grande majorité des hommes politiques. Il n'y aura pas de reconquête de la quali-

té de l'air sans changement de comportement, sans une redéfinition de la place de l'automobile. Homo automobilis doit redonner sa place à Homo sapiens. La journée « En ville, sans ma voiture? », qui

« L'indifférence à l'égard de l'environnement reste, hélas ! trop souvent la règle »

sera organisée le 22 septembre dans plusieurs dizaines de villes, aura une vocation pédagogique, et son bilan sera précieux pour l'avenir.

« Deux conditions, que l'on oublie trop souvent, seront sans doute nécessaires à une reconquête de la qualité de l'air :

« - une évolution des politiques d'urbanisme, d'une part. On construit aujourd'hui de façon beaucoup trop désordonnée dans les grandes banlieues des villes, sans coordination avec les réseaux de transports publics ;

« - une coordination plus forte des politiques menées par les différentes collectivités locales,

d'autre part. Si la ville-centre mène une politique de limitation de la circulation automobile, sans qu'il y ait une action similaire en banlieue, on assiste à des reports de trafic. Si, dans une région, l'Etat privilégie les

transports en commun, et que, simultanément, la région, le département et les communes continuent à financer des rocades et des autoroutes, on n'aboutira à rien.

« Les habitants des villes, voire leurs municipalités, ne seraient pas fondés à se retourner contre l'Etat dès lors que celui-ci ne prend pas les mesures nécessaires pour protéger leur santé ?

« L'Etat doit prendre ses responsabilités pour assurer la santé publique. Mais cela n'exonère pas les autres acteurs de prendre les leurs. Car, en matière de qualité de l'air, les responsabilités sont partagées. L'Etat fixe les règles et veille à leur application ; le maire doit prendre

en compte les transports en commun dans les documents d'urbanisme ; le citoyen, par son comportement de tous les jours, influe sur la pollution de l'air.

« L'indifférence à l'égard de l'environnement reste, hélas ! trop souvent la règle. Or de nombreuses atteintes à l'environnement ont des conséquences sur la santé. On l'a vu pour la vache folle, pour l'amiante, etc. Nous devons vivre avec l'idée qu'il n'existe pas de « risque zéro ». Encore faut-il déterminer le niveau de risque acceptable. En la matière, les principaux progrès à venir concernent, d'une part, la participation des citoyens aux décisions, et, d'autre part, la recherche scientifique, base de la connaissance. C'est l'objet de la mission confiée récemment à deux députés, André Aschieri et Odette Grzegorzka.

« Les questions de santé environnementale ont été longtemps sous-estimées en France. A l'aube du troisième millénaire, nous ne pouvons plus les éluder. »

Propos recueillis par Jean-Paul Besset

7,7 millions de véhicules bénéficieront de la pastille verte

SUR LE CÔTÉ inférieur droit du pare-brise, vignette et certificat d'assurance devront désormais céder un peu de place à la pastille verte. Ce laissez-passer permettant à 7,7 millions de véhicules, soit environ un tiers des automobiles françaises, de s'affranchir des contraintes de la circulation alternée entre officiellement en vigueur lundi 17 août.

La pastille verte ne se substitue pas à la circulation alternée en fonction des plaques minéralogiques (instaurée par un arrêté inter préfectoral d'avril 1997, en application de la loi sur l'air de décembre 1996) qui a été mise en place pour la première fois à Paris et dans vingt-deux communes limitrophes le 1^{er} octobre 1997 lors d'une alerte de pollution de niveau 3. Les jours pairs, seuls les véhicules avec une plaque d'immatriculation dont le premier chiffre se termine par un chiffre pair sont autorisés à circuler, et inversement les jours impairs. La nouveauté, c'est que les véhicules dont les numéros d'immatriculation sont terminés par des chiffres impairs, mais qui ont des plaques d'immatriculation dont le premier chiffre se termine par un chiffre pair sont autorisés à circuler, et inversement les jours impairs. La nouveauté, c'est que les véhicules dont les numéros d'immatriculation sont terminés par des chiffres impairs, mais qui ont des plaques d'immatriculation dont le premier chiffre se termine par un chiffre pair sont autorisés à circuler, et inversement les jours impairs.

Gratuit, ne nécessitant aucun renouvellement, l'autocollant écologique est décerné selon des critères liés à la conception technique des véhicules. Soit récompensés pour leur contribution à la lutte contre la pollution atmosphérique les possesseurs de voitures « propres », à propulsion électrique ou fonctionnant au gaz de pétrole liquéfié (GPL) ; les propriétaires de véhicules à essence ou Diesel munis d'un pot catalytique, c'est-à-dire les voitures à essence

mises en circulation pour la première fois à partir du 31 décembre 1992, les voitures Diesel mises en circulation à partir du 1^{er} janvier 1997, les camionnettes à essence mises en circulation pour la première fois à partir du 1^{er} octobre 1994, les camionnettes Diesel mises en circulation à partir du 1^{er} octobre 1998. Les deux-roues ne sont pas concernés. Les camions non plus, mais ils seront soumis à des restrictions de transit.

TÂCHE DES POLICIERS SIMPLIFIÉE

Tous les propriétaires de véhicules peu polluants mis en circulation avant le 26 juin 1998 à 18 heures doivent désormais avoir reçu leur pastille verte à domicile. Sinon, c'est qu'il y a probablement un erreur d'adresse. « Dans [ce] cas, il est sans doute nécessaire d'aller effectuer un changement d'adresse sur sa carte grise à la préfecture de police », recommande-t-on à la préfecture de police de Paris, où l'on reçoit bon nombre d'appels téléphoniques émanant de conducteurs déçus de ne pas bénéficier de ce passe-droit. « D'autres retards concernent ceux qui se sont équipés de pots catalytiques avant janvier 1993 pour l'essence, et avant janvier 1997 pour le diesel. Mais les pastilles viennent de leur être envoyées. » Pour tous les véhicules peu polluants, neufs ou d'occasion, immatriculés depuis le 29 juin, la préfecture de police ou, à Paris, l'antenne de police de la mairie d'arrondissement, a commencé de délivrer la pastille en même temps que la carte grise. Pour le directeur de la circulation à la préfecture de police de Paris, Jean-Claude Terrier, la tâche

des policiers se trouvera simplifiée en cas de pic de pollution, la pastille permettant une identification immédiate des véhicules les moins polluants. « C'est un système plus intelligent puisque le tri des véhicules ne s'effectue plus de façon rustique, mais en fonction du caractère plus ou moins polluant du véhicule. » Il s'agit d'une « mesure d'équité ayant un fort intérêt pédagogique, puisqu'elle fait prendre conscience des différences d'émissions polluantes selon les véhicules », approuve également Jean-Félix Bernard, élu Vert au conseil régional d'Ile-de-France et président du Conseil national de l'air.

« Elle va dans le bon sens, poursuit-il, mais elle ne règle pas le fond du problème, qui ne trouvera de solution que dans le redéploiement des modes de circulation en faveur des transports en commun. » La pastille verte ne s'applique que dans les rares cas de pics de niveau 3. Et, contrairement à ce qui se passe en Allemagne ou en Italie, les automobilistes en bénéficiant ne sont pas les seuls autorisés à circuler en cas de circulation alternée : ils ne font que grossir le flot des véhicules dont la plaque d'immatriculation est conforme aux directives du jour. « Plutôt que d'imposer immédiatement des mesures plus contraignantes, peut-être peut-on prendre le temps d'évaluer l'impact des appels au civisme? », plaide M. Bernard, avant de reconnaître que, dans une dizaine d'années, avec le renouvellement du parc, la totalité des automobiles auront gagné le droit au passeport écologique.

Pascale Krémer

Stupeur dans le Haut-Rhin après les aveux du curé d'Oderen

MULHOUSE

de notre correspondant

Comme chaque 15 août, fête de l'Assomption, à la tombée de la nuit, les paroissiens d'Oderen, dans la haute vallée de la Thur (Haut-Rhin), descendent en procession la colline de l'église Saint-Nicolas pour rejoindre le pèlerinage de la Vierge, à l'entrée du village. Deux lieux de culte distants de quelques centaines de mètres, dont le Père Heckner, trente-cinq ans, curé du regroupement paroissial d'Oderen, Kruth et Wildenstein, que beaucoup appellent par son seul prénom, Jean-Luc, est désormais en prison.

Samedi soir, environ cent vingt fidèles avancent d'un pas lent en chantant des Ave Maria. La foi mariale et les apparences sont sauves, mais le cœur n'y est pas. Revenu à temps pour s'associer à la procession, le maire, Pierre Egler, est rapidement mis au courant de ce que, le matin même, les 2.500 habitants des trois villages découvriraient, dans un mélange d'effarement et d'incrédulité, à la lecture de la presse locale : les égarés sexuels de Jean-Luc, leur prêtre. Pourtant, devant les enquêteurs

de la brigade de recherches de Mulhouse, le jeune curé, interpellé mardi 11 août sur son lieu de vacances dans la Drôme, a avoué cinq viols et reconnu une série d'agressions sexuelles sur des garçons de onze à quatorze ans, pour la plupart ses propres servants de messe. Il a ensuite réitéré ses aveux devant le juge d'instruction, Marie-Catherine Marchioni, qui l'a mis en examen pour viols et agressions sexuelles sur mineurs de moins de quinze ans par personne ayant abusé de l'autorité que lui confèrent ses fonctions, et fait écrouer, jeudi 13 août, à la maison d'arrêt de Mulhouse. Les révélations du curé soupçonné de pédophilie font subir aujourd'hui aux paroissiens « comme une onde de choc », note le maire de Wildenstein, Geneviève Foltzer.

Depuis son arrivée, en octobre 1996, dans un contexte de crise des vocations religieuses à laquelle n'échappe pas la vallée de la Thur, la population, unanime, louait les services du Père Jean-Luc Heckner. Originaire de Mulhouse, ordonné prêtre en 1990, celui-ci avait été d'abord en poste à Savemé (Bas-Rhin), puis à Thann, une quinzaine

de kilomètres plus bas, où il était également aumônier de scouts. Pour le maire de Wildenstein, « il était sympathique avec tout le monde et s'occupait vraiment bien des jeunes ». Le maire d'Oderen ne renie rien des « excellentes relations » qu'il entretenait avec ce prêtre « si efficace qu'il avait su constituer l'équipe des servants de messe ».

« RIEN DE BIEN NOUVEAU »

Le Père Jean-Luc Heckner avait instauré, en moins de deux ans, un climat de confiance tel que les parents autorisaient volontiers leurs enfants à se rendre au presbytère, parfois à passer la nuit, ou à partir sous sa direction en séjour de montagne. C'est une plainte déposée à l'issue de l'un de ces séjours, fin juillet, qui a déclenché l'affaire. Le prêtre a reconnu des actes de pédophilie remontant à 1992, ne se montrant ni avare de détails intimes, ni soucieux de dissimuler son « homosexualité », ses « pulsions sexuelles », son « attrait pour les jeunes garçons » ou encore les « aubaines » qui s'offraient à lui de par ses fonctions, selon ses propos rapportés par les enquêteurs.

En marge de l'instruction, Mgr Joseph Doré, archevêque de Strasbourg, a réagi avec célérité, faisant savoir qu'il « laissera la justice suivre son cours sans chercher ni à excuser ni à couvrir l'un des siens ». A la sortie des offices des 15 et 16 août, dans des églises aux trois quarts vides, les paroissiens les plus âgés se sont souvenus de deux affaires similaires de pédophilie « qui avaient fait du grabuge », l'une chez le curé de Kruth à la fin des années 40, l'autre chez le curé de Wildenstein en 1960. Comme quoi, ont-ils ajouté, « il n'y a rien de bien nouveau ».

Ce qui n'excuse toutefois pas, ajoute le maire d'Oderen, « les faits graves reprochés à l'abbé Heckner s'ils se revêtent exacts », car « on ne touche pas à des enfants ». A moins que ces derniers, hasarde le curé de la paroisse voisine de Felling, le Père Landolin Mensch, soixante-trois ans, « ne soient allés un peu vite en besogne, dramatisant et montant en épingle une affaire qui n'est peut-être pas si grave que ça... ». Pour lui, « c'est sûr, on dénonce si facilement de nos jours ».

Lucien Naegelen

Strasbourg s'étend vers le sud et s'approprie le Rhin

En décidant d'aménager les friches du quartier de la place de l'Etoile, qui séparaient la capitale alsacienne de ses quartiers sud, de valoriser les rives du fleuve et de construire un nouveau pont vers l'Allemagne, l'équipe du nouveau maire, Roland Ries, appose sa marque sur la ville

STRASBOURG
de notre correspondant régional
Cela fait soixante-dix ans qu'on parle à Strasbourg d'aménager le quartier de la place de l'Etoile. Après un dernier échec sous l'ancien maire de la capitale alsacienne et actuel ministre de la culture, Catherine Trautmann, son successeur à l'hôtel de ville, Roland Ries, semble tenir le bon bout. Depuis un an qu'il est à la tête de la municipalité socialiste, c'est la première occasion pour lui d'attacher son nom à un projet strasbourgeois.

A partir de la place de l'Etoile, qui sépare dans le sens nord-sud le centre-ville du quartier populaire

du Neudorf (34 000 habitants), s'étend un espace de 300 hectares, le long d'un canal de jonction entre le canal Rhin-Rhône et le Rhin. Longtemps réservée aux activités de défense, cette zone a accueilli, au fil des décennies et au gré de l'amélioration des relations avec l'Allemagne, des activités portuaires et industrielles. Au fil de l'évolution économique, ce secteur s'est transformé en friche, « ce qui est indigne d'une ville comme Strasbourg », selon M. Ries.

Après de multiples tentatives, l'idée de mettre fin à cette anomalie en forme de no man's land entre Strasbourg et ses quartiers

sud a pris réellement forme en 1990, après l'arrivée des socialistes à la mairie. Un premier projet est parrainé par M^{me} Trautmann. Il est prévu d'implanter sur 17 hectares des immeubles de logements et de bureaux, une école, le conservatoire de musique, une patinoire, le nouvel hôtel de police, un multiplexe de 25 000 mètres carrés. Les commerçants du centre-ville de Strasbourg montent alors au créneau ; ceux du Neudorf et, avec eux, les riverains ainsi que les écologistes d'Alsace Nature font de même.

« TRAVAIL DE CONCERTATION »

L'enquête publique tourne au vinaigre pour le projet Trautmann : la commission donne un avis défavorable. Moyennant quelques aménagements, l'ancien maire persiste et signe. Sa volonté de passer en force entraîne un recours auprès du tribunal administratif, qui prononce le sursis à exécution en octobre 1997. M^{me} Trautmann est déjà partie siéger au gouvernement à Paris et M. Ries a le champ libre pour présenter « son » projet. Ce qui est

fait au mois de décembre suivant. « Le travail de concertation a donné lieu à un projet structuré, cohérent et très aéré, d'abord conçu pour s'intégrer à la ville et non s'imposer à elle. »

Au début juillet, le conseil municipal approuve à l'unanimité le « programme Ries », l'opposition ne manquant pas de saluer le « sens du dialogue » du nouveau maire. Il faut dire que la nature du projet a fondamentalement changé. Les implantations envisagées au départ sont maintenant réparties sur 50 hectares et il est prévu d'aménager un parc sur la place de l'Etoile, alors que des bâtiments devaient initialement y être

construits. Les commerçants sont satisfaits : l'hypermarché disparaît ; il sera créé à la place une rue piétonne où seront installés des magasins en pied d'immeubles et un supermarché en sous-sol de 4 000 mètres carrés. Malgré sa satisfaction face à ce résultat, Jean-Daniel Jung, président des « Vitaines de Strasbourg », manifeste encore quelque méfiance : « Au total, ce sont tout de même 23 000 mètres carrés qui seront réservés au commerce, et on pourrait à l'avenir s'en servir pour ressusciter l'idée d'hypermarché. »

Quoi qu'il en soit, le consensus existe aujourd'hui entre les différents protagonistes et l'affaire est

cette fois, semble-t-il, bien partie. A telle enseigne que la fin des travaux est prévue pour 2004, pour un coût estimé à plus de 2 milliards de francs. La réalisation de cette étape ouvre de nouvelles perspectives pour concrétiser cette vieille idée consistant à aménager les bords du Rhin du côté français afin d'aller « chercher » la petite ville allemande de Kehl, située sur la rive droite.

Pour donner un sens à cette revalorisation du secteur français le long du fleuve, Strasbourg a décidé de s'associer au « Jardin des deux rives », projet d'aménagement paysager et urbain des deux côtés du Rhin qui s'étendra sur 150 hectares. Sa première étape doit être achevée en 2004, année où se tiendra la Landesgartenschau (fioralie et festival des paysages typiques), qui est un événement national en Allemagne. Pour les responsables strasbourgeois, aménager ces terrains trop longtemps négligés « présente l'opportunité pour les vingt ans à venir de réaliser une étape importante du développement de l'agglomération ».

Marcel Scotto

Un second pont vers l'Allemagne en 2003

STRASBOURG
de notre correspondant
Les premiers appels d'offres pour le second pont sur le Rhin près de Strasbourg viennent d'être lancés par le ministère de l'Équipement. Ce pont reliera Eschau, au sud de la communauté urbaine de Strasbourg, et Altenheim, petite ville allemande sur l'autre rive. Il pourrait être terminé en 2003.

Ce projet a connu une très longue gestation. Inscrit en 1973 au schéma d'aménagement et d'urbanisme de l'agglomération strasbourgeoise, il n'a été intégré aux schémas allemands que dix ans plus tard. Les déclarations d'utilité publique ont été signées en 1996 en France et en 1997 en Allemagne. L'accord final a été scellé par le sommet franco-allemand de Dijon.

L'objectif est de délester l'unique passage actuel, le pont de l'Europe, entre Strasbourg et la petite ville frontalière de Kehl, dont le trafic frôle les 40 000 véhicules par jour.

Mais le budget de 160 millions de francs à partager entre les deux pays et, surtout, l'hostilité des écologistes et les réserves des communes concernées ont incité les Allemands à ne pas voir trop grand. Ils ont imposé un pont à deux voies seulement avec une piste cyclable, alors qu'il reliera les réseaux autoroutiers de part et d'autre du fleuve.

Les travaux devraient commencer en 1999 et durer trois ans. Le pont comptera trois travées pour une longueur totale de 457 mètres ; on y accèdera de part et d'autre par des viaducs. Les estimations prévoient 10 000 à 11 000 véhicules par jour dès la première année, dont 1 200 poids lourds. Le ministère français de l'Équipement, maître d'ouvrage du pont, a prévu des superstructures pour, éventuellement, plus tard, en doubler la largeur.

Jacques Fortier

Le Nord-Pas-de-Calais souhaite dépolluer ses sols par les plantes

LILLE
de notre correspondante
Comment reconquérir les sites pollués hérités de l'industrie et réparer les dégâts du passé ? Comment traiter en particulier les sols contaminés par les métaux lourds ? La question est essentielle pour la région Nord-Pas-de-Calais, qui détient le record en sites et sols pollués : en 1997, environ cent cinquante sites y ont été répertoriés, parmi lesquels quelques-uns des plus pollués d'Europe, comme Métalesop, dans le Douaisis.

A l'initiative de l'association EDA (Environnement et développement alternatif), qui, depuis plus de quinze ans, interpelle les pouvoirs publics, vient d'être lancé le premier centre expérimental de dépollution des sols contaminés par les métaux lourds (plomb, zinc et cadmium). Baptisé « Espace biotique », tout ce qui contribue au développement de la vie, ce projet rassemble autour d'EDA deux laboratoires universitaires de Lille, deux entreprises de la région spécialisées dans la dépollution (Aptinox et Ophrys) ainsi qu'un agriculteur implanté à Aubry, près de Douai, dont les terres sont fortement contaminées.

« Actuellement, explique Danièle Poliantre, la présidente d'EDA, si les effets des métaux lourds tant sur l'homme que sur la faune, la flore et l'eau sont connus, en revanche il existe peu de techniques de dépollution satisfaisantes en la matière. »

Certaines méthodes, comme le décapage des sols, sont coûteuses et mal adaptées. Cet espace va donc permettre de tester grandeur nature des techniques innovantes et de développer la recherche en biotechnologie.

Sur les parcelles mises à disposition par l'agriculteur impliqué, différentes méthodes de dépollution biologique vont ainsi être expérimentées. Il s'agira notamment d'utiliser la capacité de certains végétaux à absorber sélectivement et en grande quantité certains métaux lourds (phytoextraction). D'autres procédés dits de phytostabilisation seront également testés : il ne s'agit plus d'extraire les métaux mais de les fixer dans les sols.

« Ces méthodes de dépollution par les plantes ne sont pas nouvelles. Certaines font déjà l'objet d'études poussées, notamment en laboratoire », soulignent les responsables du projet. En revanche, c'est la première fois que plusieurs expériences utilisant des techniques différentes vont être menées en parallèle et à une aussi grande échelle. Elles permettront de sélectionner les plantes les mieux adaptées aux différents types de métaux. Les premières plantations ont été réalisées sur douze parcelles-tests. Quelques résultats pourraient être connus dès l'automne, une fois achevées les fauches de l'été.

Naëla Lemaire

DÉPÊCHES

■ **ÎLE-DE-FRANCE** : selon la chambre de commerce et d'industrie de Paris (CCIP), « affirmer que l'Île-de-France est la région la plus riche d'Europe est une interprétation contestable » d'une étude récemment publiée par l'INSEE (Le Monde du 14 août). La première place de la région dans le PIB européen (5 %) est « un élément de grande satisfaction », écrit la CCIP dans un communiqué. La chambre rappelle toutefois qu'en prenant en compte le PIB par habitant, indice selon elle « plus significatif », l'Île-de-France ne se classe qu'au 5^e rang européen, et que la région souffre de « difficultés réelles » dans les domaines de l'emploi et des conditions de vie.

■ **ALSACE** : la population du Haut-Rhin a la possibilité de consulter l'avant-projet sommaire de la première phase du TGV Rhin-Rhône dans les locaux de la préfecture à Colmar. Ce dossier avait été approuvé par le ministre des transports, Jean-Claude Gayssot, en mai dernier.

SIEMENS



Prenez votre avenir en mains

Dans quel monde vivons-nous ? Un monde où un portable dépasse les performances d'un serveur d'entreprise ? Un portable qui met en scène les dernières technologies de sécurité informatique : utilisation d'un lecteur de carte à puce plutôt qu'un simple mot de passe. Un portable ergonomique qui dispose d'un clavier infrarouge extractible et d'un boîtier en magnésium 100% recyclable.

Le monde du SCENIC Mobile 800 est meilleur. La preuve, sa récompense reçue lors du dernier Cabit « Best of Show Cabit 98 ». Un monde où le futur est déjà présent.

Pour en savoir plus sur notre gamme PC et serveurs : www.sni.fr/bepc ou SNI Info au 01 556 888 77.

SCENIC Mobile 800
Siemens.



هكذا من الامل

HORIZONS

TÉMOIGNAGE

COMMENT ILS 1 NOUS VOIENT



Douze France

A Calgary, il y a un célèbre rodéo avec des cow-boys en costume traditionnel. Plus tard, on ramène une paire de boîtes, peut-être pour être prêt à repartir à cheval.

Photographies d'Alain Potignon pour Le Monde.

L'imaginaire

« J'ai mal à la tête », dis-je en titubant à travers l'estrade, une main théâtralement appuyée sur la tempe - et tout le monde d'éclater de rire. Cela se passe dans une école publique de la ville d'Edmonton, à l'ouest du Canada, en 1960, c'est le jour des parents, j'ai six ans et demi et je viens de prononcer la première phrase complète que j'ai apprise en langue française. Plus tard, dans un lycée du New Hampshire, à la fin des années 60, années de guerre, de drogue et de rock, je chanterai à tue-tête avec une classe d'adolescents chevelus, en faisant voluptueusement traîner les voyelles, dix fois plus longuement qu'Edith Piaf : « mo-o-on ca-u-u-r qui-i-i ba-a-a-t ! » Ou encore, avec Boud Vian : « Prévenez vos gendarmes/que je n'aurai pas d'arme/et qu'ils pourront tirer. » « Ça veut dire quoi, tirer ? » France Imaginaire, France de la langue française, de la chanson et de la poésie françaises, qui jouit en Amérique du Nord d'un prestige énigmatique.

L'opaque

« C'est de la part de qui ? », dit la voix au téléphone, et je panique. C'est le 3 septembre 1973, je viens de poser le pied pour la première fois sur le sol français, j'ai réussi à mettre les bonnes pièces dans les bonnes fentes du téléphone et à demander à parler avec mon seul et unique contact sur ce continent, M^{me} Baratin, le n'importe pas, elle dirige l'annuaire parisienne de mon université new-yorkaise, et voilà qu'au lieu de me la passer, on me répond par cette phrase désespérément opaque : « C'est de la part de qui ? » Qu'est-ce que ça peut bien vouloir dire ? Encore et encore, au cours de cette première année, je serai confrontée à l'abîme qui sépare le français scolaire, livresque, fantasmagique qui est le mien, et le français vivant tel que les Français le parlent. Les enfants, surtout, me terrifient : des grappes d'enfants babillants de façon incompréhensible dans le métro, dans les cours de récré : comment se peut-il que des petits morveux sachent parler si bien, si vite, alors que moi, en dépit de mes diplômes, je n'arrive plus à coller trois mots ensemble ? L'effort continu pour comprendre me fatigue et me crispe ; parfois, en fin de soirée, je renonce à suivre la conversation et me mets à écouter les voix françaises comme une musique chaotique, dénuée de signification précise.

La monumentale

« Et là, sur votre droite... » Je me balade dans ce pays la bouche ouverte, les yeux exorbités, le cœur

battant. Tout m'impressionne au même titre : le palais du Trocadéro me semble exactement aussi magnifique que la Conciergerie ; le Mont-Saint-Michel ne me bouleverse ni plus ni moins que le quartier de la Huchette. Je reste encore émue quand des Français m'initient avec fierté à un monument ; je ne vois aucun équivalent possible de cette fierté chez les habitants de l'ouest du Canada, et, encore aujourd'hui, hochant la tête devant la bibliothèque humaniste de Sélestat, je murmure : « On n'avait pas ça à Calgary ! ». Mais il me semble aussi, parfois, que cette fierté rend les Français comme absents à eux-mêmes, qu'elle leur tient lieu d'être... comme si la grandeur passée de leur pays leur évitait d'avoir à se prendre en charge comme individus présents.

La gauchiste

« Et hop, Franco, plus haut que Carrero ! » Ma France des premières années, c'est encore un peu celle de Mai 68. Moi qui viens d'un monde où pour être politisé, il suffisait d'être pour ou contre la guerre du Vietnam, pour ou contre l'indépendance du Québec, je suis ébahie de rencontrer des jeunes gens de mon âge, le début de la vingtaine, dont les discours politiques sont aussi divers que péremptores : « Je te présente Pedro, il est mao, Hélène est trots, Philippe est marxiste-léniniste et Pierre est coco », nous défilons dans les rues le poing levé, buvant les gaz lacrymogènes à grandes goulées, ravis de souffrir pour la cause, débitant des insanités à qui mieux-mieux, je m'évertue à parler ce français-là aussi, à chanter L'Internationale, à scander « CRS-SS ! », à clamer, moi la petite chrétienne affranchie, qu'il faut faire sauter des gens, oui - et pas seulement Franco et Pinochet, beaucoup de gens, toute la bourgeoisie, quoi, c'est pour la Révolution, bon, ça va, et si on allait maintenant casser la croûte Chez Flo ?

La dragonneuse

« Vous êtes toute seule ? » Jusqu'à ce que je sorte enfin, ces dernières années, de la catégorie JFF (jolie jeune femme), les phrases débiles des dragueurs français ont été l'une des facettes les plus incontournables et les plus agaçantes de ma vie quotidienne. Pourtant j'adore séduire ! Mais jamais je n'ai pu m'habituer à cette effraction répétée de ma bulle

par Nancy Huston

Nancy Huston est née à Calgary (Canada) en 1953. Elle vit en France depuis 1973, partageant sa vie entre Paris et le Bery. Elle écrit ses romans directement en français. Nancy Huston a reçu le Prix Goncourt des lycéens 1996 et le Prix du livre-inter 1997 pour son roman *Instrument des ténébres* (Actes Sud). Elle a aussi publié, entre autres, *Les Variations Goldberg* (Actes Sud), *Carthage des plaines* (Actes Sud), *La Virevoite* (Actes Sud) et, en 1998, *L'Empreinte de l'ange* (Actes Sud).

d'intimité, le précieux anonymat des flâneurs. Une jeune femme qui marche dans la rue en lisant une lettre - « Elles sont bonnes, les nouvelles ? » - en mangeant un sandwich - « Vous m'en donnez une bouchée ? » - est continuellement soumise à ces non-rencontres. « Vous êtes toute seule ? - Non, mais j'aurais tellement voulu l'être... » Ou alors - sans mots - on la transperce du regard pour le pur plaisir de la voir rougir et détourner les yeux, ne pas savoir où se mettre. Il m'a fallu attendre la quarantaine pour conquérir, dans les rues de Paris, cette liberté que n'importe quel gamin de quinze ans prend comme son dû.

La théoricienne

« L'inconscient est structuré comme un langage. » Comme des centaines d'autres étudiants, j'assiste assidûment au séminaire de Lacan, qui égrene dans l'amphithéâtre bondé ses sentences impénétrables. Si je ne pose pas un magnétophone parmi les dizaines d'autres qui jonchent l'estrade, je prends des notes méticuleuses, m'efforce de reproduire avec fidélité la géniale syntaxe du Maître, et recopie ses schémas géométriques pour les colorier ensuite à la main. « Ici nous voyons le désir de la mère châtée en forme de tore... » Je garde encore les notes dactylographiées de ces cours, pour me rappeler jusqu'où il est possible d'aller dans l'asservissement. Les théoriciens, c'est un peu comme les monuments : ça m'éblouit et ça m'in-

timide en bloc. Mais il y a aussi, dans une catégorie à part : Roland Barthes. Cet homme à la fois fin et désabusé m'a appris à lire - des textes, mais aussi le monde comme texte ; à porter une attention maniaque aux mots et à leurs messages sous-jacents ; qu'il parlât de l'amour ou du Japon, de l'opéra ou des ratures, du neutre ou de la photographie, Barthes avait une grâce et une générosité de pensée qui n'appartenaient qu'à lui. Si j'ai eu un vrai maître, c'était celui-là, qui avait renoncé à toute forme de maîtrise.

La féministe

« Heureusement que je suis là pour représenter la France ! », dit Catherine. Et, comme cela nous arrive souvent, nous regardons autour de la table et constatons, étonnés, qu'en effet, des six, ou huit, ou dix convives qui depuis trois heures se délectent ensemble de mets français, boivent du vin français et partagent en français leurs problèmes, leurs opinions et leurs espoirs, la seule à être née dans ce pays est Catherine (ou François, ou Séverine, selon les cas). Les autres sont originaires d'Europe centrale, du Moyen-Orient ou de l'Amérique du Nord ; ils vivent ici depuis dix, vingt, ou trente ans et ne voudraient pour rien au monde vivre ailleurs. Leur expatriement a des raisons multiples et variées, mais tous chérissent, dans leur pays d'adoption, la place que ce pays sait ménager à la beauté et aux formes, qu'il s'agisse de littérature, de cuisine ou de conversation... Les Français savent vivre - et même, parfois, laisser vivre.

La conformiste

« Trop d'imagination ! », griffonne l'institutrice au bas d'une rédaction de ma fille. Le respect pour les formes se fige parfois (et ceci de façon spécialement déplorable dans les écoles) en vénération transie devant les normes établies. L'élégance se fait prétention, l'expression cesse d'être soignée pour devenir guidée, l'imagination est vouée aux gémonies et le ridicule n'est pas loin : « Il est instamment demandé aux usagers du garage, pour des raisons relevant tant de la sécurité que de l'hygiène, de veiller à bien refermer cette porte derrière eux au moment de quitter l'immeuble », conseille une pancarte à la sortie de mon garage - là où, dans mon pays d'origine, on se serait contenté de mettre : « Close the door ».

timide en bloc. Mais il y a aussi, dans une catégorie à part : Roland Barthes. Cet homme à la fois fin et désabusé m'a appris à lire - des textes, mais aussi le monde comme texte ; à porter une attention maniaque aux mots et à leurs messages sous-jacents ; qu'il parlât de l'amour ou du Japon, de l'opéra ou des ratures, du neutre ou de la photographie, Barthes avait une grâce et une générosité de pensée qui n'appartenaient qu'à lui. Si j'ai eu un vrai maître, c'était celui-là, qui avait renoncé à toute forme de maîtrise.

La cosmopolite

« Heureusement que je suis là pour représenter la France ! », dit Catherine. Et, comme cela nous arrive souvent, nous regardons autour de la table et constatons, étonnés, qu'en effet, des six, ou huit, ou dix convives qui depuis trois heures se délectent ensemble de mets français, boivent du vin français et partagent en français leurs problèmes, leurs opinions et leurs espoirs, la seule à être née dans ce pays est Catherine (ou François, ou Séverine, selon les cas). Les autres sont originaires d'Europe centrale, du Moyen-Orient ou de l'Amérique du Nord ; ils vivent ici depuis dix, vingt, ou trente ans et ne voudraient pour rien au monde vivre ailleurs. Leur expatriement a des raisons multiples et variées, mais tous chérissent, dans leur pays d'adoption, la place que ce pays sait ménager à la beauté et aux formes, qu'il s'agisse de littérature, de cuisine ou de conversation... Les Français savent vivre - et même, parfois, laisser vivre.

La conformiste

« Trop d'imagination ! », griffonne l'institutrice au bas d'une rédaction de ma fille. Le respect pour les formes se fige parfois (et ceci de façon spécialement déplorable dans les écoles) en vénération transie devant les normes établies. L'élégance se fait prétention, l'expression cesse d'être soignée pour devenir guidée, l'imagination est vouée aux gémonies et le ridicule n'est pas loin : « Il est instamment demandé aux usagers du garage, pour des raisons relevant tant de la sécurité que de l'hygiène, de veiller à bien refermer cette porte derrière eux au moment de quitter l'immeuble », conseille une pancarte à la sortie de mon garage - là où, dans mon pays d'origine, on se serait contenté de mettre : « Close the door ».

La persiflaeuse

« Comment, il avait quatre enfants, dont un nourrisson ? Berk, les biberons, les couches, le coca - pas étonnant qu'il se soit suicidé ! » De toutes les traditions françaises, le persiflage est celle que j'aime le plus, celle que je refuse de faire mienne - celle qui, après un quart de siècle en France, me choque encore comme au premier jour. Du reste, il s'agit d'une tradition davantage parisienne que française, mais philosophes et politiciens d'envergure s'y adonnent allégrement : « Gueule de salaud latin » et « Durafour crématoire » résonneront toujours dans mes oreilles. Ton de supériorité facile, goût pour le bon mot à tout prix, besoin de se moquer de la faiblesse, de la sincérité, du premier degré... Comme je n'aime pas m'énerver, évite comme la peste les hauts lieux du persiflage : cocktails, hebdomadaires, débats télévisés.

La profonde

« Marcel a emporté ma mémoire avec lui », me dit en riant la vieille Madeleine, notre voisine du Bery, qui a perdu son mari il y a trois ans et qui, depuis, perd peu à peu pied dans ses souvenirs. C'est dans cette région dont les habitants sont réputés superstitieux, bornés et renfermés, que nous avons choisi de nous enraciner. Certes, pour les paysans de notre Boischaud sud, même les habitants de Bourges font figure d'étrangers. Mais, confrontés à une famille dont les membres sont nés à Sofia, à Calgary et à Tunis, ils ont renoncé à la méfiance : face à des extraterrestres, on est forcément curieux ! Peu à peu, ils nous ont adoptés, notre fils est né sous les mains expertes d'une sage-femme berrichonne nommée Froust, et c'est peut-être dans le Bery que nos attaches sont maintenant les plus sereines, les plus solides. C'est là que nous allons au cimetière à la Toussaint, pour nous souvenir de Marcel, de Raymonde, de Pierre et de Sabine... Là, enfin, dans cette terre française si secrète de bocages et d'étrangs, de bouchures et de bois, de petites églises romanes et de vaches charolaises, que nous aurions envie de reposer à la fin de l'histoire.

Prochain article : Norman Spinrad

مركز من راحل

Développement durable et territoires performants

par Pierre Richard

AINSI, il aura fallu une éclatante victoire sportive pour que soit rappelé à tout un peuple que le succès et le dynamisme sont les fruits d'un long travail préparatoire, d'un effort constant et réfléchi qui se déploie dans la durée. On avait dit la France déchirée, individualiste, atteinte de myopie, mais cette victoire fut celle de la nation retrouvée, de l'élan commun et du pari pris sur le long terme.

Alors il est tentant - et pourquoi s'en priver ? - de s'inspirer de ce succès pour remettre à l'honneur l'action collective, précisément là où elle touche le plus directement les Français, c'est-à-dire l'échelon local, au plus près du terrain. La politique de « décentralisation à la française », bien qu'instaurée il y a moins de vingt ans par les lois de 1982, montre déjà ses résultats. Il reste certainement beaucoup à faire encore, et beaucoup d'impérfections à corriger, mais il n'en demeure pas moins que les collectivités locales françaises, prises dans leur ensemble, peuvent être légitimement données en exemple en ces temps de construction européenne.

Les finances locales sont en excellente santé, ainsi que le souligne le dernier rapport de l'Observatoire des finances locales. En dégageant dès 1997 un excédent de financement de 20 milliards de francs, les collectivités locales ont joué un rôle essentiel dans la qualification de la France pour l'euro et le respect des critères de Maastricht. Et cette situation devrait perdurer, puisque 1998 est caractérisée par une progression modérée des dépenses de fonctionnement (+2,7 % en francs courants) et une capacité d'autofinancement record estimée à 100 milliards de francs.

Or, si les premières années de la décentralisation se sont placées dans un contexte économique porteur qui a permis, dès 1982, le lancement de grands programmes d'investissement comme celui des lycées et des collèges, le retournement conjoncturel brutal enregistré à partir de 1991 a lourdement pesé sur l'action locale, contraignant les collectivités locales et les élus à une politique de rigueur. Ils ont en tendance à adopter le plus souvent un comportement attentiste, marqué par la réduction des investissements et la priorité donnée au désendettement financé par une hausse continue de la fiscalité. Mais la conjoncture économique a profondément changé depuis : de l'avis des experts, nous sommes entrés dans un cycle de croissance mondiale durable, évaluée à 3 % par an en moyenne, au moins jusqu'à 2002.

Ainsi les années à venir seront-elles caractérisées par une inflation maîtrisée, par des taux d'intérêt qui devraient rester à un niveau bas et par l'avènement de l'euro.

Au sein de cette nouvelle zone euro, qui constituera un véritable aimant pour les capitaux internationaux, il est donc temps d'agir, et la France doit saisir sa chance et mettre tous les atouts de son côté pour renforcer sa compétitivité. La période de doute et de grisaille vécue ces dernières années par les collectivités locales est révolue, et le moment est propice pour lancer un nouveau projet mobilisateur.

Ce d'autant plus qu'il convient de réagir car nous sortons d'une période où, avec en moyenne +1,4 % l'an, la croissance de notre PIB par habitant a évolué moins vite que dans d'autres grands pays voisins et où l'investissement national a baissé de façon continue (-0,7 % l'an), alors qu'il a progressé nettement dans d'autres pays : +2,5 % l'an au Royaume-Uni et +6 % l'an aux États-Unis.

Il s'agit tout d'abord d'améliorer l'environnement institutionnel dans lequel agissent nos entreprises créatrices de richesses et d'emplois. La compétitivité de notre pays dépend également de l'efficacité de notre appareil administratif, à ses différents échelons. Plus que jamais, la priorité revient à la réforme de l'État qui, et plus

ronnement de toute nature qui menacent à terme leur santé et leur qualité de vie.

L'État, par son projet d'instaurer une véritable fiscalité écologique, montre qu'il souhaite encourager le comportement citoyen des industriels et des consommateurs. C'est un premier signal. Mais il appartient aux collectivités locales, responsables de la réalisation et de la gestion des trois quarts des équipements collectifs en France, de prendre le relais en affichant leur volonté d'investir en faveur du développement durable, en cohérence avec les orientations du projet de loi sur l'aménagement durable du territoire. Il y a là une occasion exceptionnelle pour les pouvoirs locaux de regagner un prestige amoindri par les « affaires » de ces dernières années. La démocratie en sortira renforcée.

Face à un tel défi, peut-on dès lors suggérer à nos élus locaux, comme à la veille d'une compétition sportive, que soit dès maintenant pris le temps nécessaire pour assurer ce qui est le fondement même de l'action politique locale : le temps d'anticiper et de planifier ?

Anticiper, c'est prendre la mesure

Mettons-nous au diapason de la nouvelle logique territoriale de l'économie européenne, en renforçant progressivement nos institutions régionales et intercommunales, futurs pivots de notre organisation spatiale

particulièrement aujourd'hui, se doit d'être un stratège plutôt qu'un gestionnaire, un arbitre plutôt qu'un bureaucrate. Les Français attendent beaucoup de lui, mais il lui appartient avant tout de définir les options du long terme, et de les faire partager par les forces vives de la Nation.

Il s'agit ensuite de garantir l'attractivité de notre espace économique. La France offre déjà une exceptionnelle diversité de territoires susceptibles de répondre aux besoins très variés des populations et des entreprises. Mais ces territoires doivent dorénavant se mesurer avec les différentes régions d'Europe pour accueillir les investissements et les emplois.

Dans cette compétition, notre pays doit utiliser ses vrais atouts : renouant avec sa tradition de pays soucieux de la qualité de ses infrastructures, la France doit devenir aujourd'hui le champion européen du développement durable, c'est-à-dire d'une croissance économique respectueuse de l'environnement. Nos concitoyens, et en particulier les jeunes, ne supportent plus les atteintes à l'environnement, proche de celui de la CDU. Le militant écologiste et antimilitaire des années 80 est le premier défenseur des autonomistes. Il ne veut pas entendre parler de la réforme fiscale des Verts et préconise un abandon du nucléaire négocié sur plus de vingt ans. Quant à la politique étrangère et de défense de l'Allemagne, l'ex-pacifiste Schröder a expliqué, début août à Washington, qu'il mènerait la même que M. Kohl.

En Allemagne, des villes-pilotes, comme Heidelberg, redéfinissent complètement, en coopération

avec le secteur productif, leurs politiques d'équipement et de services publics pour les mettre au service d'une croissance plus économe et soucieuse de l'environnement.

L'heure n'est donc plus au désinvestissement frileux ; il s'agit pour la France, au contraire, d'investir autrement. Sait-on que le maintien en bon état des équipements collectifs existants, source d'économies de gestion et de moindres nuisances, nécessite d'investir chaque année près de 120 milliards de francs, auxquels il convient d'ajouter au moins 60 milliards de francs d'investissements nouveaux pour assurer une meilleure qualité de l'environnement - par exemple, pour l'eau, l'assainissement, les déchets et les espaces naturels - ou éviter à terme l'asphyxie des transports en ville ?

Planifier, c'est s'assurer les moyens d'entreprendre, c'est-à-dire définir une véritable stratégie financière et fiscale et l'intégrer dans un mode de pilotage qui puisse répondre aux aléas de l'économie.

La très bonne santé financière des collectivités locales leur permet de répondre à ces exigences. Au moment où se dessine la reprise de la croissance, qui se traduira mécaniquement par une hausse des bases fiscales, et où un pacte régira de manière plurianuelle les relations financières entre l'État et les collectivités locales, celles-ci peuvent escompter une évolution favorable de leurs recettes fiscales ou de transfert. Compte tenu de leur forte capacité d'autofinancement et de taux d'intérêt très favorables, les collectivités locales peuvent s'inscrire désormais dans une logique du long terme, qui doit les conduire à investir à nouveau, tout en réduisant leur prélèvement fiscal.

En seize ans, nos élus locaux sont devenus des acteurs économiques à part entière, et reconnus comme tels. Il leur revient d'être les véritables facteurs d'une modernisation en profondeur de la décentralisation, en élargissant à celle-ci une ambition : le développement durable qui ne naîtra que des initiatives locales. Certaines collectivités locales sont déjà pionnières dans ce domaine. Mettons-nous au diapason de la nouvelle logique territoriale de l'économie européenne, en renforçant progressivement nos institutions régionales et intercommunales, futurs pivots de notre organisation spatiale.

Se donner dès aujourd'hui les moyens d'agir ensemble pour demain réussir ensemble : le pari est lancé. Allez les élus !

Pierre Richard est président de DEXIA et président du Crédit local de France.

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
TÉL. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-52-99
Internet : http://www.lemonde.fr

EDITORIAL

Les assassins d'Omagh

Il fallait faire des morts, beaucoup. Il fallait tuer à nouveau la population civile qui, à 71 %, a approuvé les accords de paix signés à Stormont en avril dernier. Il fallait replacer les responsables politiques des deux communautés, catholique et protestante, dans l'impossibilité de poursuivre ce qu'ils ont entrepris depuis le printemps : travailler ensemble. Il fallait recréer ces fossés de haine et de peur, creusés par trente années d'une guerre dite « civile », en fait largement religieuse, qui a déjà fait 3 500 morts, que les gens d'Irlande du Nord étaient, péniblement mais courageusement, en passe de combler.

Pour le carnage et l'honneur, les auteurs de l'attentat à la voiture piégée qui, samedi 15 août en début d'après-midi, a ravagé la petite ville d'Omagh, en Ulster, à l'ouest de Belfast ont « réussi » : le dernier bilan faisait état de vingt-huit morts - dont plusieurs enfants - et de plus de deux cents blessés, dont certains encore dans un état grave. Pour le reste, c'est-à-dire l'objectif « politique » apparemment visé par les terroristes, rien n'est encore sûr.

Tout semble désigner des dissidents de l'IRA, l'Armée républicaine irlandaise, qui lutte pour la réunification de l'Irlande. Refusant le cessez-le-feu décrété par les chefs républicains - comme par les milices protestantes les plus extrémistes - rejetant les accords de paix, ils ont créé une « IRA véritable ». Le 1^{er} août, elle s'était déjà manifestée par un attentat à la voiture piégée. Ses communiqués annoncent la poursuite de la « lutte armée » et dénoncent la politique « d'abandon » de l'IRA.

Mais le risque est grand de se tromper sur ce que sont et veulent vraiment ces dissidents de l'IRA, d'autant plus qu'il y a au moins deux autres groupes qui ont rompu avec la direction républicaine. Ils ne refusent pas les accords de paix parce qu'ils seraient insuffisants. Ils ne continuent pas à user de la terreur parce qu'ils voudraient forcer une réunification plus rapide de l'Irlande. Non, ils refusent la paix, le dialogue politique, le compromis entre les deux communautés, parce qu'ils veulent le maintien du statu quo, le maintien d'un climat de conflit armé.

Parce qu'ils en vivent. Parce que cet état-là, de guérilla larvée, de terrorisme et de contre-terrorisme, est leur raison d'être. Il justifie les tactes, les rackets et les rackets, bref toute une activité de grand banditisme auquel ils se sont habitués à l'abri de la « cause ». La persistance du conflit armé leur permettait de « légitimer » le contrôle social qu'ils exercent sur une partie de la population. Ce sont des « fascistes », n'hésitent pas à conclure le nationaliste catholique John Hume, un des hommes les plus courageux de la province, « parce qu'ils refusent le verdict de 71 % de la population ».

Leur victoire serait de casser le processus de paix, de briser le début d'administration commune de la province par un gouvernement et une assemblée mixtes, d'empêcher l'esquisse de solution politique qui se profile à l'horizon. M. Blair l'a bien compris. Le premier ministre a en mille fois raison de dire qu'il ne laisserait pas des criminels « saboter l'avenir ».

LE MONDE est édité par la SA LE MONDE
Président du directeur, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani / Directeur adjoint : Dominique Lévy, directeur général
Nobél Jean Bergeron, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Séverine Picot
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lecomte, Robert Solé
Rédacteur en chef : Jean-Paul Bessis, Pierre Georges
Laurent Gribben, Erik Jurewicz, Michel Kaban, Bernard Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Rouvenot
Rédacteur en chef technique : Eric Anas
Secrétaire général de la rédaction : Alain Pouchain

Mémoires : Thomas Perreux
Directeur éditorial : Luc Falloux / directeur délégué : Anne Chassagnon
Conseiller de la direction : Alain Robit / directeur des relations intercommunales : Étienne Huet

Conseil de surveillance : Alain Miné, président ; Gérard Courtois, vice-président
Autres directeurs : Hubert Bernès-Méry (1944-1969), Jacques Fauret (1969-1982), André Lacroix (1982-1985), André Pouchain (1985-1991), Jacques Lacroix (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1894.
Capital social : 90 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs de Le Monde », Association Hubert Bernès-Méry, Société anonyme des Editions de Le Monde, Le Monde Éditions, Le Monde Investissements, Le Monde Presse, Jean Pressat, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Entretiens secrets à Moscou

PRÈS de trois semaines d'entretiens secrets, une entrevue avec le maréchal Staline, cinq rencontres avec M. Molotov : telle est, sommairement résumée, l'histoire des négociations des quatre sur le problème allemand. Mais où en est-on ? Le silence persiste toujours dans les capitales intéressées, ce qui permet aux optimistes comme aux pessimistes d'échafauder des hypothèses faisant prévoir la réussite ou l'échec des pourparlers préliminaires.

Notre correspondant à Washington constate cependant que le gouvernement des États-Unis garde l'espoir de diminuer la tension entre l'Est et l'Ouest, et souligne que la volonté de paix est au moins aussi grande aux États-Unis qu'en URSS. Or il est un point sur lequel tout le monde s'accorde : si, trois ans après Potsdam, l'effort actuel échoue, les risques de guerre dans un monde ré-

remédiablement deviendront très grands, et l'essentiel des ressources des nations sera absorbé par les programmes de réarmement.

Ce qui demeure inquiétant et semblerait donner raison aux pessimistes, c'est que depuis le début de la négociation des quatre, la crise de Berlin s'est poursuivie sans la moindre atténuation. Rien n'a été fait pour remédier au conflit des monnaies, de la police, du ravitaillement, des transports, et les Anglo-Saxons n'ont fait que consolider leur pont aérien. Bien que la revendication essentielle des Russes, depuis la conférence des Huit à Varsovie, ait été la suspension de toutes les mesures entreprises pour organiser l'Allemagne occidentale, rien ne porte à croire à un freinage sérieux des plans prévus par les accords de Londres.

(18 août 1948.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDDO
ou 06-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30
Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Y a-t-il un projet Schröder ?

Suite de la première page

Le candidat venu de Hanovre manque-t-il alors de crédit international face au « grand européen » Kohl ? Il comble cette faiblesse en multipliant les voyages à l'étranger, en Israël, en Pologne, en France ou aux États-Unis. Objectif numéro un : apparaître à la télévision aux côtés des grands de ce monde.

Quelles sont alors, si en a, les convictions de M. Schröder ? Le chef des Jeunes socialistes, qui se déclarait marxiste dans les années 70, chante aujourd'hui un hymne aux entreprises et à l'innovation. Sa conversion à l'économie de marché ne fait pas de doute, il en a payé le prix, ayant été exclu en 1995 de ses fonctions de porte-parole économique du parti pour avoir dit qu'il « ne s'agit pas de faire la différence entre une politique économique social-démocrate et une politique conservatrice, mais entre une politique moderne ou non ». Le secret de M. Schröder, c'est qu'il a le même programme économique et social que les chrétiens-démocrates (CDU). Il a certes donné quelques gages à la gauche du SPD, indiquant sa volonté de « corriger » cer-

taines réformes impopulaires de M. Kohl, celles sur les congés-maladie, les retraites, les licenciements ou l'impôt sur la fortune. Mais, au-delà, M. Schröder compte faire passer les réformes - notamment celle de la fiscalité - que M. Kohl n'est pas parvenu à imposer. Avec de cette proximité avec la droite, M. Schröder a déclaré début août à Phebdomadahn Die Zeit que la réforme fiscale serait faite « avec la CDU ».

Le candidat SPD est d'ailleurs aidé de ses futurs ministres de l'économie et du travail, des hommes qui ont personnellement choisis et qui espèrent la gauche du parti par leurs projets, souvent plus « libéraux » que ceux de M. Kohl. Le premier est le Bill Gates allemand, Jost Stollmann, membre de la CDU jusqu'au milieu des années 80 ; le second, Walter Rister, le numéro deux du syndicat de la métallurgie IG Metall, un réformateur contesté parmi les syndiqués mais apprécié du patronat. En tenant à côté de ces deux signataires un discours rassurant sur la justice sociale, M. Schröder tente de souligner la schizophrénie d'une population qui ressent la nécessité des réformes mais ne les accepte plus, persuadée que M. Kohl a entrepris la destruction du modèle social allemand.

En politique intérieure, M. Schröder a aussi évolué. L'avocat d'anciens terroristes de la Fraction armée rouge tient aujourd'hui un discours ferme en matière de sé-

curité, proche de celui de la CDU. Le militant écologiste et antimilitaire des années 80 est le premier défenseur des autonomistes. Il ne veut pas entendre parler de la réforme fiscale des Verts et préconise un abandon du nucléaire négocié sur plus de vingt ans. Quant à la politique étrangère et de défense de l'Allemagne, l'ex-pacifiste Schröder a expliqué, début août à Washington, qu'il mènerait la même que M. Kohl.

DÉMOGOGUE

La différence entre MM. Kohl et Schröder, c'est que le premier a finalement peu changé en seize ans, tandis que le second, qualifié de « cambélon » par la CDU, est effectivement méconnaissable. A force de vouloir coller à l'opinion publique, il glisse parfois vers la démagogie. Pour sauver quelques emplois, M. Schröder nationalise, début 1998, pour quelques mois, l'entreprise sidérurgique Preussag Stahl, en passe d'être reprise par une entreprise autrichienne ; quelques semaines plus tard, il déjeune avec le dictateur de Biélorussie Loukachenko, mis au ban de l'Union européenne pour atteintes aux droits de l'homme, afin d'aider une entreprise de sa région, le fabricant de pneumatiques Continental. Les Allemands sont inquiets de la montée de la criminalité, qu'ils attribuent aux étrangers ? « Dehors et vite », lance-t-il pendant l'été 1997 à l'intention des délinquants étrangers, chassant sur les terres de la

très conservatrice Union social-chrétienne (CSU) de Bavière. L'arrivée des travailleurs de l'Est fait peur ? M. Schröder demande une longue période de transition avant d'accorder la liberté de circulation aux travailleurs polonais lors de l'élargissement de l'Union européenne.

Ainsi, l'euro-scepticisme de M. Schröder redite surtout les inquiétudes actuelles des Allemands dans un pays qui peine à moderniser son système de protection sociale. Celui qui explique qu'il faut légitimer la construction européenne auprès de la population change d'humeur en même temps que ses concitoyens. M. Schröder est resté longtemps dubitatif sur les vertus de la monnaie unique, alors que les Allemands voulaient garder le mark. Aujourd'hui, l'euro est là, les Allemands sont pour. M. Schröder aussi. Si le candidat social-démocrate n'a pas de projets déraisonnables ou inquiétants, il ne semble guère préparé non plus à se battre contre l'opinion publique, pour imposer des eumessies ou la monnaie unique, comme l'a fait M. Kohl. Cette absence de vision est-elle si grave ? Huit ans après l'unification allemande et à quelques mois de la création de l'euro, Gerhard Schröder répète que les grandes décisions stratégiques ont été prises et qu'il faut s'atteler maintenant à une tâche ingrate, celle de les mettre en place.

Arnaud Leparmentier

هكذا من الامم

ENTREPRISES

LE MONDE / MARDI 18 AOÛT 1998

CRISE Placées aux avant-postes de l'économie mondiale, les matières premières subissent de plein fouet depuis plusieurs mois la crise asiatique. ● LA BONNE TENUE de l'économie améri-

caine et la reprise de la croissance en Europe n'ont pas suffi pour compenser le manque à gagner en Asie, devenue un débouché essentiel pour les matières premières. ● LE PÉTROLE se

trouve ainsi au plus bas depuis 10 ans ; l'or a atteint ses plus mauvais cours en 18 ans et le cuivre est descendu à son prix-planche depuis 11 ans. La majorité des mines ne sont plus rentables aux

cours actuels des métaux. ● POUR ÉVITER UN EFFONDREMENT, des groupes occidentaux ont réduit leur production mais ne sont pas parvenus à redresser les prix. ● LES MARCHÉS redoutent

désormais une dévaluation de la devise chinoise, le yuan, qui aggraverait la dépression. ● LES PRODUCTEURS, qui perdent de l'argent, s'apprêtent à faire des révisions décriantes.

Les matières premières emportées à leur tour dans le typhon asiatique

Pétrole, or, métaux, céréales, sucre, papier..., les cours ne cessent de baisser depuis le début de la crise en Asie. Les mines ne sont plus rentables. Les producteurs perdent de l'argent et redoutent une dévaluation de la monnaie chinoise

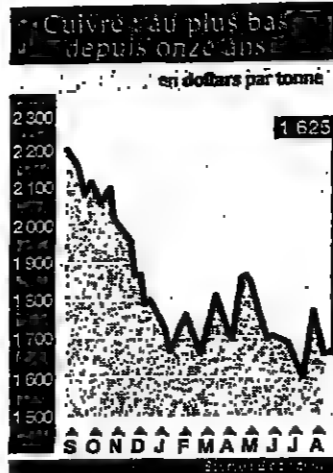
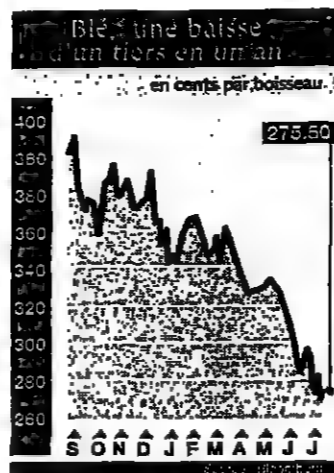
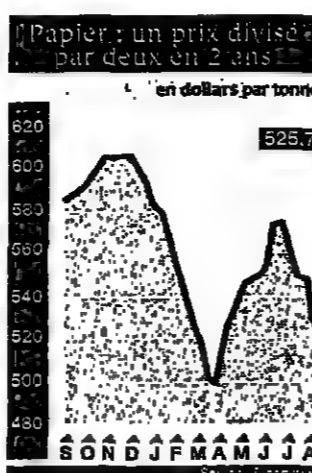
LES MARCHÉS de matières premières ont beau se savoir soumis à des hauts et des bas, ils ne paraissent pas connaître de telles chutes. Placés aux avant-postes de l'économie mondiale, ils subissent tous, depuis un an, les contrecoups de la crise asiatique. Après la dévaluation du baït, la monnaie thaïlandaise, en juillet 1997, les cours des matières premières se sont écroulés les uns après les autres. Le nickel a perdu 41,6 % de sa valeur depuis septembre et atteint péniblement 4 150 dollars la tonne. L'aluminium a vu ses cours diminuer de 24 % en un an et dépasse à peine 1 400 dollars la tonne. La pâte à papier reste à la moitié de sa valeur par rapport à 1996. Désormais les matières premières affichent désormais des superlatifs de déprime : le pétrole, au plus bas depuis dix ans ; l'or, à ses plus mauvais cours en dix-huit ans ; le cuivre, à son prix-planche depuis onze ans ; le maïs, avec les pires tarifs en six ans.

Les analystes qui avaient espéré, à l'automne, que le marché se ressaisirait ont abandonné cet espoir. Au fil des semaines, les seuls de résistance, supposés être des planchers de soutien pour les cours, ont tous été brisés. Plus aucun intervenant n'ose désormais prédire un rétablissement. Les fonds d'investissement qui sont restés sur les marchés des matières premières ont pris les mêmes positions : à la baisse.

Aucun signe d'amélioration ne se dessine. Avec la crise asiatique, les marchés des matières premières sont privés d'une part importante de leurs débouchés. En quelques années, la part de l'Asie - hors Japon - dans la consommation mondiale de cuivre est passée de 7 % à 16 %, dans le nickel de 5 % à 15 %. Le Japon, la Chine et la Corée sont respectivement deuxième, troisième et cinquième utilisateurs mondiaux de cuivre, de nickel et de zinc. Leur poids dans la demande de produits agricoles est devenu aussi important. La seule annonce, la semaine dernière, que l'Indonésie, troisième importateur de sucre de l'Asie, derrière le Japon et la Corée, allait diminuer de moitié ses achats cette année, a fait retomber les cours.

CALAMITÉS

La bonne tenue de l'économie américaine et la reprise en Europe n'ont pas été suffisantes, au premier semestre, pour absorber le manque à gagner en Asie et maintenir les cours. Dans ce contexte, les annonces de récoltes exceptionnelles de blé, de maïs, de café sont accueillies comme des calamités. Sur le marché des métaux, la même abondance règne. D'autant que les productions affluent en masse sur les marchés. Privés d'une partie de leurs clients et à la recherche de devises à tout prix, des producteurs locaux déversent à tour de bras



leurs produits. Malgré la chute des cours, des groupes d'Afrique du Sud et d'Australie vendent des tonnes d'or, pour compenser leurs pertes de change. De même, les fabricants d'aluminium russes poussent les feux pour augmenter leur production et la vendre en Europe.

Pour éviter la constitution de stocks massifs, qui auraient encore aggravé la dépression des cours, des groupes occidentaux, mais aussi chinois, jouent le rôle de régulateurs. Ils ralentissent ou gèlent leurs capacités de production, arrêtent l'exploitation de leurs mines, entreposent des produits dans leurs usines. Cette politique a évité le

gonflement des stocks. Sans pour autant faire remonter les prix.

Car ce n'est plus l'évolution des stocks disponibles qui influence aujourd'hui les marchés de matières premières mais le dollar. Au moindre raffermissement de la monnaie américaine face au yen, les cours plongent. Alors que la crise financière a déjà considérablement réduit les capacités de financement des économies de l'Asie, toute baisse supplémentaire de la monnaie japonaise et des autres monnaies régionales, selon les intervenants, ne peut qu'aggraver la récession dans la région. Avec des conséquences immédiates : baisse de la production industrielle, de la

consommation, et donc nouvelle diminution de la demande des matières premières. Les craintes de dévaluation du yuan accentuent encore les angoisses. Des scénarios catastrophes circulent au London Metal Exchange, marché londonien des métaux ou au Comex, marché des matières premières à New York. Ils se terminent tous de la même manière : un effondrement généralisé des matières premières.

LICENCIEMENTS MASSIFS

Avant même cette dernière extrémité, les producteurs ont déjà le sentiment de vivre en enfer. Bien qu'ils aient entrepris, ces dernières années, de très grands efforts pour

abaisser leurs coûts et diminuer leur vulnérabilité aux cycles, de nombreux groupes n'arrivent plus à résister : la plupart perdent de l'argent. Ainsi, si les papeteriers sont parvenus à sauver leurs bénéfices au premier semestre, les fabricants de pâte, eux, souffrent. A 520 dollars la tonne, les prix de la pâte à papier suffisent à peine à couvrir leurs coûts de production. La majorité des mines de cuivre, de nickel, d'or ne sont plus rentables aux cours actuels des métaux, de même que des installations d'aluminium.

Les groupes tentent de combler les voies d'eau, au plus vite : des plans massifs de licenciements sont annoncés ; des projets sont annulés. Inco, le premier producteur mondial de nickel, a reporté sine die l'exploitation de Voisey's Bay (Labrador) : la mine canadienne de nickel est, pourtant, considérée comme la plus rentable du monde. Dans la foulée, le groupe minier canadien a aussi annoncé la mise en vente de sa participation (85 %) dans la mine de nickel de Goro, en Nouvelle-Calédonie. British Petroleum (BP) et Amoco ont annoncé, le 11 août, la première fusion dans le secteur pétrolier depuis des décennies. Ces révisions ne sont que les premières. Si la crise perdure ou s'amplifie, le monde des matières premières pourrait avoir à faire des choix encore plus radicaux.

Martine Orange

La justice s'intéresse à Europavie

LE DOSSIER de la société d'assurance-vie en faillite Europavie a pris un nouveau tournant. Selon les informations de *La Tribune* du 17 août, une information judiciaire a été ouverte suite à l'enquête préliminaire du parquet de Nanterre (Hauts-de-Seine). Bernard Meille, administrateur judiciaire nommé en décembre par le tribunal de commerce de Nanterre, avait été contraint de demander la liquidation de la société d'assurances (*Le Monde* du 23 juillet). Les sept compagnies qu'il avait contactées avaient jeté l'éponge. Selon le rapport du liquidateur, les dirigeants sociaux ont disposé des actifs de la société « comme s'ils étaient leurs biens propres ». La commission de

contrôle des assurances doit se réunir mercredi 19 août pour se prononcer sur la liquidation d'Europavie, décision qui devra ensuite être validée par un arrêté de Bercy.

Ce serait la première liquidation d'une société d'assurance-vie en France. Créée en décembre 1987 et spécialisée dans les contrats d'assurances adossés à des placements immobiliers, Europavie a été touchée de plein fouet par la crise du marché, ce qui a provoqué son rachat par le groupe de BTP et d'immobilier Thinet en 1995.

Parallèlement, plusieurs représentants des assurés (au nombre de 5 000) veulent placer l'affaire sur le terrain politique. Le tribunal

administratif avait répondu positivement à leur demande en ordonnant une expertise sur la gestion de la compagnie. Mais Bercy a fait appel de cette décision, estimant que l'affaire devait être jugée sur le fond et non en référé. Cette expertise se serait notamment penchée sur les conditions dans lesquelles les agréments ont été délivrés par le ministère des finances et la commission de contrôle des assurances. La nécessité d'un dispositif de sécurité de place en assurance s'avère urgente. Le projet devrait être présenté par les pouvoirs publics à la fin de l'été (*Le Monde* du 14 août).

P. Sa

L'empire sud-américain de Telefonica

MADRID de notre correspondant C'était la certise qui manquait au gâteau : en emportant pour 5780 millions de reales (environ 28,9 milliards de francs), à la fin du mois de juillet, les enchères pour Telesp - la troisième plus grande entreprise de télécommunications d'Amérique latine qui dessert l'État de Sao Paulo -, l'espagnol Telefonica a emporté le meilleur « morceau » de la privatisation du géant du téléphone brésilien, Telebras (*Le Monde* du 31 juillet). Sa filiale à l'international - Tisa - vient ainsi d'ajouter une pièce majeure à son empire sud-américain. Pour le président de Telefonica, Juan Villalonga : « A partir de maintenant, il n'y a

plus qu'un seul opérateur global en Amérique latine : Telefonica ».

Telefonica, qui contrôle aussi depuis juin 85,1 % de CRT (Compañía Riograndense de Telecomunicaciones, dont elle entend se défaire en partie) et s'est également vu adjoindre Tele Sudeste Celular, qui opère dans les États de Rio de Janeiro et d'Espírito Santo, entend augmenter sa participation jusqu'à 75 % dans Tele Sudeste Celular et 60 % dans Telesp, dont elle doublerait les réseaux en deux ans, en multipliant par quatre ses bénéfices. Devenue le premier opérateur en télécommunications du Brésil, Telefonica International, si l'on en croit les déclarations à la presse espagnole de Juan Perea, conseiller délégué de Tisa, « tirera, à court terme, du Brésil la moitié de ses bénéfices ».

RÉPERCUSSIONS NÉGATIVES

Telefonica, qui, toujours selon M. Villalonga, espère que ses filiales brésiliennes participeront aux bénéfices du groupe « sûrement en 2001 et peut-être dès l'an 2000 », va pourtant devoir faire un effort substantiel pour honorer ses derniers engagements. Telefonica, qui a procédé à une augmentation de capital en mai, a émis avec succès, mardi 11 août, un emprunt européen pour environ 1,5 milliard de dollars (environ 9 milliards de francs). Des mesures qui ne sont

pas inutiles car, si l'on en croit les premières estimations, les investissements brésiliens de la société auront des répercussions négatives sur les comptes jusqu'en l'an 2000 : soit 2 % de moins sur la croissance des bénéfices par action cette année, 3,8 % en 1999 et 1 % en l'an 2000.

En attendant, Telefonica, à l'instar des autres importantes compagnies espagnoles désireuses de s'internationaliser, poursuit avec succès sa stratégie, commencée au début des années 90, d'investissements en Amérique latine, où la proximité des cultures, la consolidation économique et politique de ces dernières années et le processus des grandes privatisations locales sont autant de facteurs de croissance prévisibles. C'est ainsi que l'opérateur espagnol est, ces dernières années, devenu un acteur important des télécommunications au Chili, en Argentine, au Pérou, au Venezuela et même à Porto-Rico. Au total, à la fin de l'année 1997 - soit avant les opérations brésiliennes -, Telefonica avait confirmé sa maîtrise du secteur en Amérique latine, en s'occupant de la gestion de plus de 11,8 millions de lignes de téléphones de base, plus de deux millions de clients de téléphones mobiles et deux millions de clients de télévision par câble.

Marie-Claude Decamps

Précieuses saveurs d'empire pour assiettes anglaises

Nous publions une série d'articles, illustrés par Jacques Valot, sur les produits mythiques qui traversent les modes et les époques.

LA BOUTEILLE au long cou droit c'est, dit-on, le profil du gentleman au chapeau melon. L'étiquette orange, couleur de marmelade, comprend la liste des ingrédients rappelant cette route des Indes qui tient toujours une place à part dans l'imaginaire collectif : oignons, ail, anchois, échalotes, moutarde, tamarin, piments rouges. La couleur noire du liquide évoque selon les uns la robe de deuil de l'incalorable Victoria brisant sur le plus vaste empire de tous les temps, d'après les autres, l'habit de velours de Jack l'Éventreur. Quant au goût, il est aussi indescriptible que celui du pudding. Ajoutons pour épaissir le mystère que le Worcestershire sauce se prononce en fait « Worcester », que le propriétaire, Danone, est français et que le mélange est macéré dans le vinaigre pendant trois ans, soit aussi longtemps qu'il sied au célèbre scotch whisky. Il convient également de relever que

le condiment joue des inépuisables nuances de l'humour anglais comme le montre l'orifice percé d'un trou trop grand, dérivant une goutte de trop sans jamais dire « sorry ». Everything is so simple. Puisqu'on vous répète qu'il est tout simple.

Réflétant un art de vivre à peine érodé par le temps, la sauce Lea & Perrins, pour résumer, c'est l'Angleterre d'hier qui toise celle d'aujourd'hui. A son visiteur qui considère d'une fourchette dubitative l'amour effréné des sujets de la Reine pour la Worcestershire sauce, Steve Conway préfère parler de modernité : « un produit excellent pour la santé, car



PRODUITS MYTHIQUES

Il ne comprend ni matières grasses, ni additifs, ni produits artificiels ». A ceux qui persistent dans l'erreur en affirmant que le condiment sert surtout à agrémenter les viandes, ragoûts et autres panses de brebis farcies trop cuites, le très courtois directeur du marketing de HP Foods Limited cite la dernière campagne de publicité de l'agence Young & Rubicam mettant en exergue l'assainissement du poulet, de la bolognaise, des crevettes ou des légumes sautés.

L'aventure Lea & Perrins commence en 1835 quand le gouverneur du Bengale, lord Sandys, prend sa retraite à Worcester, cité marchande de l'Ouest anglais, point de passage obligé entre le port de Bristol et les Midlands, le pays Noir. L'aristocrate, ancien aide de camp de Wellington à Waterloo, demande à deux pharmaciens, John Lea et William Perrins, respectivement nés en 1791 et 1793, de lui concocter une mixture mise au point par son cuisinier de Calcutta pour donner un peu de goût à son roast of beef. Les commerçants suivent ses consignes à la lettre, mais le résultat est carrément effrayant. Déçu, His Lordship refuse de prendre livraison du tonneau contenant la sauce, qui est entreposée dans la cave de Poffine. Trois ans plus tard, lors d'un inventaire, un employé découvre le fût. On goûte à nouveau la concoction. « Délicieux », susurrent en chœur les Etats-Unis et dans les dominions du Canada et d'Australasie. L'objet devient un must des maisons aristocratiques au point qu'en 1904 le roi Édouard VII octroie à la compagnie le très convoité

label de fournisseur de la Cour. La fiole d'épices, il est vrai, symbolise par excellence l'exotisme et le désir de voyager très prisé par la gentry de l'époque. Dans les campagnes, on dit que ce produit de « classe » est parfois utilisé comme médicament, comme détergent, voire pour soigner les animaux de ferme.

En 1906, après une féroce bataille devant les tribunaux, la société est autorisée à se prévaloir dans ses réclames de l'expression « sauce Worcestershire authentique et d'origine ». L'invention du cocktail Bloody Mary en 1921 marque la consécration de la Worcestershire sauce. Le barman du Harry's New York Bar de Paris a l'excellente idée d'ajouter quelques gouttes de Lea & Perrins à son fameux cocktail de vodka et de jus de tomates. Dans les années 30, la firme est vendue au groupe HP fabriquant la sauce épaisse et brune du même nom, sorte de ketchup avant la lettre prisé par Churchill, dont la bouteille a la forme de Big Ben. La compagnie n'échappe pas au grand Meccano industriel des années 60 et 70, passant sous la coupe d'Imperial Tobacco et de Hanson avant de tomber dans l'escarcelle de BSN.

La brochure promotionnelle malicieusement intitulée « The Secret Sauce » mentionne l'existence d'un ingrédient supplémentaire aussi secret que la composition du Coca Cola en vue d'empêcher la contrefaçon. Selon notre interlocuteur, seulement trois responsables de l'usine plus que centenaire de Broad Street, à Worcester, sont au parfum. Mais le jardin secret n'est peut-être plus secret. D'après la rumeur, le fanfaron d'un ancien gardien de nuit, qui laisse toujours derrière lui une trainée de fumée de cigarettes, a été aperçu, tapé dans le bureau du directeur.

Marc Roche

PROCHAIN ARTICLE : Les figurines Starlux

Sal pié

SC 51c (13)

bl let pr lis cy et l'i 19

d' St ni r p a t o k v o c t e r e f

مركزاً من راحم

COMMUNICATION

LE MONDE / MARDI 18 AOÛT 1998

La presse européenne affiche ses différences

Une étude de l'agence Carat montre la diversité des journaux dans les principaux pays. L'Allemagne, grâce à la presse régionale, et l'Angleterre, grâce aux tabloïds populaires, dominent un marché où la France montre de nombreuses faiblesses

Table showing average price of national newspapers and circulation data for various European countries like France, Germany, UK, etc.

L'Allemagne et le Royaume-Uni représentant près des deux tiers de la vente des journaux...

est dominée par El País (402 776 exemplaires) et marquée par la progression d'El Mundo (253 305 exemplaires) et d'El Periódico (220 157)...

IL N'Y A PAS D'Europe des quotidiens. Peu de points communs en effet entre les pays scandinaves, champions de la diffusion par portage...

no sapiens... de comportement... mardi

TABLEAU DE BORD

ÉCONOMIE

Baisse des prix de gros en Allemagne

LES PRIX DU COMMERCE de gros ont reculé de 0,9 % en juillet comparé à juin...

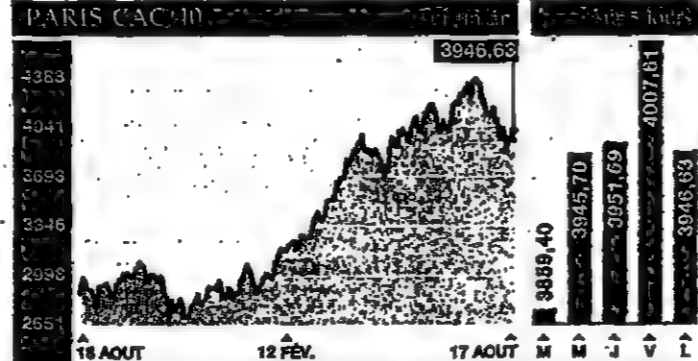
JAPON: le prix du foncier a baissé l'an dernier dans 43 des 47 départements japonais...

ÉTATS-UNIS: la production industrielle aux États-Unis a reculé de 0,6 % en juillet...

ARGENTINE: le PIB argentin a crû de 6,9 % au premier trimestre de l'année par rapport à la même période de l'année précédente...

CORÉE DU SUD: les groupes cotés sur le Korea Stock Exchange ont subi au premier semestre des pertes nettes cumulées de 13 670 milliards de won...

MALAISIE: les prix à la consommation en Malaisie ont augmenté de 5,8 % sur un an en juillet mais ont baissé de 0,3 % par rapport au mois précédent...



Indices boursiers

Table of stock indices for Europe, New York, and Tokyo.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

LUNDI 17 AOÛT, la Bourse de Paris regagnait un peu de terrain après avoir entamé la séance en forte baisse...

FRANCFORT

LUNDI 17 AOÛT, la Bourse allemande a commencé la séance en très forte baisse...

TOKYO

LUNDI 17 AOÛT, l'indice Nikkei a clôturé sur un net recul de 2,16 %...

NEW YORK

VENREDI 14 AOÛT, l'indice Dow Jones a terminé la séance en baisse de 0,39 %...

Table of daily stock movements and indices.

Table of exchange rates for various currencies.

Table of interest rates for different maturities.

Table of gold prices in various currencies.

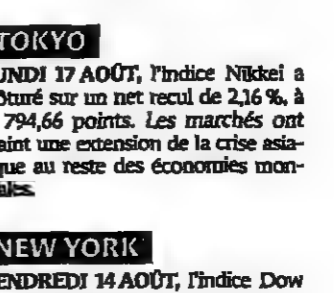
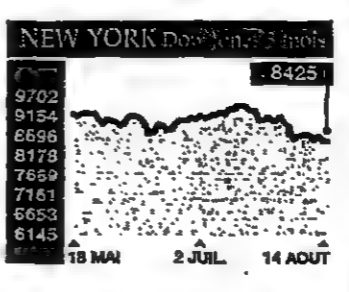
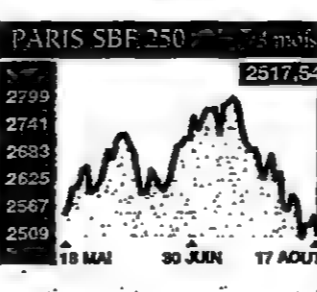
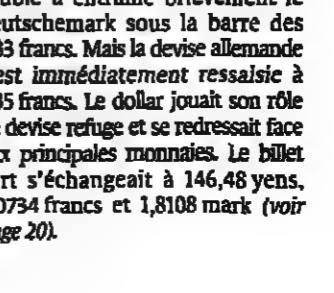
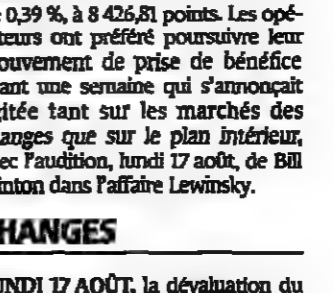


Table of commodity prices in dollars.

Table of commodity prices in francs.



vertical text on the left margin

vertical text on the right margin

هكذا من راحل

RÈGLEMENT MENSUEL

LUNDI 17 AOUT
Liquidation : 24 août
Taux de report : 3,63
Cours relevés à 12h30



CAC 40
-1,31%
3942,74

Table of stock prices for French companies (CAC 40). Columns include company name, previous price, current price, and change.

Table of stock prices for various French companies. Columns include company name, previous price, current price, and change.

Table of stock prices for various foreign companies. Columns include company name, previous price, current price, and change.

Table of stock prices for various foreign companies. Columns include company name, previous price, current price, and change.

COMPTANT

Une sélection. Cours relevés à 12h30

Table of bond prices (Obligations). Columns include bond name, previous price, current price, and change.

Table of stock prices for French companies (Actions Françaises). Columns include company name, previous price, current price, and change.

Table of stock prices for various foreign companies (Actions Étrangères). Columns include company name, previous price, current price, and change.

Table of stock prices for various foreign companies (Actions Étrangères). Columns include company name, previous price, current price, and change.

Table of stock prices for various foreign companies (Actions Étrangères). Columns include company name, previous price, current price, and change.

SECOND MARCHÉ

Une sélection. Cours relevés à 12h30

Table of stock prices for French companies (Valeurs). Columns include company name, previous price, current price, and change.

Table of stock prices for various foreign companies (Valeurs). Columns include company name, previous price, current price, and change.

Table of stock prices for various foreign companies (Valeurs). Columns include company name, previous price, current price, and change.

Table of stock prices for various foreign companies (Valeurs). Columns include company name, previous price, current price, and change.

Table of stock prices for various foreign companies (Valeurs). Columns include company name, previous price, current price, and change.

SICAV et FCP

Une sélection. Cours de clôture le 14 août

Table of SICAV and FCP prices. Columns include fund name, previous price, current price, and change.

Table of SICAV and FCP prices. Columns include fund name, previous price, current price, and change.

Table of SICAV and FCP prices. Columns include fund name, previous price, current price, and change.

Table of SICAV and FCP prices. Columns include fund name, previous price, current price, and change.

Table of SICAV and FCP prices. Columns include fund name, previous price, current price, and change.

BRED BANQUE POPULAIRE

Monnaie

Table of Bred Banque Populaire rates. Columns include currency and rate.



مركزنا من لاصح

AUJOURD'HUI

LE MONDE / MARDI 18 AOÛT 1998

SPORTS Les championnats d'Europe d'athlétisme débutent mardi 18 août à Budapest (Hongrie). Pendant six jours, les meilleurs représentants des différentes disciplines vont

s'affronter à la recherche d'un titre, voire d'une performance mondiale. Mais cette quête semble difficile pour des athlètes qui ont du mal à s'imposer face aux Américains ou aux Africains.

LES FRANÇAIS débarquent pourtant sans complexe et vont profiter de ce rendez-vous pour s'aguerrir et tenter de glaner « 8 ou 9 médailles ». CHRISTINE ARRON figure

parmi les espoirs de la délégation tricolore. Dans un entretien au Monde, la détentrice du meilleur temps européen de la saison sur 100 m juge sa victoire « possible... Mais je sais que

des athlètes, notamment allemands, se sont encore peu montrés ». Elle assure que « les compteurs seront remis à zéro » et que dans sa tête cet avantage n'existe pas.

Les athlètes européens se retrouvent à Budapest

Même si les stars des différentes disciplines se recrutent aujourd'hui en Afrique et en Amérique, les sportifs du Vieux Continent, à l'image des Français, apprécient ce rendez-vous organisé tous les quatre ans pour s'aguerrir

BUDAPEST de notre envoyé spécial Le reste du monde a étouffé l'athlétisme européen. C'est le constat qu'inspire l'état depuis quatre ans des « meilleures performances mondiales » tant prises par les statistiques. Sans les Africains, le demi-fond n'est plus grand-chose. Sans les Nord-Américains, les Jamaïcains ou les Nigériens, le sprint prend des allures de tortue.

L'Europe de l'athlétisme a donc régressé, victime, entre autres, de l'éclatement de l'Union soviétique, de l'unification de l'Allemagne et de la disparition du dopage institutionnalisé. Parallèlement, l'Association européenne d'athlétisme (AEA), organisatrice des championnats d'Europe, n'avait d'autre choix que d'assister impuissante, par exemple, à l'émergence du demi-

fond africain. La création en 1983 d'un championnat du monde organisé tous les deux ans par la Fédération internationale d'athlétisme amateur (IAAF) a achevé de ravalier les championnats d'Europe au rang de rendez-vous mineur et ses protagonistes à celui de faire-valoir.

Mais les 98 athlètes français, qui ont commencé à débarquer dès dimanche 16 août à Budapest pour l'édition 98 de ces championnats (du 18 au 23 août), ne font pas de complexes pour autant. Depuis 1994, la délégation tricolore profite du rendez-vous organisé tous les quatre ans pour s'aguerrir ou se rassurer. Comme le souligne un dirigeant : « Une médaille, c'est toujours bon à prendre. » A ce jeu européen, la France en a glané un total de 98. Elle en « reprendrait volontiers 8 ou 9 » cette semaine. En Europe, l'athlétisme conserve

une audience qui permet d'accueillir et de financer l'organisation de prestigieux meetings internationaux. Canal Plus n'a d'ailleurs pas hésité à diffuser en prime time, mercredi 12 août, la réunion de Zurich à la suite du changement d'horaire d'un match de football. Mais cette « unité de lieu » européenne ne change rien à l'affaire. Les stars les plus recherchées par les organisateurs de ces meetings restent en majorité nord-américaines ou africaines.

Lorsqu'il a lancé au début de la saison sa Golden League, c'est avec les Américains Marion Jones (100 et 200 m, longueur), Maurice Green (100 m) et l'Éthiopien Haile Gebrselassie (5 000 et 10 000 m) et le Marocain Hicham El Guerrouj (1 500 m) qu'a traité PIAAF. Avec une vingtaine d'athlètes d'élite, il a conclu

un accord pour s'assurer participation aux meetings d'Oslo, Berlin, Monaco, Zurich, Bruxelles et Rome, contre un million de dollars (environ 6 millions de francs) à partager entre ceux capables de l'emporter en ces six endroits dans leur spécialité respective.

JEAN GALFIONE IGNORE Preuve que même les meilleurs Européens ne font plus recette : le Français Jean Galfione, pourtant champion olympique en titre du saut à la perche, n'a pas été sollicité pour cette vaste opération de promotion. Christine Arron a eu beau améliorer cet été le record de France du 100 m et talonner l'Américaine Marion Jones, meilleure chronométrée mondiale de la saison pour la distance, elle reste méconnue et sous-évaluée. La référence en matière de sprint demeure

Marie-José Pérec, la triple championne olympique, qui n'a plus disputé une compétition depuis un an.

Qui se souvient de la Russe Svetlana Masterkova, sacrée double championne olympique (800 et 1 500 m) à Atlanta et double recordwoman du monde sur 1 000 m et le mile la même année? Après des blessures au tendon, elle revient à la compétition, mais n'est pas certaine de s'imposer. La seule star de ces championnats d'Europe reconnue au niveau mondial est sans doute le Kenyan naturalisé danois Wilson Kipketer. Mais le champion du monde du 800 m, victime de la malaria, ne pourra guère que gagner sans trop forcer.

Au Népalstun, cette semaine, hormis dans des disciplines « neuves » comme la perche ou le lancer du marteau féminins, on ne verra s'améliorer de « meilleure

marque mondiale » que par miracle. Une bouffée d'air dans un sport qui se noie dans la chasse aux records. Plus rares, les joutes européennes promettent des issues moins prévisibles : des concours passionnants jusqu'au système essayé et des courses indécises jusque dans les derniers centimètres. Ces championnats d'Europe seront l'occasion de découvrir de nouveaux visages ou de revoir les oubliés des pelotons.

Comme les Français Abdellah Behar, Mustapha Essaid et Dries El-Hamer, tous trois médaillables sur 5 000 m. Ou Bob Tabor, champion d'Europe juniors du 5 000 m l'an passé, qui détient à dix-neuf ans la troisième meilleure performance européenne sur 3 000 m steeple (8 min 19 s 75).

Patricia Jolly



Christine Arron, lors des championnats du monde d'Athènes.

Christine Arron, recordwoman de France du 100 m « Je cours contre ma nature »

« Beaucoup font de vous la favorite du 100 m des championnats d'Europe. - Si l'on s'en tient à mes performances, c'est possible. Mon record de France en 10 s 85, au début du mois d'août à Montauban, constitue le meilleur temps européen de la saison sur la distance. Mais je sais que des athlètes, notamment allemands, se sont encore peu montrés. Elles sortent au dernier moment, comme à leur habitude. - Vous aimez être favorite? - Cela m'indiffère. Je considère que les compteurs seront remis à zéro au début de ces championnats d'Europe. J'ai le meilleur temps, c'est vrai, mais dans ma tête cet avantage n'existe pas. Je recommence tout. - Le 100 m est-il pour vous un choix naturel? - Naturel, pas vraiment. Je suis plutôt lente et molle. Mais j'ai toujours fait du sprint et j'aime la vitesse. Et puis, surtout, j'aime aller contre ma nature. Faire du sprint m'oblige à me réveiller, à me faire violence. C'est ma conception du sport de compétition, la raison pour laquelle j'en ai toujours fait. - Comment vous est venu le goût de l'athlétisme? - Très simplement, à l'âge de onze ans, parce que ma meilleure amie pratiquait ce sport. Je l'ai suivie au stade, j'y ai rapidement pris

goût. Jusque-là, j'avais essayé le karaté pendant deux ans, encore une fois par effet d'imitation, entraînée par mes frères. Mais j'ai immédiatement montré des dispositions pour la course à pied. A l'école, je gagnais toutes les courses, même contre les garçons. - Parlez-nous de votre enfance? - J'ai eu une enfance très heureuse, plutôt gaie et insouciante. Je suis née et j'ai grandi en Guadeloupe. Avec mes parents, nous habitons un appartement près de l'aéroport de Pointe-à-Pitre, mais j'allais passer les week-ends chez mes grands-parents à la campagne, à Trois-Rivières. La nature était généreuse, j'étais toujours dehors. Mon enfance a été sportive. Et assez masculine. J'avais plein de cousins et pas la moindre cousine. J'ai grandi au milieu des garçons. - On vous a découverte l'an passé, aux championnats du monde, lorsque vous avez pris, à vingt-quatre ans, la quatrième place du 100 m. Mais où étiez-vous avant? - Je me soignais. Peu de gens s'en souviennent, mais j'étais une junior plutôt douée. En 1992, l'année de mon installation en métropole et des Jeux olympiques de Barcelone, j'ai pris la sixième place du 100 m des championnats de France

seniors, à moins de vingt ans. La suite de ma carrière a été moins heureuse. Je me suis retrouvée seule du jour au lendemain, dans le froid de Paris, sans mes parents. Et les blessures ont commencé à se succéder. En 1993, j'en ai eu quatre en une seule saison. Des ennuis articulaires, puis musculaires. J'ai même été victime d'une blessure de fatigue au dos. La raison était simple : je ne savais pas courir, ma technique était effroyable. - Aujourd'hui, reste-t-il des traces de ces blessures? - J'ai appris à courir, je me blesse donc plus rarement. Mais j'ai encore mal au dos, aux genoux ou aux chevilles. J'ai appris à vivre avec cette contrainte. Je sais que je ne suis jamais à l'abri. Il me faut encaisser un gros travail de renforcement musculaire, surtout au niveau des lombaires et des abdominaux, pour éviter le pire. - Vous avez renoncé, la se-

maine passée, au meeting de Zurich. Pourquoi ce forfait? - Pour me reposer et m'entraîner. Je ne sais pas comment font les autres, mais moi j'ai besoin de repos entre les courses. J'avais enchaîné deux compétitions, à Montauban et Monaco, et je me sentais saturée. Enchaîner les meetings est épuisant. Entre les courses, il faut plier bagages et prendre l'avion. On ne se repose jamais vraiment. - Faire l'impasse sur une épreuve comme Zurich, c'est renoncer à une grosse prime. L'argent ne compte-t-il pas? - Perdre de l'argent, ce n'est pas grave. Les impôts m'en prennent la moitié. Et puis je ne cours pas pour m'enrichir. Ce qui compte le plus à mes yeux, c'est ce que je peux accomplir sur une piste d'athlétisme. - On dit que vous n'aimiez pas la notoriété, la reconnaissance. Est-ce vrai? - Disons que je n'aime pas être étouffée. J'ai besoin d'une certaine tranquillité et j'apprécie peu, en effet, d'être reconnue dans la rue. Les interviews et les photos, je veux bien un moment, mais je perds vite patience. Je crois que ma place est sur la piste. »

Propos recueillis par Alain Mercier

Thierry Henry donne des ailes à l'AS Monaco

MONACO de notre envoyé spécial Après le triomphe français en Coupe du monde, les retombées se font sentir jusque en principauté. Habituellement, l'équipe première de l'AS Monaco dispose ses rencontres à domicile devant des tribunes clairsemées. Quant au centre d'entraînement, situé sur les hauteurs de La Turbie, il n'a pas l'habitude d'être envahi par des supporters ni même des curieux venus voir travailler les joueurs. Mais le Mondial est passé par là, et le club monégasque peut se vanter de posséder trois champions du monde : Fabien Barthez, David Trezeguet et Thierry Henry. Les dirigeants rappellent que trois autres (Youli Djorkaeff, Emmanuel Petit et Lilian Thuram) portaient récemment le maillot rouge et blanc. Depuis la reprise du championnat, la route menant au centre d'entraînement de La Turbie est envahie chaque jour par des admirateurs espérant récolter les autographes des trois champions. Cette soudaine passion a également envahi les tribunes du stade Louis-II à l'occasion du premier match à domicile de la saison. Quarante mille spectateurs déchaînés présents le 15 août pour un Monaco-Sociaux qui n'avait rien d'une affiche prestigieuse.

Alors que deux champions du monde en titre assistaient à ce match dans les tribunes (David Trezeguet étant blessé et le Panaméen Lilian Thuram en visite), Fabien Barthez et Thierry Henry ont été questionnés par un public ayant encore envie de prolonger la fête. Le hasard faisant bien les choses, le héros de la soirée fut Thierry Henry, auteur d'un but somptueux et de deux passes décisives à l'occasion de la large victoire (4-1) de son équipe. Une performance d'autant plus attendue que depuis quelques jours l'intéressé était au cœur d'une polémique.

COMME UN ADO TROP GÂTÉ Thierry Henry, qui vient de fêter ses vingt et un ans, travaille à l'AS Monaco depuis bientôt huit ans. Originaire des Ulis, en région parisienne, c'est dans le club de la principauté qu'il a appris son métier, d'abord avec Pierre Toussier, ancien responsable du centre de formation, puis aux côtés de Jean Tigana. Grâce à ce dernier, Henry a franchi le palier qui sépare l'espoir prometteur du joueur exceptionnel. C'est ainsi que l'on devient champion du monde à vingt ans. C'est aussi comme cela que l'on attire les convoitises des grands clubs européens.

Il y a un peu plus d'un an, Henry avait déjà fait part de son désir de quitter Monaco. Mal conseillé, mal entouré, « Thi » semblait mener sa vie comme un adolescent trop gâté. A l'issue de cette première crise, le Real Madrid avait bien fallu pincer Monaco de son espoir. S'ensuivit une période de doutes puis, conscient du danger de se voir privé de Mondial, Henry a mis de l'ordre dans ses idées. « J'ai beaucoup travaillé avec lui pour le recadrer », rappelle Jean Tigana, grâce à qui Henry a su séduire Aimé Jacquet lorsqu'il s'est agi de désigner les 22 élus. Henry a signé il y a quelques mois un contrat de quatre ans et attaque sa troisième saison en équipe première monégasque. Mais samedi 9 août, au lendemain d'une victoire obtenue à Lorient, il lance : « Je veux partir, et c'est à Arsenal que j'ai envie d'aller. » Arsenal, champion d'Angleterre, où jouent Nicolas Anelka et Patrick Vieira, deux amis d'Henry. Face à cette déclaration, les dirigeants monégasques réagissent avec fermeté. Le président Jean-Louis Campora parle de porter plainte contre les agents du joueur. Jean Tigana rappelle : « Il y a quelques mois, Thierry avait besoin de moi pour retrouver l'équipe de France. Je suis déçu par la mentalité

En formule 1, Schumacher relance la course au titre mondial

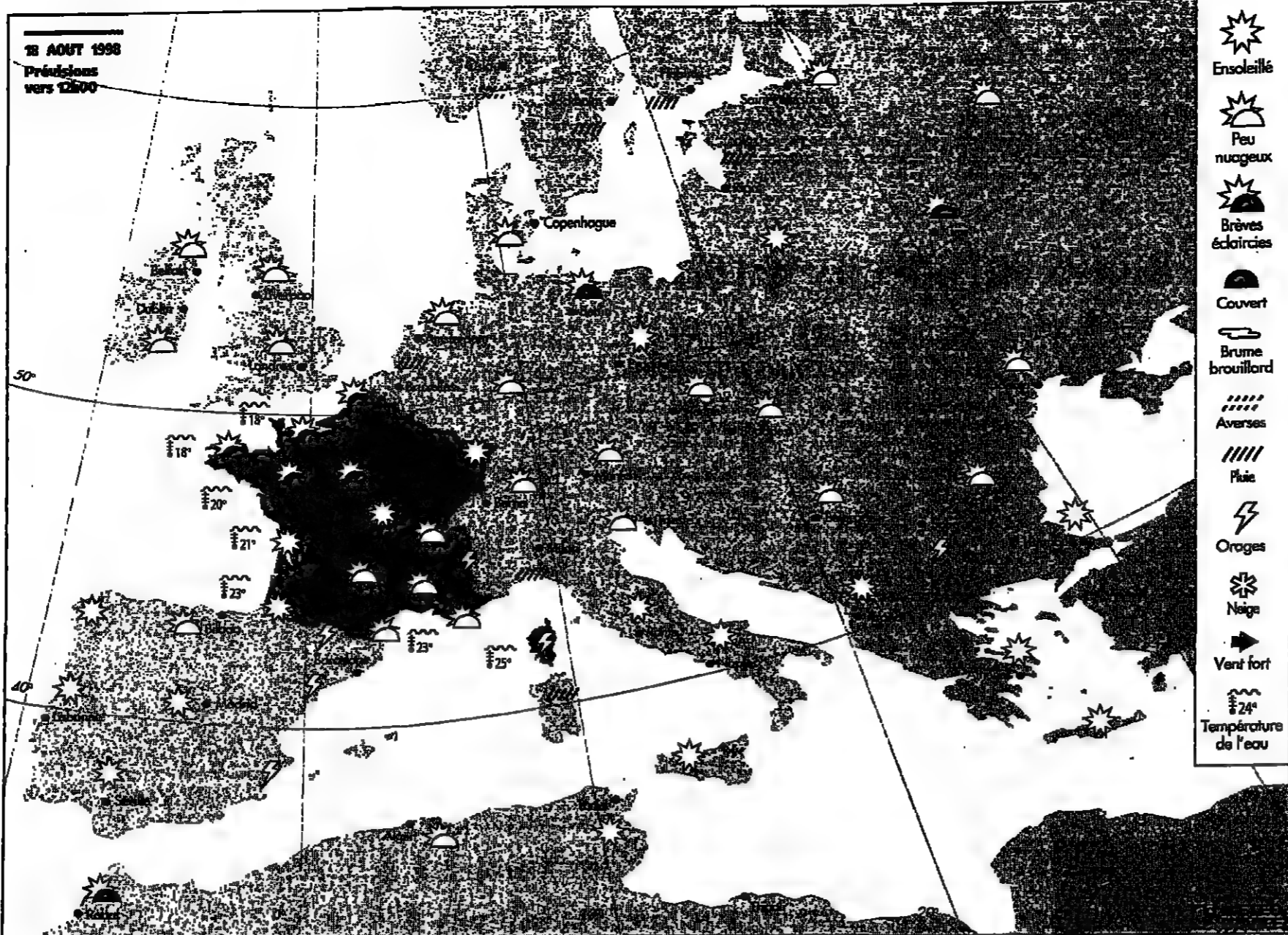
SUR LE CIRCUIT de Budapest, la stratégie des trois arrêts choisie par Michael Schumacher et son écurie Ferrari a triomphé dimanche 16 août. Parti en première ligne au côté de son coéquipier, le Finlandais Mika Häkkinen semblait pourtant avoir le contrôle de la course. Mais, en s'arrêtant le premier, « Schumi » réussit à doubler les deux pilotes McLaren, après leur premier arrêt au stand. L'avance acquise fut suffisante pour garder le commandement jusqu'à la victoire. Il devance David Coulthard (McLaren-Mercedes) et Jacques Villeneuve (Williams-Mercedes). A quatre courses de la fin du championnat, Michael Schumacher ne compte plus que 7 points de retard sur son rival finlandais, (6e de la course).

DÉPÊCHES FOOTBALL : résultats de la 2^e journée du championnat de France de division 2 : Le Mans-Nîmes 4-0 ; Beauvais-Troyes 0-3 ; Cannes-Red Star 1-1 ; Niort-Lille 0-0 ; Wasquehal-Gueugnon 1-0 ; Guingamp-Laval 1-3 ; Sedan-Nice 4-0 ; Châteauroux-Valence 5-0 ; Amiens-Ajaccio 0-2 ; Caen-Saint-Etienne 1-1. GOLF : le Fidjien Vijay Singh a remporté, dimanche 16 août, l'USPGA, son premier titre du Grand Chelem. Il remporte le Trophée Lancôme en 1994 et 22 tournois depuis le début de sa carrière. LOTTO : résultats des tirages n° 65 du Loto, effectués samedi 15 août. Premier tirage : 11, 12, 28, 34, 38, 49, numéro complémentaire 43. Rapports pour 6 numéros : 6 083 750 F ; pour 5 numéros plus le complémentaire : 155 875 F ; pour 5 numéros : 8 500 F ; pour 4 numéros et le complémentaire : 334 F ; pour 4 numéros 167 F ; pour 3 numéros et le complémentaire : 30 F ; pour 3 numéros : 15 F. Second tirage : 21, 27, 28, 29, 39, 40, numéro complémentaire 7. Pas de gagnants pour 6 numéros. Rapports pour 5 numéros et le complémentaire : 105 665 F ; pour 5 numéros : 9 200 F ; pour 4 numéros et le complémentaire : 372 F ; pour 4 numéros : 186 F ; pour 3 numéros et le complémentaire : 36 F ; pour 3 numéros : 18 F.

Alain Constant

Résultats de la 2^e journée du championnat de première division : Monaco-Sociaux 4-1 ; Le Havre-Bordeaux 2-3 ; Metz-Marseille 0-1 ; PSG-Bastia 2-0 ; Lens-Lorient 1-1 ; Lyon-Toulouse 6-1 ; Nantes-Strasbourg 1-0 ; Auxerre-Nancy 3-2 ; Montpellier-Remes 3-1.

هكذا من لاصح



LE CARNET DU VOYAGEUR

AFRIQUE. Les touristes désireux de visiter le Bénin, le Burkina-Faso, la Côte-d'Ivoire, le Niger ou le Togo, n'auront désormais qu'un visa à réclamer pour l'ensemble de ces cinq pays. D'un coût de 25 000 FCFA (250 F), ce « Visa touristique entente » (VTE), valable 60 jours, qui se présente sous la forme d'un « timbre spécial codé », sera délivré par les représentations diplomatiques et consulaires des Etats membres.

FRANCE. En août (sauf les week-ends et jours fériés), Roue libre, service de location de vélos de la RATP, propose à Paris un tarif duo « spécial » : un vélo loué (30 F par jour) et le deuxième gratuit. Location : place du Châtelet, au pied de la tour Saint-Jacques (gare Châtelet-les-Halles du RER A), et à la tour Eiffel, place Jacques Rueff (station Ecole-Militaire). Renseignements au 08-36-68-77-14.

GUIDES. Deux collections offrent des croquis de voyages qui invitent à l'évasion. Gallimard publie depuis 1995, les « Carnets du littoral », un ensemble de petits albums illustrés par un aquarelliste et assortis de ses notes manuscrites. Derniers titres : *Faune et flore de Martinique*, de Gaëtan du Chatelet, *La Côte d'Opale*, d'Eric Albert (cartonnés, format 180 x 240, 64 p., 88 F). Hachette a inauguré en 1996 « L'esprit des lieux », illustré en verso uniquement et sans commentaires, pour mieux laisser s'exprimer la finesse du trait et des couleurs de Stéphane Humbert-Basset dans *Espir de Bretagne*, la lumière crue d'Aurélia Fronty dans *Andalousie* (format 165 x 220, 64 p., 69 F).

Passage nuageux au nord

MARDI, l'anticyclone des Açores se maintient jusqu'à la France. Un front froid peu actif glisse dans un flux de nord-ouest sur le nord du pays le matin, puis il se désagrège l'après-midi.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Sur les pays de Loire, le ciel sera très nuageux le matin puis de belles éclaircies reviendront l'après-midi. Ailleurs, les nuages et les éclaircies alternent. Il fera de 24 à 26 degrés dans l'intérieur, et de 20 à 21 degrés près des côtes.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Sur les Ardennes, les nuages resteront nombreux une bonne partie de la journée, avec même quelques averses locales. Ailleurs, les nuages du matin laisseront place à de belles éclaircies l'après-midi. Le thermomètre marquera 22 à 27 degrés du nord au Centre.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Sur la Champagne et le nord de la Lorraine, le ciel sera très nuageux, avec quelques pluies locales près des frontières. Ailleurs, le soleil se

ra prédominant. Les températures maximales avoisineront 25 à 28 degrés.

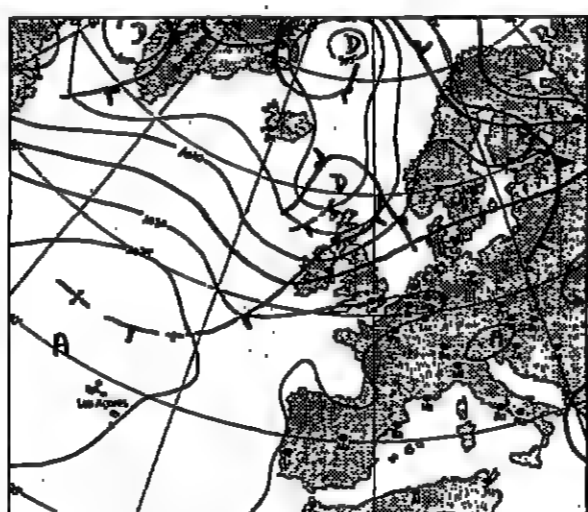
Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Sur Poitou Charentes, les nuages seront un peu plus nombreux l'après-midi. Ailleurs, les nuages et les belles éclaircies alternent. Sur les Pyrénées, des orages locaux parfois forts, éclateront l'après-midi ou en soirée. Il fera chaud, avec 26 à 31 degrés du nord au sud l'après-midi.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Sur l'Auvergne et Rhône-Alpes, le soleil fera de belles apparitions, mais des orages locaux parfois forts se produiront sur le relief, surtout sur les Alpes. Sur le Limousin, le soleil brillera largement. Il fera de 26 à 30 degrés au meilleur moment de la journée.

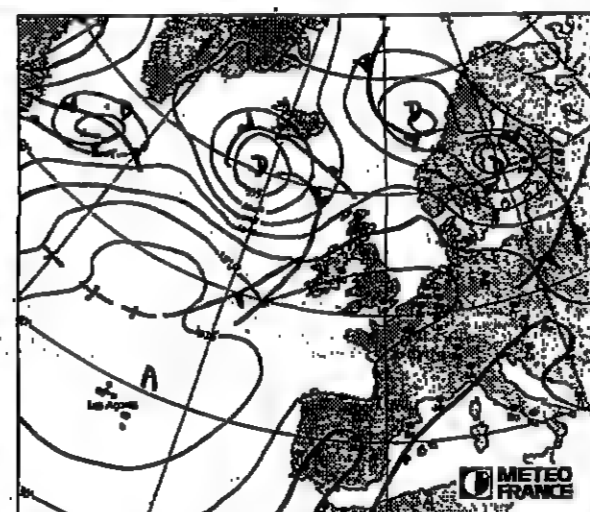
Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Le temps sera en général assez bien ensoleillé, mais les nuages seront parfois un peu plus nombreux, avec un risque d'orage local. Les températures seront agréables, avec 26 à 31 degrés l'après-midi.

PRÉVISIONS POUR LE 18 AOÛT 1998
Vide par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel.
S : ensoleillé ; N : nuageux ; C : couvert ; P : pluie ; * : neige.

FRANCE métropole	
AJACCIO	18/29 S
BARCELONNE	17/24 S
BORDEAUX	18/20 S
BOURGES	18/28 S
BREST	12/21 N
CAEN	18/20 N
CHERBOURG	10/21 N
CLERMONT-F.	16/28 N
DIJON	18/28 S
GRENOBLE	17/30 N
LILLE	18/23 N
LIMOGES	18/28 S
LYON	18/29 S
MARSEILLE	22/25 S
NANCY	18/27 S
NANTES	18/28 N
NICE	21/28 S
PARIS	18/28 S
PAU	18/25 S
PERPIGNAN	20/29 S
RENNES	11/25 N
STRASBOURG	18/28 S
TOLOUSE	18/28 S
TOURS	18/27 N
FRANCE outre-mer	
CHYENNE	23/32 S
FORT-DE-FR.	23/31 N



Situation le 17 AOÛT - 0 heure TU

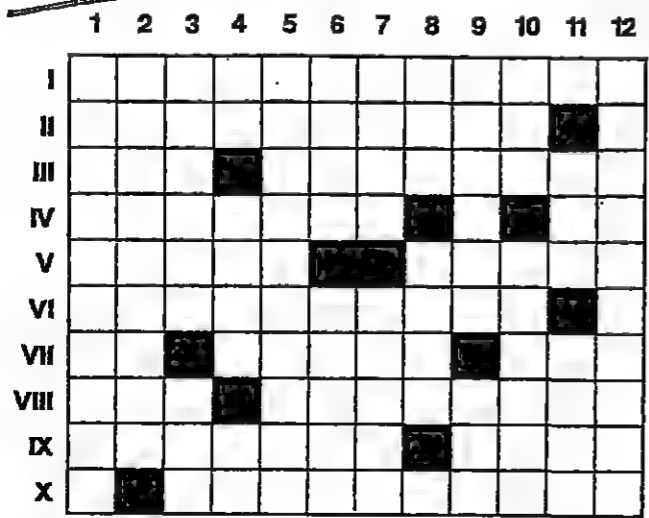


Prévisions pour le 19 AOÛT - 0 heure TU

20/26 N	BUCAREST	19/31 S	MILAN	21/28 P	VENISE	22/29 S	SANTIAGO-CH	21/17 N	ASIE-OCCÉANIE	
24/29 S	BUDAPEST	20/32 S	MOSCOU	13/19 S	VENISE	19/32 N	TORONTO	15/22 P	BANGKOK	26/31 P
25/32 S	COPENHAGUE	11/17 S	MUNICH	17/22 S			WASHINGTON	24/33 S	BOMBAY	26/30 P
19/24 C	DUBLIN	10/18 N	NAPLES	23/31 S	AMÉRIQUES				DAKAR	26/31 C
16/27 S	OSLO	10/17 P	BRASLIA	10/17 P	BRASLIA	16/29 S	AFRIQUE		DURBA	32/40 S
14/26 P	PALMA-DEM.	20/31 P	BUENOSAIR.	20/31 P	BUENOSAIR.	4/16 S	ALGER	21/20 S	HANOI	27/33 S
12/16 P	PRAGUE	16/28 S	CARACAS	16/28 S	CARACAS	26/30 P	DAKAR	27/30 N	HONGKONG	27/31 P
21/28 S	ROME	20/28 S	CHICAGO	17/25 S	KINSHASA	17/25 S	KINSHASA	20/29 S	JERUSALEM	24/33 S
16/23 N	SEVILLE	19/33 S	LIMA	19/33 S	LIMA	15/19 C	LE CAIRE	24/33 S	NEW-DEHJI	27/32 P
18/26 S	SOPHIA	16/28 P	LOS ANGELES	16/28 P	LOS ANGELES	16/22 S	MARRAKECH	20/33 S	PERIN	22/30 N
13/18 N	ST-PETERSB.	13/18 N	MEXICO	13/19 S	MEXICO	14/24 S	MARSA	14/23 S	SEOUL	23/29 N
13/22 N	STOCKHOLM	12/18 P	MONTREAL	14/21 P	MONTREAL	14/21 P	PRETORIA	32/26 S	SINGAPOUR	26/30 P
14/24 N	TENERIFE	17/25 S	NEWYORK	34/29 C	RABAT	17/25 N	SYDNEY	12/15 S		
19/31 S	VARSOVIE	14/26 S	SAN FRANCISCO	11/17 S	TUNIS	23/32 S	TOKYO	25/30 P		

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98196
SOS Jeux de mots : 3615 LE MONDE, tapez SOS (2,23 F/lin).



HORIZONTELEMENT
I. Débarquent pour tout gâcher. - II. Qui ne gâche rien, divertirait plutôt. - III. Opération boursière. Ouvrir la boîte. - IV. Balles de jeu et jeux de balle. Manifestation du premier âge. - V. Dans les propos de chaque jour. Instrument à cordes du Maghreb. - VI. Prend position entre la droite et la gauche. - VII. Début d'ébriété. Relever à la cuisine. Qui a du mal à se relever. - VIII. Personnel et pluriel. Prison aménagée pour l'anaconda et la tarentule. - IX. Qualité

d'impression. Trop jeune pour porter des bols. - X. Laisseras tout tomber.
VERTICALEMENT
I. Maintiennent le bon niveau. - 2. Devrait être assez facile à découvrir. - 3. A longtemps intéressé le pelletier. Se retrouvent en stupidité. - 4. Patre d'Abraham. Un peu trop salés. Personnel. - 5. Ses racines sont servies à table et à l'étable. - 6. Protège le foyer romain. Mis en page. - 7. Vient d'être. Ramasser taxes et impôts. -

8. Sur la bande FM. Partira en éclats. - 9. Ouvrit en plus grand. Un peu de rhétorique. - 10. Vaut dix à la City. Machine de guerre rudimentaire. - 11. Plus facile d'en sortir que d'y entrer. Forme d'avoir. - 12. Coquetteries dans le regard.
Philippe Dupuis
SOLUTION DU N° 98195
HORIZONTELEMENT
I. Sèche-cheveux. - II. Anion. Apôtre. - III. Ure. Triât. An. - IV. Tolérante. N6. - V. Su. Sa. Ee. ZUP. - VI. Dessin. Smash. - VII. Escaltes. Ip. - VIII. Allées. Atb. - IX. Ill. Escortal. - X. Tapes. Scage.
VERTICALEMENT
1. Sauts-de-lit. - 2. Enroués. La. - 3. Ciel. Sculp. - 4. Ho. Essal. - 5. Entrailles. - 6. Râ. Nées. - 7. Haine. Secs. - 8. Epatés. Soc. - 9. Vote. Mi. Ri. - 10. Et. Zapata. - 11. Uranus. Tag. - 12. Xénophobie.

AFFAIRE DE LOGIQUE

Les locaux de la colonie
DANS UNE COLONIE de vacances, cinq groupes d'enfants occupent les chambres 1 à 5. Le lendemain, pendant leur absence, un moniteur facétieux accroche aux portes de certaines chambres une pancarte du style : « Pour raisons d'organisation, les occupants de cette chambre ont priés de changer de chambre et de se rendre en chambre... » (suit un numéro entre 1 et 5). Peu contrariants, les enfants obtiennent. Ainsi, le groupe qui occupait la chambre 1 se rend en chambre 2. Le lendemain, à la même heure, les pancartes n'ayant pas changé de place, les jeunes suivent à nouveau les instructions. Il en est de même le troisième jour, où, coïncidence, les cinq groupes se retrouvent dans leur chambre initiale. Combien le moniteur avait-il accroché de pancartes ?
Elisabeth Bussier et Gilles Cohen © POLE 1998

SPORTS
Athlétisme, Cyclisme
Football, Rugby, Tennis...
RÉSULTATS, RECORDS et PALMARÈS
3615 LE MONDE

LE JEANNEAU est édité par la SA LE MONDE. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0385-2037
Imprimeur du Monde : 12, rue M. Gumbourg 94852 Ivry cedex
Président-directeur général : Dominique Aldrey
Vice-présidents : Gérard Monnet, Stéphane Corva
Directeur général : Tibile, rue Claude-Bernard - BP 218 75226 PARIS CEDEX 05
TEL : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26
PRINTED IN FRANCE

Solution du problème n° 82 paru dans Le Monde du 11 août.
Dans les deux seules solutions :
7 6 6 0
+ 3 8 5 5 9
= 4 6 2 1 9
8 6 6 0
+ 3 7 5 5 9
= 4 6 2 1 9
COUPE vaut 46 219.

CULTURE

LE MONDE / MARDI 18 AOÛT 1998

ART De 1940 à 1943, la villa du Repaire-de-l'Abbaye, près de Saint-Léonard-de-Noblat, dans le Limousin, sert de refuge au marchand de tableaux Daniel-Henry Kahnweiler, à

Michel Leiris, fondateur du Collège de sociologie, au peintre Elle Lascaux et à l'écrivain Raymond Queneau. Trois ans durant lesquels les protagonistes de cet exode lisent

écrivent, dessinent, se soutiennent face à l'adversité - « trois années de bonheur, le paradis à l'ombre des fours crématoires », en dira Kahnweiler. ● NI ANTHOLOGIE ni inven-

taire, l'exposition d'Eymoutiers, qui retrace cette histoire, rend sensible la fraternité des peintres et des écrivains. Accrochées sans souci didactique, les œuvres de Giacometti, Mi-

ro, Picasso, Bacon forment une belle leçon de liberté et de morale. ● PRÉSENTÉE dans la ville natale de Paul Rebeyrolle, l'exposition permet aussi de revoir les réalisations de l'artiste.

Une leçon de fraternité et de morale sous l'Occupation

De 1940 à 1943, Michel Leiris, Raymond Queneau, Daniel-Henry Kahnweiler vécurent dans la clandestinité dans le Limousin. Une exposition à Eymoutiers, dans la Haute-Vienne, relate cet épisode et rend hommage à l'amitié qui leur permit de tenir bon

KAHNWEILER - LEIRIS - LE LI-MOUSIN - LES COMBATS, Espace Paul-Rebeyrolle, route de Nédée, 87120 Eymoutiers. Tél. 05-55-69-58-88. Tous les jours de 10 à 19 heures. Entrée: 20 francs. Jusqu'au 3 novembre.

EYMOUTIERS de notre envoyé spécial

En un sens, c'est une histoire heureuse puisqu'elle finit bien. En plus d'un sens, c'est une histoire désastreuse, histoire de persécutions, de clandestinité forcée, de délations, de fuite. Elle se passe en France, en Limousin. Elle se passe sous l'Occupation entre 1940 et 1943.

Les protagonistes majeurs se nomment: Kahnweiler, Daniel-Henry, marchand de tableaux; Leiris, Michel et Queneau, Raymond, hommes de lettres; Lascaux, Elle, peintre. A l'arrière-plan figurent d'autres peintres - Picasso - Limbour, Baron. Tous sont des figures majeures ou plus espacées de la modernité cubiste et surréaliste. Tous sont, par définition, les ennemis de ce qui établit son ordre en juin 40, le traditionalisme pé-



A Boisgoulop, vers 1933; de gauche à droite: Pablo Picasso, Elle Lascaux, Daniel-Henry Kahnweiler et Michel Leiris.

en France et parce qu'il ne veut, Parisien, combattre contre ses amis, contre les lieutenants Apollinaire et Braque, contre le sapeur Léger ou l'artilleur Derain. Après l'armistice, il souffre des vengances conjuguées de la germanophilie et de ses confrères marchands à l'œil mou juste, à la pensée moins rapide. Mais il ne souffre pas encore de l'antisémitisme. Il n'en fait l'épreuve qu'à partir des années 30. En 1936, il

écrit à Max Jacob: « Je ne savais pas que j'étais juif. On ne me l'avait jamais dit, tout au moins le fait d'être juif m'avait semblé sans importance, car je ne crois pas aux "races". On vient de m'apprendre que j'avais tort, que j'étais juif et qu'il y avait des races... » On, ce sont les maurassiens, les premières bandes de fascistes français, les effrayés du Front populaire, les admirateurs du « Caudillo », ceux que Mussolini

impressionne et ceux qui préfèrent Hitler au communisme. On, ce sont ceux qui, en juin 1940, s'empres- sent d'appliquer leur politique à Paris et à Vichy.

Mais, en juin 1940, Kahnweiler sait tout cela. Son expérience personnelle n'aurait-elle pas suffi, il a pour genre - et non pour beaufrère comme le prétend la pudique légende familiale - Michel Leiris, mari de Louise, fille d'un premier amour de Léontine Godon, deve-

me Kahnweiler. Or Leiris est l'un des fondateurs du Collège de sociologie avec Bataille, avec Masson. Sur le fascisme, ils n'ont aucune illusion. De ce que leurs ennemis pensent de l'art moderne, « dégoûté », ils n'ignorent rien. Kahnweiler prend ses précautions. Un autre de ses beaux-frères, authentique celui-ci, se nomme Elle Lascaux, peintre en quête de candeur. Adolescent, il pêche dans les ruisseaux du Limousin, du côté de Saint-Léonard-de-Noblat, à l'écart des grandes routes, boisées, montueuses. Blessé et prisonnier durant la Grande Guerre, Lascaux revient y pêcher en 1921, puis au printemps 1939, par hasard. En septembre, après la déclaration de guerre, Kahnweiler lui envoie dans un camion 154 tableaux et « un paquet cacheté qui contient les aquarelles de Klee ».

Premier exode, celui des œuvres. Kahnweiler loue, toujours grâce à Lascaux, une villa près de Saint-Léonard, appelée le Repaire-l'Abbaye. En mai 1940, il y fait parvenir d'autres toiles. Le 12 juin, in extremis, il quitte Paris en voiture avec sa femme et celle de Lascaux et rejoint sa cache. Commence alors un séjour de trois années. Le Repaire-l'Abbaye devient un château de l'intelligence, comme la villa Air-Bel, près de Marseille. A la villa Air-Bel s'abritent au même moment Breton, Brauner, Dominguez, surréalistes, en attente d'un bateau qui les porte en Amérique. Au Repaire-l'Abbaye viennent les Leiris, les Queneau, Georges-Henri Rivière, Georges Limbour, Patrick Waldberg. Les Picasso, les Gris, les Braque sont à louché-touché sur les murs. On lit, on cause, on écrit, on dessine, on se promène entre fougères et châtaigniers. Queneau s'improvise diseur de bonnes aventures à Saint-Léonard. Kahnweiler définit cette période: « Trois années de bonheur - le paradis à l'ombre des fours crématoires. »

Elle ne trouve personne à arrêter parce que les Kahnweiler ont eu le temps de s'échapper. Ils ont des papiers, au nom de Daniel-Henry Kersaint. Le pseudonyme a été trouvé par Leiris, et Queneau, qui a une belle écriture, l'a calligraphié sur la fausse carte d'identité. Elle ne servira guère. Jusqu'à la Libération, les « Kersaint » vivent à Laguille, dans la vallée de la Garonne. Nul ne les trahit. Ils sont sauvés. Mais Max Jacob meurt à Dracny. « Je ne savais pas que j'étais juif. »

Il était nécessaire qu'une exposition et un catalogue rappellent ce moment et en précisent les détails. Le catalogue accomplit l'essentiel du travail historique alors que l'exposition ne s'alourdit d'aucune ar-

Déconcertant

Elle Lascaux

Ce serait peu dire que l'œuvre de Lascaux (1888-1968) détonne. Elle n'a guère été montrée, encore moins étudiée, depuis sa mort. Son réalisme, presque géométrique, est méticuleux, déconcertant. Sa manière, apparemment naïve, ne s'inscrit dans aucun courant, pas plus que celle de Miró à ses débuts, auquel Lascaux fait parfois penser.

« Presque rêve éveillé », écrit Leiris de cette peinture. On dirait qu'il accorde une existence d'autant plus dense et autonome aux objets qu'il semble convoquer de leur prochain effacement. Les quelques toiles et le dessin exposés à Eymoutiers n'autorisent aucune conclusion. Mais ils instaurent (?) (instillent ?) le désir de ne pas s'en tenir à si peu, pour en avoir le cœur net.

chive, d'aucun document. Elle a un autre but, rendre sensible la fraternité des peintres et des écrivains, celle qui anache Masson à Leiris par exemple. Ce dernier et Kahnweiler font office, si l'on peut dire, de dénominateur commun aux artistes rassemblés, Picasso, Léger, Masson, Miró, Bacon, Lascaux. Il y a là, accrochés sans souci didactique, des portraits de Leiris endormi gravés par Giacometti, simplement admirables; un Miró érotique et burlesque; un Picasso très dur; les portraits de la famille Kahnweiler par Derain; un triptyque de Bacon qui était resté inaperçu jusqu'ici, quoiqu'il soit de premier ordre. Tout cela ne fait ni une anthologie, ni un inventaire. Tout cela fait une leçon de liberté et de morale.

Philippe Dagen

* A lire aussi: L'Homme de l'art, Daniel-Henry Kahnweiler, par Pierre Assouline (Ed. Balland, 1988).

Revoir Rebeyrolle, peintre de la provocation et de la déflagration

EYMOUTIERS de notre envoyé spécial

Pour disposer l'exposition consacrée au séjour clandestin de Kahnweiler en Limousin, il a fallu déplacer les œuvres de Rebeyrolle qui sont ici chez elles, dans la Fondation que l'artiste a créée en 1993 pour sa ville natale. Déplacer signifie resserer et choisir. Exercice délicat, exercice réussi. En une trentaine de toiles, la preuve est faite et répétée: Paul Rebeyrolle est de ces peintres qui peuvent à peu près tout s'autoriser sans mettre en péril le tableau. Cité de couleurs, lesté de détails variés, à moitié recouvert de terre ou de graviers, il tient encore. Il tient même de mieux en mieux. A deux doigts du désastre, il exécute un rétablissement assez extravagant.

Exemple sur un thème usé à force d'avoir trop servi, Suzanne et les vieillards. On connaît l'histoire, comment la jeune personne se déshabille et comment quelques barbons jouent les voyeurs. D'ordinaire, ces indiscrets se dissimulent derrière des buissons, une colonne ou une draperie selon l'humeur du peintre ancien. D'ordinaire, M^{re} Suzanne fait l'innocente ou l'effarouchée. Rebeyrolle ne croit pas à cette version honnête. Il supprime les buissons, les colonnades, le clair ruisseau. La scène se passe aujourd'hui, dans une salle de bains. Deuxième correction: les vieillards ne se dissimulent pas. De part et d'autre de la baignoire, ils montrent

leurs têtes hirsutes et leurs yeux exorbités et réjouis. Suzanne ne crie pas, ni ne s'enfuit. Dans l'eau, elle mimande, elle prend des poses, elle joue à la starlette. C'est normal: Suzanne, aujourd'hui, traite avec les magazines, elle surveille son image, elle communique avec ses clics et les vieillards n'ont plus aucune raison de se cacher. Ils peuvent contempler au grand jour leur ration d'érotisme en quadrichromie.

DETERMINÉ QUI SE MOQUE D'ELLE-MÊME

Autrement dit, Rebeyrolle rejette la fable, ce qui la rend infiniment plus intéressante. Il lui suffit pour cela de jeter des flèches de blanc sur la toile, de découper dans de la mousse les yeux de Phénoïne et des héros et de concentrer l'attention sur leurs visages. Mais, pour en arriver à cet « il lui suffit », il a fallu quelques dizaines d'années d'expérience depuis les premiers Rebeyrolle de la fin des années 50, ceux qu'aimait et défendait Jean-Paul Sartre. La détermination de l'artiste est évidente, mais c'est une détermination qui se moque d'elle-même et ne se met pas au service d'un quelconque beau métier. Ce serait même plutôt l'inverse, la recherche de la déflagration, la provocation à l'extrême de la violence. Les séries dont sont tirées les toiles accrochées se nomment *Faillite de la science bourgeoise*, *On dit qu'ils ont la rage*, *Les Evasions manquées*. Manière de donner le ton.

Elles ne traitent que de tortures, de douleurs, de ridicule, du pouvoir et de la révolte, des abus du pouvoir et de la nécessité de la révolte. On y voit des corps tordus, des visages figés, du sang, des noyades, des cadavres décharnés. Une peinture si politique pourrait tomber dans le sermo- n, le pathos, le symbole, le poncif expressionniste. Ceux qui n'aiment pas Rebeyrolle - la quasi-totalité des conservateurs français - l'accusent de ces défauts. Il se pourrait néanmoins que, quand, plus tard, il faudra avancer les noms de ceux qui, dans la seconde moitié du XX^e siècle, ne se sont pas repliés dans un aimable art pour l'art et ont continué à dire leur sentiment sur le monde, le nom de Rebeyrolle soit des premiers à être prononcés. Il frappe trop fort, dites-vous? Il frappe à proportion de la force d'inertie qu'oppose la société quotidienne. Simple problème de balistique.

Quand il se repose de ces batailles, Rebeyrolle se donne des sujets plus rustiques et non moins difficiles pour autant, un sanglier, une truie dans l'eau. Sur deux toiles immenses, il a peint le motif le plus banal qui soit, un ruisseau qui coule entre les broussailles, sur les cailloux et sur la terre. Ces *Grands paysages* de 1978 soutiennent le regard qui s'attarde en eux. Ils soutiendraient aussi des comparaisons très flatteuses.

Ph. D.

Salzburg, enthousiaste, redécouvre l'œuvre de Hanns Eisler

GO FOR KURT WEILL: chansons, ouvertures, ballades, suites pour orchestre de Kurt Weill et Hanns Eisler, par Heinz Karl Gruber (chansonniers), l'Ensemble Klangforum de Vienne, Sylvain Cambreling (direction). Mozarteum, le 14 août.

SALZBURG de notre envoyé spécial

Kurt Weill, Hanns Eisler et leurs libertés au Mozarteum? Si c'est une revanche, elle est éclatante. Ces compositeurs engagés du côté des travailleurs, contraints à l'exil par la peste brune, n'ont, en effet, pas encore trouvé une place digne d'eux dans la vie musicale. Si Weill est joué de temps en temps, Eisler ne l'est presque plus (Matthias Görne sera au Louvre en octobre pour chanter les *Hollywood Lieder*). Lui reprocherait-on d'avoir compo-

sé le bel hymne de la République démocratique allemande? Aucun des deux compositeurs n'est, en tout cas, plus enseigné dans les classes supérieures des écoles de musique (Eisler a trop composé de pièces pour enfants pour qu'on puisse les ignorer dans les classes préparatoires de piano). Mais ces deux musiciens très connus restent tellement à la marge que le centenaire de la naissance de Bertolt Brecht a été fêté sans que soit relevée l'importance capitale de Weill et de Eisler dans l'édification de l'œuvre du dramaturge allemand.

Pour la première partie de leur concert, Sylvain Cambreling et Heinz Karl Gruber ont choisi un programme qui mêle musique instrumentale et chansons de Weill: *La Chanson de Mächte, Bilbao, Vom Tod im Wald* op. 23 et *Berlin im Licht*; pour la seconde, des œuvres d'Eisler quasi inconnues en France,

en Autriche et dans l'ex-Allemagne de l'Ouest.

Né en 1898, Hanns Eisler fut l'élève d'Arnold Schoenberg. De cet engagement du côté de l'avant-garde musicale, le jeune musicien se détourna dès 1928 pour composer pour les travailleurs. Eisler faisait alors ses « adieux à la poésie bourgeoise du concert » en composant des chœurs et des chansons qui devinrent très populaires.

MORT DE DÉSEPOIR

En 1930, Eisler et l'actuel chanteur Ernst Busch réunissaient vingt mille personnes au Palais des sports de Berlin (une soirée qui devait avoir plus de gueule que Michael Jackson chez Eurodisney et Jean-Michel Jarre à la tour Eiffel). A la même époque, le compositeur faisait partie du Mégaphone rouge, un groupe d'agit-prop. Evidemment, il composa des musiques de

film, notamment pour *Niemand-stand* et *Kuhle Wampe* dont il tira des suites pour orchestre dirigées par Cambreling au Mozarteum.

L'arrivée de Hitler au pouvoir contraignit Eisler à l'exil aux Etats-Unis, qu'il quitta définitivement le lendemain de son audition par la commission McCarthy. Cette séance a été filmée et figure dans un film canadien consacré à Eisler (*Grand Prix de la Biennale de la musique filmée du Louvre 1998*). Quand le « juge » demande au compositeur d'avouer qu'il est communiste, Eisler répond: « Les communistes allemands étaient des héros; je ne suis pas un héros. » Chassé d'Allemagne par les nazis, des Etats-Unis par la paranoïa d'un crypto-fasciste, l'Autrichien Eisler revint en RDA. Il ne devait pas tarder à déchanter. Eisler mourut de désespoir en 1962, non sans avoir fait la « une » de quelques quoti-

diens de RFA qui aimaient montrer le grand compositeur de la RDA ivre-mort dans les rues de Berlin-Ouest.

Les pièces révélées par Cambreling, l'Ensemble Klangforum et Heinz Karl Gruber ont stupéfié et enthousiasmé le public très mélangé du Mozarteum. Eisler composait pour le peuple, mais il maniait une harmonie savante et raffinée, un contrepoint parfois très serré, et mettait en musique des textes terribles et parfois féroce-ment ironiques de Brecht, mais aussi de Nestoy, Tucholsky, Weber/Gilbert, Arendt et Busch. Star en Autriche et en Allemagne, le compositeur Heinz Karl Gruber est aussi chansonnier: il chante et dit les chansons et les ballades de Weill et de Brecht avec une intensité qui manie l'humour, la tendresse et les émotions fortes.

Cambreling est chez lui dans

cette musique qu'il dirige sans baguette, avec cette vigueur un peu sèche qui paraît idéale. Le Klangforum de Vienne joue impeccablement, avec autant de soin et de sérieux que s'il jouait un classique viennois. Mais l'acoustique réverbérée de cette salle du Mozarteum ne va pas du tout à Weill, comme le grand Steinway (malgré un pianiste impeccable) ne vont pas à sa musique. Weill doit sonner « studio de radio », dégraissé et souple, un peu nasillard et sans graves ronflants; chaque instrument doit être entendu pour lui-même et pas fondu en un tout agréable. Eisler, dont l'écriture est plus dense, ne souffre pas de ces conditions d'exécution. Et l'on rêve d'entendre à Paris ces interprètes dans le même programme, dans un lieu qui reste à trouver.

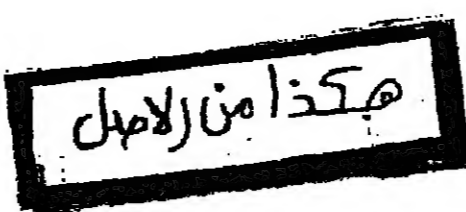
Alain Lompech

Mlle Lewinsky

Son avocat per-... déclare à la chaise... la vérité est la... et c'est ainsi que... Son avocat per-... déclare à la chaise... la vérité est la... et c'est ainsi que... Son avocat per-... déclare à la chaise... la vérité est la... et c'est ainsi que...

a longue traque





Locarno, port franc du cinéma, récompense la Chine de demain

Malgré les polémiques, la cinquante et unième édition du festival tessinois a tenu ses promesses

Le jury de la cinquante et unième édition du Festival de Locarno a décerné son Léopard d'or à M. Zhao, du Chinois Lü Yue, une histoire d'adultère petit-bourgeois dans une Shanghai déparée de ses atours exotiques. En présentant M. Zhao et Mulan, dessin animé de Disney destiné à améliorer les relations de la major avec la République populaire, Locarno a aussi donné l'occasion d'une réflexion sur l'ouverture de la Chine.

LOCARNO

de notre envoyé spécial
Un film chinois arrive en tête du palmarès 1998. Mais M. Zhao est le moins chinois des films chinois. Le plus éloigné des exotismes soyeux, des belles et tristes concubines, moines combattants et affrontements sur le célèbre ma gauche la modernité. Les Shanghaïens (un professeur, sa femme, sa maîtresse, une jeune fille rencontrée par hasard) protagonistes de ce vaudeville noir et tendu pourraient être habitants de Bordeaux, de Hambourg ou de Philadelphie qu'il n'y aurait rien à changer au scénario de cette histoire d'adultère petit-bourgeois.

Outre la rigueur de la narration, l'impeccable interprétation et la tension établie par la mise en scène, c'est cette nouveauté que les jurés ont soulignée en attribuant le Léopard d'or à Lü Yue, qui fut le chef opérateur de nombreux films de la « cinquième génération » avant de réaliser ce premier long métrage.

Meilleure candidate en compétition, M. Zhao bouclait la boucle commencée avec Mulan, projeté sur la Piazza Grande en ouverture. Mulan est un film intéressant

sant à plus d'un titre: pour son histoire, pour ses évolutions dans l'animation, mais aussi pour ses visées stratégiques. Le dessin animé « chinois » de Disney est en effet destiné à améliorer les relations avec la République populaire, terre de mission N°1 du marketing hollywoodien, où la major s'est fait boycotter à cause du pro-sibétain Kundun de Martin Scorsese.

Mulan est aussi un film capable d'attirer un vaste public. Précieuse caractéristique dans un Festival qui offre la particularité d'être à la fois l'un des plus audacieux sur le terrain artistique et celui parmi les grandes manifestations internationales qui dépend le plus de l'affluence du public.

Avec près de 180 000 spectateurs, le cru 1998 a dépassé toutes les espérances (fut-ce avec une ombre de démagogie lors d'une récompense est attribuée au dernier moment à La vie est belle, de Roberto Benigni, au seul mérite du nombre de tickets vendus).

Et il semble qu'on ne pouvait attribuer à nouveau le prix vidéo à un pur chef-d'œuvre. Les Confessions du capitaine, sous prétexte que son auteur a déjà reçu la même récompense pour un de ses précédents films, Les Voix de l'âme, en 1995... Alexandre Sokourov confirme le caractère unique de sa démarche: le travail de la durée, les gestes quotidiens, la matière de l'image et les relations aux mots.

Quatre heures vingt à bord d'un navire militaire patrouillant indéfiniment dans la mer de Mourmansk, tandis que la neige rayant l'écran modifie la nature de sa surface, que les corps des marins exhibés deviennent d'une plasticité identique à celles des roches et de la mer. Un autre monde naît sous nos yeux. C'est à une genèse païenne que convie Sokourov. Les Confessions du capitaine constitue à l'évidence une expérience-limite, à laquelle nombre de spectateurs seront rétifs. Il n'en porte pas moins, avec un courage non dépourvu d'amussement, une idée de l'art à laquelle, de près ou de loin, quiconque va au cinéma a affaire.

J.M.F.

Palmarès

- Léopard d'or: M. Zhao, de Lü Yue (Chine).
- Léopard d'argent ex aequo: La Danse de la poussière, d'Abolfazl Jahili (Iran), et Le Fils adoptif, d'Aktan Abdrakhimov (Kirghizistan).
- Léopard de bronze de la meilleure actrice: Rosy De Palma pour Hors Jeu, de Karim Dridi (France).
- Léopard de bronze des meilleurs acteurs: Mehmet Kurtulus, Aleksandar Jovanovic et Adam Bousdoukos pour Kurz und Schlemel, de Fatih Akin (Allemagne).
- Prix spécial du jury: Le Temps du danseur, de Vadim Abdrashitov (Russie).
- Prix de la compétition vidéo: Mossa Mossa (Jean Rouch comme s...), de Jean-André Fieschi (France).
- Jury des femmes pour les Léopards de demain (cours métrages): Doom and Gloom, de John McKay (Grande-Bretagne), et Pastry, Pain and Politics, de Stina Werenfels (Suisse).
- Prix du public: My Name is Joe, de Ken Loach (Grande-Bretagne). Une partie du jury souhaite attirer l'attention sur le film Sombre, de Philippe Grandrieux (France), qui a « provoqué les discussions les plus virulentes » en son sein.

MISE AU POINT

La combinaison de tous ces facteurs, choix esthétiques et quête du public, capacité - exemplairement, de Mulan à M. Zhao - de réfléchir grâce au cinéma aux progrès de la mondialisation sur le continent chinois, porte la signature du directeur du Festival, Marco Müller. Il convient de le souligner, alors que les polémiques ont émaillé cette édition. Au-delà des conflits de personnes, il existe un enjeu intellectuel: celui de la poursuite du travail engagé depuis sept ans sur les bords du lac Majew. Le jury l'a souligné dans une « mise au point » précédant le début de la programmation.

TROIS QUESTIONS À...

FREDDY BUACHE

1 Depuis que vous avez créé à Lausanne la Cinémathèque suisse, dont vous avez été le directeur jusqu'en 1996, vous n'avez jamais interrompu vos relations avec le Festival de Locarno, qui vient de vous attribuer un « petit léopard d'or »...

J'en ai même été le directeur, de 1966 à 1972, une période pleine d'espoirs et de générosité, mais aussi de confusion. Je me souviens avec davantage de bonheur des années 50 lorsque, en tant que directeur de la Cinémathèque, j'ai organisé les premières rétrospectives de cinéastes dont aucun film n'avait jusqu'alors été distribué en Suisse: Kurosawa, Bergman, Bunuel, un peu plus tard, Manoel de Oliveira. Voilà la véritable raison d'être des cinémathèques: découvrir les grands artistes passés ou présents et les montrer dans des conditions permettant de comprendre leur œuvre. La restauration de films anciens et la conservation des bobines sont nécessaires, mais ce sont des activités secondaires.

2

« Cette démarche a-t-elle guidé votre activité à la Cinémathèque depuis cinquante ans ? A l'époque de sa création, dans l'après-guerre, il s'agissait d'imposer le cinéma comme un art, alors que les représentants de la culture officielle le considéraient comme une distraction délicate. Et cela arrangeait très bien le corporatisme des marchands de films. En même temps que se développait le mouvement des ciné-clubs, le travail des cinémathèques a été, en montrant les films des formalistes russes ou des expressionnistes allemands, par exemple, de construire la reconnaissance du cinéma comme art à part entière.

3

Vous avez obtenu gain de cause; pourtant, vous ne semblez pas satisfait de l'état actuel des choses... C'est vrai qu'en quelque sorte nous avons gagné: le cinéma est reconnu comme un art, on l'enseigne à l'université, les politiques le respectent - ce qui veut dire qu'ils en attendent quelque chose... A présent, les cinémathèques sont prises en charge et financées par les Etats, c'est sans doute une évolution logique. Mais il faut prendre garde à ce qu'on ne valorise pas excessivement la gestion et la médiatisation au détriment de ce qui doit rester primordial: l'aventure de la découverte des films.

RENNES

Dufrène, Hains, Villeglé
Le Musée des beaux-arts de Rennes et le FRAC Bretagne présentent des œuvres de Raymond Hains, Jacques Villeglé et François Dufrène. Hains et Villeglé, tous deux originaires de Bretagne, inventent, en 1949, un nouveau mode de production artistique, la collecte d'affiches lacérées par les intempéries et les passants.

RENNES

entre dans l'univers de l'affiche lacérée par l'intempérie de la poésie lettriste, exploite les dessous de l'affiche et en révèle les ressources plastiques. Cette exposition présente les œuvres des années 50 et 60 de ces trois artistes, accompagnées d'un ensemble de documents et d'archives ainsi qu'un programme vidéo.
Musée des beaux-arts, 20, quai Emile Zola, 35000 Rennes. Tél.: 02-99-28-55-85. Jusqu'au 14 septembre.

SORTIR

entre dans l'univers de l'affiche lacérée par l'intempérie de la poésie lettriste, exploite les dessous de l'affiche et en révèle les ressources plastiques. Cette exposition présente les œuvres des années 50 et 60 de ces trois artistes, accompagnées d'un ensemble de documents et d'archives ainsi qu'un programme vidéo.
Musée des beaux-arts, 20, quai Emile Zola, 35000 Rennes. Tél.: 02-99-28-55-85. Jusqu'au 14 septembre.

GUIDE

- FILMS NOUVEAUX
- Big Hit de Kirk Wong (Etats-Unis, 1 h 33). Ca ne se refuse pas d'Eric Woreth (France-Belgique, 1 h 30).
- Curus Fatal (*) de Dan Rosen (Etats-Unis, 1 h 40).
- De Double de Betty Thomas (Etats-Unis, 1 h 25).
- Elles de Luis Galvo Teles (France-Belgique-Luxembourg, 1 h 35).
- Lovel d'Érin Dignan (Etats-Unis, 1 h 42). On va nulle part et c'est très bien de Jean-Claude Jean (France, 1 h 25).
- La Proposition de Lesli Linka Glatter (Etats-Unis, 1 h 52).
- Réactions en chaîne de David Koepf (Etats-Unis, 1 h 34).
- Le Vallour de nuit (*) d'Olle Bornedal (Danemark, 1 h 45).
- (*) Films interdits aux moins de 12 ans.

Tous les films Paris et régions sur le Minival, 3615-LEMONDE ou tél.: 08-36-68-03-78 (223 Fmin).

REPRISES

- Les Anges du boulevard de Yuan Muzhi (Chinois, 1937, noir et blanc) (1 h 40).
- Le Quartier latin, 5* (01-43-26-84-65).
- Broadway Bill de Frank Capra. Américain, 1934, noir et blanc (1 h 20).
- Action Christmas, 6* (01-43-29-11-30).
- Les Dames de Rochefort de Jacques Demy. Français, 1967 (2 h).
- Les Trois Luxembourgs, 6* (01-46-33-97-77).
- Gulpiér pour trois abeilles de Joseph L. Mankiewicz. Américain, 1966 (2 h 25).
- Action Eagles, 5* (01-43-29-79-89).
- Honkytonk Man de Clint Eastwood. Américain, 1982 (2 h 02).
- MIC Odéon, Dolby, 6* (01-43-26-84-65).
- Madame Bovary de Jean Renoir. Français, 1933, noir et blanc (1 h 40).
- Le Quartier latin, 5* (01-43-26-84-65).
- Manhattan de Woody Allen. Américain, 1978 (1 h 35).
- Action Eagles, 5* (01-43-29-79-89).
- Peau d'âne de Jacques Demy. Français, 1970 (1 h 30).
- L'Épée de bois, 5*.

FESTIVALS

- Ingram Bergman. Le Septième Sceau: le 17, à 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.
- Saint-André-des-Arts I, 6* (01-43-26-48-18).
- John Cassavetes. Love Streams: le 17, à 16 h 30, 19 h, 21 h 30.
- Le Saint-Germain-des-Près, salle G. de Beaugrand, 6* (01-42-22-87-23).
- Marguerite Duras. Le Camion: le 18, à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.
- La République, 11* (01-48-05-51-33).
- Jean-Luc Godard. Bande à part: le 18, à 12 h 5.
- Reinet Médicis II, 5* (01-43-54-42-34).
- Alfred Hitchcock. Les Trente-trois Marches: le 17, à 16 h, 18 h, 20 h.
- Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5* (01-43-54-51-60).
- Indélicats d'Amérique. The Second Civil War de Joe Dante: le 17 et 18, à 22 h.
- The Bible and Sun Club de Daniel J. Harris: le 18, à 18 h.
- Action Christine, 6* (01-43-29-11-30).
- Les Marx Brothers. Un jour aux courses: le 17, à 20 h, 22 h.
- Action Eagles, 5* (01-43-29-79-89).
- Kenji Mizoguchi.

Howard Johnson le tubiste américain Howard Johnson et son groupe Gravity remplacent le 29 août le percussionniste brésilien Nana Vasconcelos, initialement programmé dans le cadre du Paris Jazz Festival, qui se tient chaque samedi de 19h à 18h30 au parc Floral de Vincennes. Parc Floral de Paris, bois de Vincennes, Paris-12*. Tél.: 01-43-49-92-92. Françoise Poillet. La soprano française Françoise Poillet a déclaré forfait pour le régal de mélodies françaises qu'elle devait donner, le 28 août à la 2^e Académie Francis Poulenc à Tours, organisée par son compatriote le baryton François Le Roux. Elle sera remplacée par sa collègue Sophie Marin-Gregor. Centre de congrès international Vinci, 26, boulevard Heurteloup, 37000 Tours. Tél.: 02-47-70-70-70.

DERNIERS JOURS

28 août: Alvar Aalto. Institut finlandais, 60, rue des Ecoles, Paris-5*. Tél.: 01-40-51-89-09. De 10 heures à 17 heures. Fermé samedi et dimanche. Entrée libre.

P. J. Harvey illumine la huitième Route du rock à Saint-Malo

SAINT-MALO
de notre envoyé spécial
Dans le train express régional Rennes-Saint-Malo, les sœurs joyeuses des Jeunes Festivaliers, sac à dos sur les genoux, se répondent d'un même sourire. Saint-Malo! Ses remparts, sa plage et son rock indépendant: un « must » parmi la pléiade des festivals de l'Hexagone. Mais à la descente du bus qui les amène au site, des habitués nostalgiques regrettent déjà le décor grandiose des années précédentes. Pour sa huitième édition, la Route du rock a en effet emigré à quelques centaines de mètres du vieux fort Vauban, qui, jusqu'en 1997, abritait les concerts en son sein et recueillait les campeurs au fond de ses douves, pour se poser au beau milieu des champs.

pour découvrir (ou redécouvrir) la pléiade de groupes qui se succèdent: les Gomers, The Catchers et leur pop intimiste ou encore Transglobal Underground... Le lendemain matin, samedi, réveil musical obligé puisque techniciens et artistes ajustent ensemble leurs sons. L'occasion d'apprécier en hors-d'œuvre d'éphémères envolées lyriques. Les frisches des lève-tôt voltigent au-dessus des têtes. Le ballet des navettes en direction des douches peut commencer. Une mise au point s'impose ici: la navette demeure au festival ce que la parole est à l'histoire. D'une étrange rareté. Donc très convoitée. Sur le bord de la départementale, les plus débrouillards, comme Stéphane, tentent par conséquent l'auto-stop. « Heureusement, ici, tout le monde est sympa », lance-t-elle en grimant dans une voiture, ravie d'avoir levé le pouce pour une douche. Les autres se paillent déjà sur la plage malouine. Ici, on se rafraîchit dans la mer bretonne. Là, on improvise un tournoi de foot endiablé, tandis que les plus fatigués récupèrent de la folle soirée de la veille. Il faut dire que Rachid Taha et ses amis, avec leur folklore oranais agrémenté d'un rock très musclé ont donné un concert explosif qui fit bouger la foule, chacun s'essayant à sa manière à la danse du ventre.

en terre conquise. Le saltimbanque solitaire agrippe un violon, fait gémir l'accordéon, avant de se recroqueriller sur un minuscule piano-joué. Et de nous emporter dans le tourbillon de sa valse « monochrome »... Dimanche, le même refrain se répète inlassablement. L'épicerie bon marché a épuisé ses stocks de chocolattines, de baguettes et de Cocos. Les courageux se ruent à nouveau vers les précieuses navettes. Une fois de plus, le soleil brille. Près du boul-boul qui sert les cafés, Yann, la tête engourdie, s'impatiente. « Je ne viens que pour P.J. Harvey, qui fait ici son unique crochet par la France cette année », confesse-t-il. Il soupire: « Attendez... » Voilà enfin la diva tant attendue. La tension ronge le cœur des fans. Calmement, Polly Jean Harvey s'avance. Sur ses talons aiguilles, elle se balance avant de livrer, farouche, plusieurs compositions de son nouvel album, à paraître en septembre. Après la tempête des premiers morceaux, elle chuchote « Listen to the Blow... » (« Ecoute le vent »). P.J. règne sur Saint-Malo en sorcière des climats.

CONCERTS

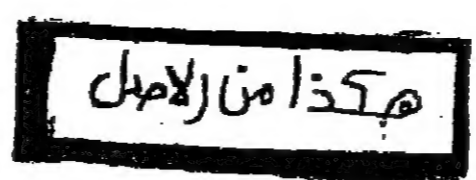
MUSIQUE

au Carrousel du Louvre

Du 24 au 28 août 1998 à 19 h 30

L. Dancos, P. Pianos, R. Cappouin, violoncelle, C. Maric, violoncelle, Violoncelles de France, violoncelle, L. M. Philipp...

Renseignements au 01 43 16 48 38



FILMS DE LA SOIRÉE

20.05 Priscilla, fille du désert... 20.05 Caran maudit... 20.30 Los Angeles 2013

22.15 Tommy... 22.15 Des fers mal étirés... 22.40 Le Cri de la lavande

23.45 Nénette et Boni... 0.05 Les Équilibristes... 1.05 L'Ange pervers

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

19.00 Envoyé spécial, les années 90... 20.00 La Vie à l'endroit... 20.00 20h Paris Première

MUSIQUE

17.35 Messe per Rossini... 22.30 Répères, Frédéric Chopin... 22.40 Savoir pourquoi

THÉÂTRE

21.00 Maître Bolbec et son mari... 21.00 Au Beau Rivage... 20.50 Vieux Jouer

DOCUMENTAIRES

18.35 À l'école vétérinaire... 19.00 Les Alliés de la mafia... 19.30 Vivoride Café

SÉRIES

19.00 Sliders, les mondes parallèles... 19.00 Highlander... 19.20 Deux flics à Miami

NOTRE CHOIX

18.35 Canal + A l'école vétérinaire... Pour les étudiants vétérinaires de l'université de Bristol...

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

18.05 Contre vents et marées... 19.00 Mérose Place... 19.30 Le Journal de l'air

ARTE

19.00 Beauty & Cecil... 19.30 Vivoride Café... 20.00 Reportage

M 6

18.00 Mission casse-cou... 19.15 1000 enfants vers l'an 2000... 19.20 Qui est qui ?

FRANCE 2

18.45 Jeux de comédie... 19.15 1000 enfants vers l'an 2000... 19.20 Qui est qui ?

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion... 18.50 Mérose des plages... 18.55 Le 19-20 de l'information

CANAL+

18.34 Les Balsers... 18.35 À l'école vétérinaire... 19.00 Les Simpson

FILMS DU JOUR

18.50 L'Ange pervers... 19.30 Les Sept... 20.30 César brisé

20.30 Hanna K... 20.35 Benito Caballero... 21.00 Bagdad Café

21.55 La Médiocrité des hommes-chats... 22.20 Rikl Man... 22.40 Brazil

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

14.00 Le Canal du savoir... 15.00 Antant savoir... 16.00 La France et ses religions

DANSE

18.55 Mezzo Junior... 17.45 et 21.00 Yehudi Menuhin... 19.30 et 23.25 Yehudi Menuhin

MUSIQUE

21.55 La Médiocrité des hommes-chats... 22.20 Rikl Man... 22.40 Brazil

DOCUMENTAIRES

18.00 Le Musée de Berlin... 18.20 Armand Pappeler... 18.30 La Vie en bord de l'eau

SPORTS EN DIRECT

16.30 Cyclisme... 17.00 Athlétisme... 17.00 Athlétisme

TELEFILMS

20.50 La Liberté d'aimer... 22.00 Deux localités pour l'élysée... 22.25 Extremes violences

NOTRE CHOIX

20.45 Arte La Vie en face La fin de la campagne

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

13.50 Les Femmes de l'histoire... 14.00 Arabesque... 14.30 Médiocrité à Honolouhi

LA CINQUIÈME ARTE

13.55 Les Lumière de la musique... 14.25 La Cinquième rencontre... 14.30 Pierres et prières du Sri Lanka

M 6

13.35 La Rivière infernale... 15.10 Les Truques du paradis... 16.10 et 1.15 Boulevard des clips

FRANCE 2

13.55 Rex... 14.50 Dans la chaleur de la nuit... 15.40 Chicago Hope, la vie à tout prix

FRANCE 3

13.35 Aventures des mers du Sud... 14.25 Les Amées de la vie... 16.00 Les Enquêtes de Remington Steele

CANAL+

13.30 Blood and Wine... 13.30 Star Trek: la nouvelle génération... 13.55 Angel baby

SIGNIFICATION DES SYMBOLES

Signal dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia »... On peut voir... Ne pas manquer...

SAINTE-PLANTAIRE (Indre), au bout du bout de Berry.

Début des années 90. Il y a ceux qui sont pour le remembrement, et ceux qui sont contre. Discorde entre les vôtres et jusque dans les familles.

Ainsi va la terre, histoire d'un remembrement en Berry.

de Vincent Blanchet et Perle Mohl (déjà diffusé en 1994), suit pas à pas cette mutation silencieuse, au milieu de mines sombres et soupçonneuses des paysans.

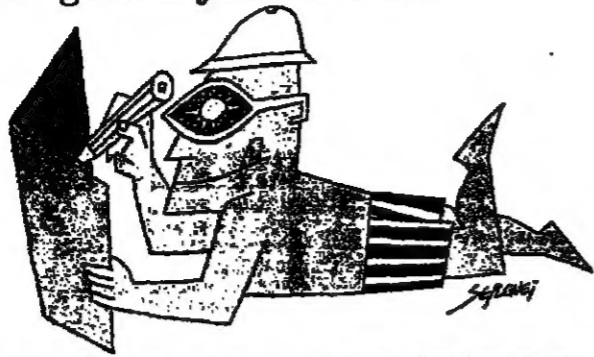
Un nouveau jardin de la France est redessiné.

Plutôt de Vincent Blanchet et Perle Mohl (déjà diffusé en 1994), suit pas à pas cette mutation silencieuse, au milieu de mines sombres et soupçonneuses des paysans.

Régis Guyotat

هكذا من الامم

Le Monde organise le grand jeu de l'été



PLUS DE 700 PRIS A GAGNER! Chaque semaine, entre le 13/7 et le 29/8/98, Le Monde publie du lundi au samedi une grande série thématique...

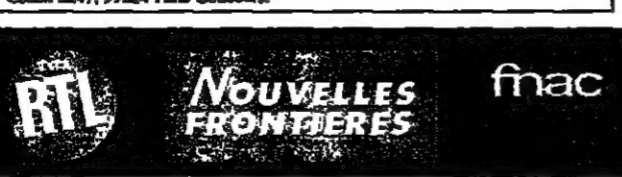
Question n° 1 - Le Monde du 17/8/98 date 18/8/98 Par qui Nancy Huston a-t-elle appris à lire le monde qui nous entoure comme un texte?

Clôture du jeu n° 6: le 25/8/98 minuit (le cachet de La Poste faisant foi). Seuls seront pris en considération les papiers lésés ou les bulletins-jeu comportant les six réponses du jeu n° 6...

Le classement général Il classera les participants par ordre décroissant de nombre de réponses exactes données aux sept jeux hebdomadaires...

Table with 2 columns: Catégorie, Nombre de participants. Includes categories like '11 ans et moins', '12-17 ans', etc.

Extrait du règlement Les grands jeux hebdomadaires de l'été. Participation ouverte exclusivement aux personnes résidant en France métropolitaine...



Bruno Peyron améliore le record de la traversée du Pacifique nord

LE NAVIGATEUR FRANÇAIS Bruno Peyron a établi, dimanche 16 août, un nouveau record de la traversée du Pacifique nord à bord du catamaran Explorer en reliant Yokohama (Japon) à San Francisco en 14 jours, 17 heures et 22 minutes...

Trois grimpeurs mis en examen après la chute d'un spéléologue

TROIS JEUNES GRIMPEURS soupçonnés d'avoir coupé une corde fixe sur une paroi du massif de la Croix-des-Têtes (Savoie), provoquant la chute d'un spéléologue, ont été mis en examen, dimanche 16 août, à Albertville...

Tirage du Monde daté dimanche 16-17 août 1998: 537 174 exemplaires

L'annonce d'une dévaluation du rouble provoque une violente secousse sur les marchés

La dépréciation de la monnaie russe s'accompagne d'un moratoire de 90 jours sur les dettes

LA CRISE asiatique a rattrapé la Russie. Affaibli par un déficit budgétaire grandissant et la dé fiance croissante des investisseurs étrangers, Moscou a fini par lâcher le rouble lundi 17 août. Le Russe re- joint la Thaïlande, la Corée du Sud, la Malaisie et l'Indonésie, contraintes aussi, lors des douze derniers mois, face à une crise de liquidités, de laisser fléchir leurs devises face au dollar...

Banque des règlements internationaux (BRI), les banques allemandes détiendraient 54 milliards de marks (180 milliards de francs) de créances sur la Russie. Ces sommes seraient garanties à hauteur de 90 % par le gouvernement allemand. Sur le front des changes, le deutschemark a subi un bref trou d'air tandis que le dollar jouait son rôle traditionnel de monnaie refuge...

Un séisme financier redouté depuis des mois en Russie

MOSCOU de notre correspondant Le séisme financier attendu en Russie depuis des mois a commencé lundi 17 août. Les experts hésitent pour savoir si les autorités du pays réagiraient à la crise qui le frappe à répétition depuis octobre 1997 en dévaluant le rouble ou en faisant défaut sur les dettes du pays...

Fortement secoués sur les marchés des actions, les investisseurs ont trouvé une fois encore refuge sur les marchés obligataires. La fameuse fuite vers « la qualité » qui entretient la baisse des rendements des emprunts d'Etat à une nouvelle fois fonctionné...

Eric Leser et Enguerrand Renault

LES CAHIERS DE SCIENCE & VIE 1000 ANS DE SCIENCES Une encyclopédie en 12 numéros à collectionner. 4e tableau: Qui sommes-nous? Du Moyen Age à aujourd'hui, comment les savants ont répondu à cette question. EN VENTE EN KIOSQUE

Advertisement for ISM, EMBA, and other educational institutions with a portrait of a man.